

LA THÉORIE DU BIEN-ÊTRE ÉCONOMIQUE dans l'œuvre d'Arthur-Cecil Pigou

par

RUCHDI NOURI

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le 16 Décembre 1939

MEMBRES DU JURY

Président de thèse : **M. Gaëtan PIROU**

Assesseurs : **MM. BAUDIN, Édouard-DOLLÉANS**

PARIS — 5°
LIBRAIRIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE
3, Rue Soufflot, 3

1939

**LA THÉORIE DU BIEN-ÊTRE ÉCONOMIQUE
DANS L'ŒUVRE D'ARTHUR-CECIL PIGOU**

**LA THÉORIE
DU BIEN-ÊTRE ÉCONOMIQUE**
dans l'œuvre d'Arthur-Cecil Pigou

par

RUCHDI NOURI

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le 16 Décembre 1939

MEMBRES DU JURY

Président de thèse : **M. Gaëtan PIROU**

Assesseurs : **MM. BAUDIN, Édouard-DOLLÉANS**

PARIS — 5°
LIBRAIRIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE
3, Rue Soufflot, 3

1939

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.





Digitized by the Internet Archive
in 2026

Abréviations des Périodiques

Am. Ec. Rev. : The American Economic Review, New-York.

Ec. : Economica, London.

Ec. Journ. : The Economic Journal, London.

Ec. Rev. : The Economic Review, London.

Journ. of Pol. Ec. : The Journal of Political Economy, Chicago.

Pol. Sci. Quart. : Political Science Quarterly, New-York.

Quart. Rev. : The Quaterly Review, London.

Quart. Journ. of Ec. : The Quaterly Journal of Economics, Cambridge, Mass

Rev. d'Ec. Pol. : Revue d'Economie Politique, Paris

INTRODUCTION

Un ouvrage d'un volume modeste intitulé « *Wealth and Welfare* » (1), publié deux ans avant la grande guerre par un auteur anglais, Arthur Cecil Pigou, suscita de très vives critiques dans les pays de langue anglaise.

L'auteur avait été l'élève d'Alfred Marshall et lui succéda à la chaire de Cambridge où il enseigne à l'heure actuelle (2).

Dans cet ouvrage, il pousse plus loin la doctrine du maximum de satisfaction de son maître (3), de sorte que l'ouvrage « représente l'Economique de Cambridge, l'interprétation néo-classique anglaise moderne de la science économique, fondée et principalement développée par le Dr. Alfred Marshall » (4).

C'est en parlant de cet ouvrage que le Prof. Suranyi-Unger écrit : « C'est la littérature anglaise du premier quart de notre siècle, qui a produit un système de théorie économique vraiment satisfaisant, nouveau et à la mode » (5).

(1) A.-C. PIGOU : *Wealth and Welfare*, Londres, 1912. Les éditions successives de l'ouvrage ne portent plus le titre de : *Wealth and Welfare*, mais celui d'*Economics of Welfare*, changement suggéré, peut-être, par la critique de M. J.-S. NICHOLSON ; v. son art. « *The vagaries of recent political economy* ». *Quart. Rev.* 1913, vol. 219, p. 415.

(2) Pour une notice biographique substantielle, v. M. BYE : *L'œuvre scientifique de quelques économistes étrangers*. *Rev. d'Ec. Pol.* 1929, vol. 43, p. 1515.

(3) Cf. A. MARSHALL : *Principes d'économie politique*, trad. franç., t. II, pp. 185-591.

(4) F. H. KNIGHT : *Some books on fundamentals*. *Journ. of Pol. Ec.* 1923, p. 342.

(5) *Economics in the twentieth century*, p. 238.

Si « le système de Pigou est actuellement l'une des possessions les plus prisées de la Science économique mondiale » (6), toutefois, « dans la littérature anglo-américaine des vingt-cinq dernières années, aucun autre système n'a été critiqué aussi vivement que celui de Pigou » (7).

Ces appréciations et ces critiques nous semblent s'expliquer par l'originalité du système du Prof. Pigou (8).

En effet, le point de vue spécial auquel il se place pour étudier les problèmes économiques et la méthode d'attaque dont il se sert pour les résoudre, impriment la marque personnelle de l'auteur sur toutes les questions qu'il traite.

Ce point de vue spécial peut-être formulé de la façon suivante : « Comment la Société peut-elle se procurer le maximum de bien-être en fonction de ses ressources productives, de ses facteurs de la production ? » (9).

La Société dont il s'agit, ce sont des « Sociétés modernes actuelles » (10), ou d'une façon plus précise des « nations d'une culture générale stable, telles que celles habitant l'Europe occidentale » (11).

Porter à son maximum le bien-être de la Société en fonction de ses ressources productives, tel est l'idéal impliqué dans le système du prof. Pigou.

C'est cet idéal qui lui donne son grand caractère, sa grande originalité.

Cet idéal lui-même semble découler de la conception que notre auteur a de l'Economie.

Dans cette conception, le Prof. Pigou suit une voie inter-

(6) Id. p. 28.

(7) Id. p. 237.

(8) Cf. F. Y. EDGEWORTH : *Wealth and Welfare*. Ec. Journ. 1913, vol. 23, p. 62 ; v. également l'art cité de M. J. S. NICHOLSON.

(9) Cf. J. M. CLARE : *Wealth and Welfare*. Am. Ec. Rev. 1913, vol. III, p. 623.

(10) A. C. PIGOU : *Economics of Welfare*. Londres, 4^e édit. 1932, p. 11.

(11) Id. p. 21.

médiaire entre l'idéal d'une Science pure et celui de l'empirisme, prenant pour point de départ la définition de l'Economique d'A. Marshall : « Une étude de l'Humanité dans les affaires ordinaires de la vie » (12).

Selon notre auteur, puisqu'il s'agit d'étudier l'Humanité dans les affaires ordinaires de la vie, « d'observer le jeu des mobiles humains ordinaires », l'impulsion de l'économiste est plutôt celle du physiologiste que celle du philosophe : « Connaître pour guérir » (13).

Selon lui, c'est cette « conception du mobile derrière l'étude économique » (14), cette impulsion de connaître pour guérir qui régit la forme et contrôle le but de la Science économique.

La forme qu'elle doit prendre est celle d'une Science « adaptée à former la base d'un art. » (15).

Pour répondre à cette exigence, l'Economique doit être :

1° « Une Science positive de ce qui est et tend à être, non pas une Science normative de ce qui doit être » (16).

2° Une Science « réaliste » essayant d'expliquer « le monde réel des hommes et des femmes tels qu'ils se trouvent exister en expérience », et non pas une Science « pure », « un système généralisé de mondes possibles » (17).

3° « Un système de lois » et non pas un « catalogue descriptif des faits observés » (18).

Le but que contrôle cette science est de « rendre plus faciles les mesures pratiques de nature à favoriser le bien-être, — mesures pratiques que l'homme d'Etat peut fonder sur l'œuvre de l'économiste » (19).

(12) Id. p. 4.

(13) Id. p. 5.

(14) Id. p. 5.

(16) Id. p. 5.

(17) Id. p. 6-7.

(18) Id. p. 7-8.

(19) Id. p. 10. Cf. G. PIROU : *Les nouveaux courants de la théorie économique aux Etats-Unis*, fasc. II, p. 148.

Une notion de bien-être semble ainsi être nécessaire à l'Economique pour qu'elle s'adapte à former la base d'un art.

Une science réaliste et positive ayant pour but de faciliter les mesures pratiques de nature à favoriser le bien-être ; telle est la conception mitigée de l'Economique du Prof. Pigou dictée par la conception du mobile ayant sa source dans la définition même de l'Economique d'A. Marshall.

La méthode d'attaque dont se sert le Prof. Pigou pour résoudre les problèmes économiques qu'il se pose est une analyse déductive extrêmement pénétrante et précise, appuyée par des faits qui prouvent une érudition remarquable chez l'auteur.

Des formules mathématiques, des courbes, des probabilités « non vérifiées » — probabilités « basées sur des impressions qui sont l'empreinte des expériences générales, plutôt que sur des statistiques spécifiques » (20) — sont employées avec une très grande ingéniosité pour démontrer, illustrer et conclure.

Si c'est l'idéal de porter à son maximum le bien-être de la Société en fonction de ses ressources productives qui donne au système du Prof. Pigou son grand caractère, de même c'est lui qui détermine sa structure originale, puisqu'il engage logiquement notre auteur à poser et à chercher à résoudre les questions suivantes :

1° Quel est le critérium du maximum de bien-être de la Société en fonction de ses ressources productives ?

2° Le « libre jeu de l'intérêt personnel » (21) porte-t-il

(20) F. Y. EDGEWORTH.: *Wealth and Welfare*. Ec. Journ. 1913, vol. 23, p. 66.

(21) *Economics of Welfare*, 1932, p. 127.

à son maximum le bien-être de la Société en fonction de ses ressources productives, ou bien y a-t-il des divergences entre le réel et l'idéal ?

3° Si le libre jeu de l'intérêt personnel ne porte pas à son maximum le bien-être de la Société en fonction de ses ressources productives, s'il y a des divergences entre le réel et l'idéal, est-il possible, sinon d'éliminer, de faire disparaître ces divergences, du moins de les atténuer de manière à ajuster dans la mesure du possible, le réel à l'idéal, à accroître le bien-être de la Société ?

Des critères, des divergences et des ajustements, tels sont les grands axes autour desquels gravite le système du Prof. Pigou, système exposé aujourd'hui, non plus dans un seul ouvrage, mais dans plusieurs, dans trois principalement :

- 1) *L'Economics of Welfare* ;
- 2) *L'Industrial Fluctuations* ;
- 3) *A Study in Public Finance* (22).

Dans cette thèse, que nous intitulos « La Théorie du Bien-Etre Economique dans l'œuvre d'Arthur Cecil Pigou » et qui se compose de IV chapitres et d'une conclusion, nous nous proposons d'étudier la partie la plus importante et la plus originale de son système, partie exposée dans *L'Economics of Welfare* (23) et qui est, pour ainsi dire, la clef de voûte du système.

Dans un premier chapitre portant le titre « Des notions », nous exposerons les deux notions qui sont fondamentales, la pierre angulaire en quelque sorte dans le système du

(22) *Economics of Welfare*, Londres 1920, 2^e édit. 1924, 3^e édit. 1929, 4^e édit. 1932 ; *Industrial Fluctuations*, Londres 1927, 2^e édit. 1929 ; *A study in Public Finance*, Londres 1928, 2^e édit. 1929 ; Pour la bibliographie, v. infra, p. 141.

(23) Dans cet exposé, nous nous servons de la quatrième édition 1932.

Prof. Pigou, les limitations que notre auteur leur apporte et les relations de dépendance qu'il essaie d'établir entre elles, ces deux notions étant, d'une part, celle du bien-être, notion subjective empruntée à H. Sidgwick (24), et celle du dividende national, notion puisée dans A. Marshall (25).

Les chapitres II et III, sous le titre « De la technique », seront consacrés à l'exposé de l'application que le Prof. Pigou fait de la technique marginale, soit pour prouver l'insuffisance du « libre jeu de l'intérêt personnel » à porter à son maximum le bien-être de la Société en fonction de ses ressources productives, soit pour démontrer les possibilités pour les gouvernements de « contrôler le jeu des forces économiques, de façon à favoriser... le bien-être total de leurs citoyens dans leur ensemble » (26), par « certains actes spécifiques d'intervention dans le processus économique normal » (27) ; en un mot pour résoudre les problèmes économiques soulevés eu égard à l'idéal auquel vise le système du Prof. Pigou.

Enfin, le quatrième et dernier chapitre : « Des critiques », fera l'objet de l'exposé des critiques que suggèrent : soit les deux notions précitées, telles qu'elles sont conçues par notre auteur, soit la technique marginale telle qu'il l'applique pour résoudre le problème du maximum de bien-être ; chapitre qui sera suivi par une « conclusion » où nous nous permettrons de porter notre jugement sur la valeur de la théorie du bien-être économique du Prof. Pigou.

(24) Cf. H. SIDGWICK : *Principales of Political Economy*.

(25) Cf. A. MARSHALL : *Principes d'économie politique*, trad. franç., t. I, p. 197 ; t. II, p. 270.

(26) *Economics of Welfare*, p. 129.

(27) *Id.*, p. 172.

CHAPITRE PREMIER

DES NOTIONS

Nous venons d'exposer le lien entre la conception de l'Economique du Prof. Pigou et l'idéal auquel vise son système (1).

Dans ce chapitre nous allons faire l'exposé des deux notions qui sont à la base de son système et dont nous avons déjà fait mention — à savoir : le bien-être et le dividende national — préciser la nature du lien unissant ces deux notions et exposer les relations que notre auteur essaie d'établir entre elles.

I. — Du bien-être et du bien-être économique

Nous avons vu que, selon le Prof. Pigou, l'Economique, pour constituer la base d'un art, pour guider l'homme d'Etat, a besoin d'une notion de bien-être (2).

Qu'est-ce donc que le bien-être ?

Notre auteur, sur cette notion fondamentale, puisqu'elle est à la base même de son système, se contente des deux constatations suivantes d'ordre général, sans en donner aucune définition :

(1) V. supra, p. 2

(2) V. supra, p. 3

1° « Les éléments du bien-être sont des états de conscience et peut-être leurs relations » (3).

2° « Le bien-être peut-être ramené à la catégorie du plus grand ou du moindre » (4).

D'ailleurs, si l'Economie, pour constituer la base d'un art, a besoin d'une notion de bien-être, cependant la grandeur et la complexité de la tâche, lorsqu'il s'agit d'envisager les causes affectant le bien-être, nécessitent la limitation du sujet (5).

Dans cette limitation, le Prof. Pigou est « attiré vers cette partie du champ d'observation où les méthodes de la science semblent pouvoir travailler » (6), où « il y a quelque chose de mesurable sur quoi l'appareil analytique peut avoir prise » (7).

C'est ce souci de mesure qui assigne aux recherches du Prof. Pigou leurs frontières, de telle sorte que ses recherches se limitent à « cette partie du bien-être social qui peut être mis en relation directement ou indirectement avec l'étalon monétaire » (8).

C'est à cette partie mesurable en monnaie du bien-être social que l'auteur donne le nom de « bien-être économique ».

Ce qui caractérise le bien-être économique et qui le distingue du bien-être « non économique », ce n'est donc que son « accessibilité à une mesure monétaire » (9).

D'une façon générale le bien-être économique lui-même consiste en « ce groupe de satisfactions et de dissatisfac-

(3) *Economics of Welfare*, p. 10.

(4) *Id.*, p. 10.

(5) *Id.*, p. 10.

(6) *Id.*, p. 11.

(7) *Id.*, p. 11.

(8) *Id.*, p. 11.

(9) *Id.*, p. 11.

tions qui peuvent être mises en relation avec une mesure monétaire » (10).

Quant aux satisfactions et dissatisfactions mesurables en monnaie, ce sont des satisfactions tirées de l'emploi du dividende national et des dissatisfactions qu'implique sa production, puisque « le bien-être économique d'une société consiste en la balance de satisfactions tirées de l'emploi du dividende national sur les dissatisfactions impliquées dans sa production » (11).

Les éléments du bien-être dans le système du Prof. Pigou, sont ainsi la satisfaction et la dissatisfaction dont la balance détermine le bien-être individuel et chaque bien-être individuel supplémentaire augmente le bien-être social (12) ; si bien que dans l'œuvre du Prof. Pigou, le bien-être consiste, non seulement en une somme de satisfaction nette, mais encore en une balance de satisfactions et de dissatisfactions (13).

Quant au bien-être économique, il consiste en une balance de satisfactions et de dissatisfactions mesurables en monnaie.

Ce qui caractérise le bien-être économique, et qui le distingue du bien-être non économique, c'est que, tandis que les éléments du bien-être non-économique — satisfactions et dissatisfactions — échappent à toute mesure monétaire, par contre, les éléments du bien-être économique sont mesurables en monnaie, c'est parce que le bien-être économique a une « contre-partie objective » qui est le dividende national.

Qu'est-ce donc que le dividende national ?

(10) Id., p. 23.

(11) Id., p. 85.

(12) Id., p. 99.

(13) Cf. F. C. BENHAM, *Economics of Welfare*, Ec. 1930 ; T. 10, p. 177.

II. — Du dividende national

« Le dividende national est cette partie du revenu objectif de la société — y compris bien entendu, le revenu tiré de l'étranger — qui peut être mesuré en monnaie » (14).

« Le dividende national », écrit le Prof. Pigou, « se compose en dernier ressort, d'un nombre de services objectifs, dont quelques-uns sont incorporés dans des biens, tandis que d'autres sont rendus directement (15) ; services objectifs qui sont d'ailleurs conçus comme un « courant », un « flux de biens et services qui est produit dans l'année » (16).

Le dividende national se réduit ainsi, dans l'œuvre du Prof. Pigou, au flux annuel de services objectifs mesurables en monnaie, tel qu'il est augmenté par le revenu tiré de l'étranger (17).

Quels sont donc les services objectifs mesurables en monnaie ?

(14) *Economics of Welfare*, p. 31.

(15) *Id.*, p. 31.

(16) *Id.* p. 34. Conception Marshallienne qui diffère de celle du Prof. IRVING FISHER, puisque ce dernier conçoit le revenu réel comme un flux qui passe aux mains des consommateurs finals, dans l'année, de façon à en exclure l'épargne (V. J. FISHER, *De la nature du revenu et du capital*, trad. franç. 1911, p. 297). Le Prof. PIGOU, dans la conception du dividende national, suit ainsi A. MARSHALL, et il motive sa fidélité à la conception de son maître, par le but pour lequel il emploie cette notion, d'une façon plus précise, par le caractère de son œuvre, qui s'intéresse non à la guerre et à la mesure, mais à la paix et à la causalité, et que le bien-être économique et les causes économiques sont liées ensemble, non par la consommation immédiate, mais par la consommation totale (v. *Economics of Welfare*, p. 34).

(17) Cette définition renferme certaines implications relatives à l'évaluation du dividende national, qu'il importe de souligner :

1^o Dans l'évaluation du dividende national, lorsque la valeur d'un produit fini — par exemple celle du pain, est comptée — la valeur du matériel employé pour la fabrication de ce produit — par exemple celle de la farine — ne doit pas y être comptée ; en d'autres termes, on doit éviter les doubles emplois.

2^o Dans l'évaluation du dividende national, on doit tenir compte du coût annuel de renouvellement et de réparation de l'outillage, des machines, etc... de façon à maintenir le capital intact.

Que signifie donc maintenir le capital intact ?

L'emploi de l'étalon monétaire, comme critérium du dividende national, de façon à n'inclure dans le dividende national que les biens et services qui sont, en fait, vendus contre de la monnaie, conduisant à des « paradoxes violents » (18), notre auteur se sent obligé de recourir à un compromis pour déterminer les services objectifs mesurables en monnaie, et il fait entrer expressément dans le dividende national : « tout ce que l'on achète avec le revenu monétaire, ainsi que les services qu'un homme obtient d'une maison possédée et habitée par lui » (19), et

Selon le Prof. PIGOU, le maintien intact du capital, non à un point de vue absolu, mais au point de vue de l'évaluation du dividende national, signifie le remplacement de telles pertes de valeurs qui sont occasionnées par des pertes physiques autres que celles du genre de destructions catastrophiques.

Ainsi, selon notre auteur, lorsqu'il s'agit d'évaluer le dividende national, il n'y a pas lieu de tenir compte des pertes de valeurs que subirait le stock de capital du pays, d'une hausse du taux général de l'intérêt en conséquence d'une déflation monétaire, d'un changement dans les goûts, ou bien de concurrences étrangères, puisque ces pertes de valeurs n'impliquent aucune perte physique dans le stock de capital du pays.

Selon le Prof. PIGOU, on ne doit pas tenir compte non plus, dans l'évaluation du dividende national, des pertes de valeurs que subirait le stock de capital du pays en conséquence d'un tremblement de terre ou d'une guerre, car, bien que ces pertes de valeurs impliquent des pertes physiques, celles-ci sont du genre de destructions catastrophiques.

Les pertes de valeurs dont on doit tenir compte dans l'évaluation du dividende national, sont celles que subirait le stock de capital du pays, du fait de la détérioration des biens de capital : Outillage, machines, maisons, navires, etc... en conséquence de leur usage, de l'écoulement du temps, des incendies, des tempêtes, etc..., parce que ces pertes de valeurs impliquent, non seulement des pertes physiques, mais encore ces dernières sont-elles accessoires à leur usage et qu'elles ne sont pas du genre de destructions catastrophiques.

Quant au procédé de remplacement des pertes de valeurs, il consiste à ajouter au stock de capital du pays, quelque chose, d'une façon plus précise, quelques nouvelles combinaisons de matière dont la valeur serait égale à la différence entre la valeur qu'a le stock de capital existant et la valeur qu'il aurait s'il restait matériellement intact au moment du remplacement des pertes de valeurs (v. *Economics of Welfare*, chap. IV, p. 43-49).

(18) Pour ces paradoxes, v. *Economics of Welfare*, p. 32. Citons-en quelques-uns :

Selon ces critères, si quelqu'un loue une maison, les services qu'il en obtiendra rentreront dans le dividende national, mais s'il l'a reçue en don et continue à l'habiter, les services qu'il en obtiendra ne feront plus partie du dividende national.

Si un fermier vend les produits de sa ferme et achète sur le marché les produits qui lui sont nécessaires, les produits de sa ferme entrèrent dans le dividende national ; mais s'il les consommait au lieu de les vendre, ils ne feront plus partie du dividende national.

Encore, si un homme engage une cuisinière, les services de cette dernière rentreront dans le dividende national, mais s'il l'épouse, ces services ne feront plus partie du dividende national.

(19) Id., p. 34.

il en exclut expressément : « les services qu'une personne se rend à elle-même et ceux qu'elle rend gratuitement à des membres de sa famille, ou à ses amis ; les avantages qu'elle retire de l'usage de ses propres biens personnels, ou des biens faisant partie du domaine public... » (20).

Tout ce que l'on achète avec le revenu monétaire et les services des maisons habitées par leurs propriétaires, tels sont donc les services objectifs mesurables en monnaie.

Si le bien-être économique d'une société consiste en une balance de satisfactions et de dissatisfactions qu'impliquent respectivement l'emploi et la production du dividende national, ce dernier à son tour, consiste en un flux annuel de services objectifs, mesurables en monnaie, tel qu'il est augmenté par le revenu tiré de l'étranger, de sorte que le bien-être économique d'une société, dans l'œuvre du Prof. Pigou, se réduit finalement à une balance de satisfactions et de dissatisfactions qu'impliquent respectivement l'emploi et la production du flux annuel des services objectifs mesurables en monnaie, tel qu'il est augmenté par le revenu tiré de l'étranger, flux annuel dont nous venons de donner le contenu (21).

(20) *Id.*, p. 34.

(21) Selon le Prof. Pigou, le revenu monétaire de la société s'approcherait d'ailleurs de très près de la valeur du dividende national évalué de façon à éviter les doubles emplois et à maintenir le capital intact, pourvu que l'on calcule le revenu monétaire de la société de façon à en exclure « tout revenu obtenu par une personne comme don contre lequel n'est rendu aucun service rentrant dans l'inventaire du dividende national ».

Ainsi, on doit exclure dans l'évaluation du revenu monétaire :

1° « Les allocations (allowances) que les enfants reçoivent de leurs parents ».

2° « Les revenus provenant de la vente de propriété ou de droits de propriété existants, si ces revenus sont déjà comptés comme faisant partie du revenu de l'acheteur. »

3° « Les revenus constitués par la retraite pour la vieillesse, et par la pension spéciale de guerre. »

4° « Tout revenu reçu par les créanciers nationaux de l'Etat, en intérêt sur les emprunts qui ont été employés d'une façon improductive », tels que les emprunts de guerre.

5° « Ce que le Trésor reçoit en income tax ou en droits de succession. »

Ajoutons d'ailleurs, que notre auteur ne manque pas d'abandonner l'étalon monétaire comme critérium du dividende national, de façon à inclure dans le dividende national, « l'entier flux annuel de biens et services » (22), « toutes les fois que la discussion de quelque problème serait embarrassée et embrouillée par un attachement pédalesque à l'usage standard » (23), c'est-à-dire, au compromis; inconsistance terminologique sur laquelle nous reviendrons par la suite (24).

III. — De la nature du lien unissant le bien-être économique au dividende national

Nous venons de voir comment, dans l'œuvre du Prof. Pigou, le bien-être économique — balance de satisfactions et de dissatisfactions mesurables en monnaie — se réduit à une balance de satisfactions et de dissatisfactions qu'impliquent respectivement l'emploi et l'acquisition du dividende national, du flux annuel de services objectifs mesurables en monnaie.

Il importe donc de préciser la nature du lien qui unit le bien-être économique au dividende national, le groupe de satisfactions et de dissatisfactions mesurables en monnaie, au flux annuel de services objectifs mesurables en monnaie.

Par contre, on doit inclure dans l'évaluation du revenu monétaire de la société :

1^o « L'argent que les autorités gouvernementales, centrales ou locales, reçoivent en bénéfice net sur les services qu'elles rendent. »

2^o « La plus grande partie de ce que le Trésor reçoit en droits de douane et en accise », et non pas toute la partie, parce que ces droits peuvent déterminer des hausses dans les prix des marchandises imposées, et des diminutions dans leur production (v. *Economics of Welfare*, p. 40).

(22) *Economics of Welfare*, p. 33.

(23) *Id.*, p. 34.

(24) V. *infra*, p. 48, note 34 ; p. 119.

Le lien qui unit ces deux notions c'est la possibilité de les mesurer en monnaie, c'est donc la monnaie.

La monnaie mesure, sinon directement du moins indirectement, d'une part, les satisfactions et les dissatisfactions qu'impliquent l'emploi et la production du dividende national, d'autre part, le dividende national, ce courant, ce flux qui consiste en « un nombre de différentes sortes de choses, dont les quantités de quelques unes sont sujettes à augmenter, pendant que diminuent les quantités des autres » (25).

Si « la monnaie qu'une personne est disposée à offrir pour une chose, mesure directement non la satisfaction qu'elle se procurera par cette chose, mais l'intensité de son désir pour elle » (26), cependant « la plupart des marchandises, surtout celles d'une large consommation qui sont nécessaires à l'usage personnel direct, tels qu'articles d'alimentation et d'habillement, seront demandées comme un moyen de satisfaction et par conséquent seront désirées avec des intensités proportionnelles aux satisfactions que l'on espère qu'elles donneront » (27), si bien qu'on peut regarder le prix de demande en monnaie comme la « mesure d'un désir » et comme la « mesure de la satisfaction éprouvée, lorsque la chose désirée est obtenue » (28).

Ainsi, selon le Prof. Pigou, si le prix de demande en monnaie, la monnaie qu'une personne est disposée à offrir pour une chose, mesure directement l'intensité du désir qu'elle éprouve pour cette chose, il peut cependant mesurer indirectement la quantité de satisfactions que lui

(25) Id., p. 51.

(26) Id., p. 23.

(27) Id., p. 24.

(28) Id., p. 24.

donne l'obtention de cette chose, parce que le rapport entre les intensités des désirs que l'on éprouve pour la plupart des marchandises, est égal au rapport entre les quantités de satisfactions que donne leur obtention parce que, pour la plupart des marchandises, les mêmes quantités de satisfactions sont désirées avec la même intensité.

D'autre part, s'il est impossible de déterminer, en se rapportant à une unité physique, si le dividende d'une période est plus grand ou moindre que celui d'une autre, s'il est impossible de mesurer directement le dividende national, ce flux annuel de services objectifs qui se compose d'éléments hétérogènes variables, d'éléments disparates, on peut cependant le mesurer indirectement en se servant de la monnaie.

« Considérant un seul individu », écrit le Prof. Pigou, « dont les goûts sont pris comme fixes, nous disons que son dividende dans la période II est plus grand que dans la période I, si les articles qui y sont ajoutés dans la période II sont des articles qu'il désire plus que les articles qui en sont retirés, dans la période II. Passant à un groupe de personnes (d'un nombre donné) dont les goûts sont pris comme fixes, et parmi lesquelles la distribution du pouvoir d'achat est également prise comme fixe, nous disons que le dividende est plus grand dans la période II que dans la période I, si les articles qui y sont ajoutés dans la période II, sont des articles que, pour conserver, il serait disposé à donner plus de monnaie qu'il ne serait disposé à en donner pour conserver les articles qui en sont retirés dans la période II » (28).

« Au point de vue de la période I une augmentation dans le volume du dividende, est un changement tel dans

(29) Id., p. 51-52.

son contenu, que si les goûts dans la période II étaient les mêmes que ceux prévalant dans la période I, et si la distribution du pouvoir d'achat était également la même que celle prévalant dans la période I, le groupe serait disposé à donner plus de monnaie pour conserver les articles ajoutés dans la période II qu'il ne serait disposé à en donner pour conserver les articles qui sont retirés dans la période II » (30).

Ainsi, si c'est le prix de demande en monnaie, la quantité de monnaie que l'on serait disposé à donner pour une chose plutôt que de s'en passer, semble être la mesure la plus appropriée du dividende national, cependant l'inaccessibilité des données permettant de calculer la demande totale en monnaie pour les choses contenues dans le dividende, — chiffre en monnaie que l'on obtiendrait en additionnant les surplus du consommateur, tels que mesurés en monnaie, retirés de chacune des diverses sortes de marchandises contenues dans le dividende, — contraint le Prof. Pigou à se servir des quantités et des prix de différentes sortes de marchandises, donc de la valeur d'échange, de la quantité de monnaie que l'on paie réellement pour mesurer le dividende national.

Il essaie de construire « une mesure qui montrera des augmentations dans le volume du dividende, toutes les fois que son contenu sera changé, de telle façon qu'en terme de la monnaie des deux périodes, pour un groupe d'un volume donné, aux goûts et à la distribution constants, la demande en monnaie pour les articles qui ont été ajoutés est plus grande que la demande en monnaie pour ceux qui ont été retirés » (31).

(30) Id., p. 54.

(31) Id., p. 59.

« Dans la première de l'une des deux périodes quelconques que l'on désire comparer », écrit le Prof. Pigou « un groupe quelconque d'un volume donné étend son pouvoir d'achat sur une collection de marchandises, et dans la seconde sur une collection différente... La première collection que l'on peut appeler C_1 , comprend donc $x_1, y_1, z_1, \dots$ unités de diverses marchandises ; et la seconde collection C_2 , comprend $x_2, y_2, z_2, \dots$ unités des mêmes marchandises.

Les prix par unité de ces diverses marchandises dans la première période soient a_1, b_1, c_1 , et dans la seconde période $a_2, b_2, c_2, \dots$ Le revenu total en monnaie de notre groupe, dans la première période, soit I_1 , dans la seconde, $I_2, \dots$

I. — Si notre groupe... a acheté dans les deux périodes une collection de la forme générale C_1 , son achat de chaque marchandise dans la seconde période serait égal à son achat de chaque marchandise dans la première période, multiplié par la fraction :

$$\frac{I_2}{I_1} \cdot \frac{x_1 a_1 + y_1 b_1 + z_1 c_1 + \dots}{x_1 a_2 + y_1 b_2 + z_1 c_2 + \dots}$$

II. — Si notre groupe... avait acheté dans les deux périodes une collection de la forme générale C_2 , son achat de chaque marchandise, dans la seconde période serait égal à son achat de chaque marchandise dans la première période, multiplié par la fraction :

$$\frac{I_2}{I_1} \cdot \frac{x_2 a_1 + y_2 b_1 + z_2 c_1 + \dots}{x_2 a_2 + y_2 b_2 + z_2 c_2 + \dots} \quad (32).$$

« Si elles (ces deux fractions) sont plus grandes que l'unité », continue par ailleurs le Prof. Pigou, « cela veut

(32) Id., p. 60-61.

dire que notre groupe, s'il le veut, peut acheter plus de marchandises dans la seconde période que dans la première, que ses achats soient arrangés sous la forme de la collection C_1 ou sous celle de la collection C_2 . Donc, le fait qu'il choisit dans la seconde période la forme C_2 , prouve que la satisfaction économique (telle que mesurée en monnaie) donnée par ce qu'il achète sous la forme C_2 , est plus grande que la satisfaction économique (telle que mesurée en monnaie) qui serait donnée par une collection de la forme C_1 , plus grande que la collection de cette forme qu'il avait acheté dans la première période. Donc, à fortiori est-elle plus grande que la satisfaction économique (telle que mesurée en monnaie) qui serait donnée par la collection actuelle de la forme C_1 , qu'il avait acheté dans la première période. Mais, puisque les goûts et la distribution sont inchangés, la satisfaction économique, (telle que mesurée en monnaie) qui serait donnée par la collection actuelle C_1 , dans la seconde période, est égale à la satisfaction économique (telle que mesurée en monnaie) qui fut donnée par la collection actuelle dans la première période. Donc, si nos deux fractions sont plus grandes que l'unité, il s'ensuit nécessairement » conclut le Prof. Pigou, « que la satisfaction économique (telle que mesurée en monnaie) donnée par la collection C_2 , achetée dans la seconde période, est plus grande que la satisfaction économique (telle que mesurée en monnaie) donnée par la collection C_1 , achetée dans la première période » (33).

Lorsque l'une des deux fractions précédentes est plus grande et l'autre moins grande que l'unité, si ces deux

(33) Id., p. 62-63.

fractions ne peuvent pas indiquer la direction dans laquelle a changé la satisfaction économique (telle que mesurée en monnaie) dont jouit le groupe, « dans ce cas le bon sens suggère que si la fraction

$$\frac{I_2}{I_1} = \frac{x_1 a_1 + y_1 b_1 + z_1 c_1 + \dots}{x_1 a_2 + y_1 b_2 + z_1 c_2 + \dots}$$

tombe au-dessous de l'unité dans une grande proportion, tandis que la fraction

$$\frac{I_2}{I_1} = \frac{x_2 a_1 + y_2 b_1 + z_2 c_1 + \dots}{x_2 a_2 + y_2 b_2 + z_2 c_2 + \dots}$$

excède l'unité dans une petite proportion, la satisfaction économique (telle que mesurée en monnaie) dont jouit notre groupe, a probablement diminué... » (34).

Ainsi, si l'inaccessibilité des données permettant de se servir du prix de demande en monnaie pour mesurer le dividende national, contraint le Prof. Pigou à se servir de la valeur d'échange pour le mesurer, il essaie cependant d'éliminer les fluctuations annuelles dans la valeur d'échange, imputables aux variations quantitatives de la monnaie, par le procédé que nous venons d'indiquer ; de sorte qu'il ne reste comme la mesure du dividende national que la valeur d'échange en quelque sorte « pure ».

C'est cette valeur d'échange pure qui mesure d'une part le dividende national, ce flux annuel de services objectifs, d'autre part les satisfactions et les dissatisfactions qu'impliquent l'emploi et la production du dividende national, pourvu que le chiffre de la population, les goûts des individus composant la société, ainsi que la distribution du pouvoir d'achat parmi eux restent constants ; et l'augmentation dans le volume du dividende national se réduit

(34) Id., p. 64

à une augmentation dans la somme des valeurs d'échange pures.

Ainsi, si le lien qui unit le bien-être économique au dividende national est la possibilité de les mesurer en valeur d'échange pure, toutefois cette possibilité repose sur un certain nombre de suppositions qu'il importe de bien préciser :

1. — Les mêmes quantités de satisfactions sont désirées avec la même intensité ;
2. — Le chiffre de la population,
3. — Les goûts des individus,
4. — La distribution du pouvoir d'achat restent constants.

4. — Des relations entre le bien-être économique et le dividende national

Nous venons de préciser la nature du lien qui unit le bien-être économique au dividende national et de dégager quelques-unes des suppositions sur lesquelles repose la théorie du bien-être économique du Prof. Pigou.

Pour clore ce chapitre, il ne nous reste plus qu'à exposer les relations que notre auteur essaie d'établir entre ces deux notions

Le Prof. Pigou fait dépendre le bien-être économique d'une société du volume et de la distribution du dividende national et les variations du bien-être économique, des changements dans le volume et dans la distribution du dividende national.

« Les conditions de distribution étant supposées », écrit-il, « les causes qui augmentent le volume du dividende

national... augmenteront en général le bien-être économique » (35), puisqu'une augmentation dans le volume du dividende national implique, par définition, l'augmentation de la somme des valeurs d'échange pures et que la valeur d'échange pure, comme nous venons de le voir, mesure le bien-être économique.

Quant aux changements dans la distribution du dividende national auxquels notre auteur s'intéresse, ce sont ceux qui favorisent les pauvres (36).

« Lorsque je dis que la distribution du dividende a changé « en faveur des pauvres », écrit le Prof. Pigou, « ce que « j'entends, c'est que le pouvoir productif de la société « étant donné, les pauvres se procurent plus des choses « qu'ils désirent aux dépens des riches qui se procurent « moins des choses qu'ils désirent » (37).

Ainsi, si l'augmentation dans le volume du dividende national se réduit à une augmentation de la somme des valeurs d'échange pures, le changement dans la distribution du dividende national favorable aux pauvres se réduit à une augmentation du pouvoir d'achat réel, du revenu réel des pauvres, au détriment du pouvoir d'achat réel, du revenu réel des riches.

Lorsque le Prof. Pigou envisage les changements dans la distribution du dividende national favorables aux pauvres, il fait dépendre le bien-être économique dont jouit une personne, plutôt du revenu qu'elle consomme que de celui qu'elle reçoit, il soutient que plus un homme est riche, moindre sera probablement la proportion qu'il consommera de son revenu total, il semble avoir plus particulièrement à l'esprit les transferts de revenu des relativement

(35) Id., p. 86.

(36) Pour le sens du terme : Les pauvres, v. infra., p. 68.

(37) *Economics of Welfare*, p. 88.

riches aux relativement pauvres, et « tout transfert de revenu », dit-il, « d'une personne relativement riche à une personne relativement pauvre, d'un tempérament similaire, doit augmenter la somme totale de satisfaction ; puisqu'il permet aux besoins plus intenses d'être satisfaits aux dépens des besoins moins intenses » (38).

De plus, « une grande proportion de la satisfaction donnée par les revenus des riches », ajoute-t-il, « provient plutôt de leur quantité relative que de leur quantité absolue. Cette partie de la satisfaction ne sera pas détruite si les revenus de tous les riches sont diminués ensemble. Lorsque le pouvoir sur les ressources est transféré des riches aux pauvres, la perte de bien-être économique subie par les riches sera, par conséquent, substantiellement moindre par rapport au gain de bien-être économique des pauvres que ne suggère une considération de la loi de l'utilité décroissante prise en elle-même » (39).

« Toute cause qui augmente la part absolue de revenu réel à la disposition des pauvres », conclut le Prof. Pigou, « augmentera en général le bien-être économique, pourvu qu'elle ne conduise, à aucun point de vue, à une contraction du dividende national » (40).

Ainsi, si l'augmentation du volume du dividende national implique l'augmentation du bien-être économique, pourvu qu'elle ne diminue pas la part absolue de revenu réel des pauvres, l'augmentation de la part absolue de revenu réel des pauvres au détriment du revenu réel des riches implique l'augmentation du bien-être économique, pourvu qu'elle ne conduise pas à une diminution du volume du dividende national et que les riches et les pauvres aient un tempérament similaire.

(38) Id., p. 89.

(39) Id., p. 90.

(40) Id., p. 89.

Similarité de tempérament, telle est donc la supposition à retenir, supposition sur laquelle repose toute la politique de transferts de revenu des riches aux pauvres, politique sur laquelle nous reviendrons par la suite (41).

Ainsi, l'idéal auquel vise le système du Prof. Pigou, et qui consiste à porter à son maximum le bien-être de la société en fonction de ses ressources productives, de ses facteurs de la production, se réduit à porter à son maximum le bien-être économique de la société en fonction de ses ressources productives, de ses facteurs de la production.

Or, selon notre auteur, cet idéal ne serait atteint que lorsque la production et la distribution du flux annuel de services objectifs mesurables en monnaie seront portés à un point tel, qu'au delà de ce point, toute chose restant égale, il serait impossible d'augmenter, soit le revenu réel total de la société, soit le revenu réel total des pauvres, sans diminuer la somme des valeurs d'échange pures, pourvu que la valeur d'échange pure mesure le bien-être économique.

L'économiste doit donc résoudre ce problème en vue de faciliter les mesures pratiques favorisant le bien-être, mesures que l'homme d'Etat pourra fonder sur son œuvre (42).

(41) V. infra, p. 91.

(42) Dans le *Welth and Welfare*, ainsi que dans la première et dans la seconde édition de l'*Economics of Welfare*, le Prof. Pigou faisait également dépendre le bien-être économique d'une société des variations dans la distribution du dividende national, dans le temps, et c'est par là qu'il rattachait ses vues sur les fluctuations industrielles à sa théorie du bien-être économique.

Dans les éditions successives de l'*Economics of Welfare*, le Prof. Pigou a supprimé la partie traitant de ces variations, partie dont il avait incorporé les idées principales à son ouvrage sur les fluctuations industrielles, paru en 1927.

Nous bornant, dans cette thèse, à l'exposé de la partie la plus originale, la plus importante du système du Prof. Pigou, nous négligerons ses vues sur les fluctuations industrielles.

CHAPITRE II

De la technique

Dans le chapitre précédent, nous avons exposé les notions fondamentales dont se sert le Prof. Pigou pour résoudre le problème du maximum de bien-être en fonction des ressources productives de la société.

Dans ce chapitre et le suivant nous ferons l'exposé de la technique qu'il emploie à cette fin.

Si l'idéal impliqué dans le système de notre auteur est de porter à son maximum le bien-être de la société en fonction de ses ressources productives, cet idéal n'est toutefois atteint, comme nous venons de le voir, que lorsque sont simultanément portés à leur maxima le volume du dividende national et la part absolue de revenu réel des pauvres en fonction des ressources productives, des facteurs de la production de la société, puisque toute cause qui augmente le volume du dividende national sans diminuer la part absolue de revenu réel des pauvres, ou bien la part absolue de revenu réel des pauvres sans diminuer le volume du dividende national, augmentera en général le bien-être économique.

Le problème du maximum de bien-être en fonction des ressources productives de la société se résoud ainsi, dans l'œuvre du Prof. Pigou, en problèmes du maximum de volu-

me du dividende national et du maximum de part absolue de revenu réel des pauvres, en fonction des ressources productives de la société.

Dans ce chapitre, nous nous bornerons à l'exposé de la technique dont se sert le Prof. Pigou pour résoudre le problème du maximum de volume du dividende national, renvoyant au chapitre suivant l'exposé de la technique employée pour résoudre le problème du maximum de part absolue de revenu réel des pauvres.

Si toute cause qui augmente le volume du dividende national sans diminuer la part absolue de revenu réel des pauvres augmente en général le bien-être économique, cependant parmi les causes qui agissent sur le volume du dividende national et auxquelles s'intéresse le Prof. Pigou, les plus importantes nous semblent être les « causes qui augmentent ou diminuent le volume du dividende national en agissant sur la façon dont les ressources productives, de n'importe quel genre, appartenant au pays, sont distribuées parmi différents emplois ou occupations » (1); de telle sorte que, à notre sens, la partie la plus importante, la plus originale de son œuvre, est celle qui est consacrée aux « obstacles qui empêchent les ressources de la société d'être distribuées parmi différents emplois ou occupations de la manière la plus efficace » (2); le but poursuivi par notre auteur étant de « mettre plus en lumière certains des moyens par lesquels il est praticable pour les gouvernements... de contrôler le jeu des forces économiques, de manière à favoriser le bien-être économique et par suite le bien-être total de leurs concitoyens dans leur ensemble » (3).

(1) *Economics of Welfare*, p. 127.

(2) *Id.*, p. 129.

(3) *Id.*, p. 129.

La distribution la plus efficace des ressources productives de la société parmi différents emplois et occupations, les obstacles qui s'y opposent et certains des moyens mettant à même les gouvernements de contrôler le jeu des forces économiques, de manière à favoriser le bien-être de leurs concitoyens, telles sont les questions relatives au volume du dividende national que nous allons traiter dans ce chapitre.

Dans un premier paragraphe, nous expliquerons la distribution la plus efficace des ressources productives de la société parmi différents emplois et occupations que nous appellerons : « De la distribution idéale des ressources productives » ; dans le paragraphe 2, nous exposerons les obstacles qui s'y opposent en les groupant sous le titre : « De la distribution naturelle des ressources productives » ; le paragraphe 3, intitulé : « Des ajustements », sera consacré à l'exposé des moyens permettant aux gouvernements de contrôler le jeu des forces économiques de façon à favoriser le bien-être de leurs citoyens.

1. — De la distribution idéale des ressources productives

La distribution idéale des ressources productives, des facteurs de la production de la société parmi différents emplois et places, est celle qui porterait à son maximum le volume du dividende national, la somme des valeurs d'échange et, partant, si les différences dans l'utilité marginale de la monnaie pour différentes personnes n'existaient pas, la somme des satisfactions économiques (mesurées en monnaie) de la société (4).

(4) Cf. id., p. 802.

Le critérium de la distribution idéale des ressources productives parmi différents emplois et places est l'égalité dans les valeurs des produits nets marginaux sociaux de diverses espèces de ressources productives dans tous les emplois et places, dans la mesure où le permettent les coûts de mouvement, — les coûts que nécessiterait le transfert des ressources productives d'un emploi ou d'une place à un autre emploi ou à une autre place.

Qu'est-ce donc que la valeur du produit net marginal social ?

« Le produit net marginal de quelque flux de ressources employé dans quelque emploi ou place », écrit le Prof. Pigou, « est égal à la différence entre le flux total de produit dont ce flux de ressources est responsable lorsque convenablement organisé, et le flux total de produit dont serait responsable un flux de ressources différent de ce flux, par une petite augmentation (marginale), lorsque convenablement organisé » (5) ; et il distingue deux sortes de produits nets marginaux :

1. — Le produit net marginal social,
2. — Le produit net marginal privé.

« Le produit net marginal social », dit-il, « est le produit net total en choses physiques ou en services objectifs, dû à l'augmentation marginale de ressources dans quelque emploi ou place donnés, quelle que soit la personne à qui pourra revenir quelque partie de ce produit » (6).

« Le produit net marginal privé est cette partie du pro-

(5) Id., p. 132 : Le Prof. Pigou, dans ses analyses, se sert des termes : emploi, occupation, industrie, sans les définir. Dans cet exposé, nous interprétons le terme industrie, de façon à y comprendre tout le processus de production d'un produit fini (v. *Economics of Welfare*, p. 800) ; v. aussi F. KNIGHT, *Economics at its best*, Am. Ec. Rev., 1926, vol. 16, p. 56.

(6) Id., p. 134

duit net total en choses physiques ou en services objectifs dûs à l'augmentation marginale de ressources dans quelque emploi ou place qui revient au premier abord — c'est-à-dire antérieurement à la vente — à la personne responsable d'y investir des ressources » (7).

« La valeur du produit net marginal social de quelque quantité de ressources employée dans quelque emploi ou place, est simplement la somme de monnaie que vaut sur le marché, le produit net marginal social » (8).

« La valeur du produit net marginal privé est la somme de monnaie que vaut sur le marché, le produit net marginal privé » (9).

Pour illustrer ces définitions et pour bien préciser le sens de la valeur du produit net marginal social, imaginons une industrie à plusieurs firmes, employant, pour fabriquer un objet quelconque, une quantité donnée de divers facteurs de la production : A, B, C, — facteurs se composant d'unités semblables et organisés de la façon qui conviendrait le mieux à cette quantité de facteurs de la production.

Augmentons ensuite la quantité de l'un de ces facteurs — facteur A, par exemple — d'une petite unité semblable, la quantité des facteurs autres que A employés dans l'industrie restant constante.

Désignons par Q ce dont cette unité ajoutée — unité marginale du facteur A, employé dans notre industrie — augmente le rendement de la firme où elle se trouve employée, lorsque l'industrie est organisée de la façon qui conviendrait le mieux à cette nouvelle quantité de fac-

(7) *Id.*, p. 134.

(8) *Id.*, p. 135.

(9) *Id.*, p. 135.

teurs de la production.

Or, qu'est la productivité spéciale en nature imputable à l'unité marginale du facteur A employé dans notre industrie, son produit net marginal.

Si nous désignons le prix sur le marché de l'unité de ce produit net par P , en le multipliant par le produit net spécial en nature, imputable à l'unité marginale du facteur A employé dans notre industrie, nous obtenons sa productivité spéciale en valeur, la valeur de son produit net marginal.

Nous avons donc la formule : PQ .

Selon le Prof. Pigou, PQ n'est que la valeur du produit net marginal privé, la valeur du produit net que rapporte à l'entrepreneur, d'une façon plus précise à la personne qui entreprend le risque d'investissement, la dernière unité, l'unité marginale du facteur A employé dans notre industrie (10).

Or, ce dont la dernière unité, l'unité marginale du facteur A employé dans notre industrie, augmente le rendement (peut être plus grand ou moindre que ce dont elle augmente le rendement de la firme où elle se trouve employée) peut être plus grand ou moindre que ce dont elle augmente le rendement de la firme.

Car, l'addition d'une nouvelle unité du facteur A à notre industrie, pouvant donner lieu à des avantages ou à des préjudices matériels qui ne sont pas compris dans le produit net revenant à la firme, sa productivité spéciale en nature sociale, son produit net marginal social peut différer de sa productivité spéciale en nature privée, de, son

(10) Cf. A. AFTALION, *Les trois notions de la productivité et les revenus*. Rev. d'Ec. Pol. 1911, vol. 25, p. 145.

produit net marginal privé ; de telle sorte qu'il y a lieu de les distinguer.

Ce que la dernière unité, l'unité marginale du facteur A employée dans notre industrie, rapporte à la société, son produit net marginal social pouvant différer de ce qu'elle rapporte à l'entrepreneur, de son produit net marginal privé, aussi sa productivité spéciale en valeur sociale, la valeur de son produit net marginal social, peut-elle être différente de sa productivité spéciale en valeur privée, de la valeur de son produit net marginal privé.

Car, dans notre formule précédente, bien que P, prix par unité du produit net sur le marché, soit le même, cependant le produit net marginal privé et le produit net marginal social de la même unité, n'ont pas toujours la même grandeur, d'où la distinction entre la valeur du produit net marginal social et la valeur du produit net marginal privé, distinction d'une importance capitale qui joue, comme nous le verrons par la suite, un rôle primordial dans les analyses subtiles de notre auteur.

C'est l'égalité — dans la mesure où les coûts de mouvement le permettent — dans les valeurs des produits nets marginaux sociaux, dans les valeurs de ce que rapportent à la société les unités marginales de diverses espèces de ressources productives dans tous les emplois et places, qui est le critérium de la distribution idéale des ressources productives, pourvu que l'on ignore le fait que certaines ressources productives sont généralement inemployées contre la volonté de leurs propriétaires, pourvu que l'on suppose le plein emploi de toutes les ressources productives de la société, supposition sur laquelle repose toute la théorie de la distribution des ressources productives du Prof. Pigou (11).

(11) Id., p. 127.

« Supposons », écrit le Prof. Pigou, « qu'une quantité donnée de ressources productives soit employée ; qu'il n'y ait pas de coûts dûs au mouvement entre différentes occupations et places, et que les conditions soient telles que seul un aménagement de ressources rende les valeurs des produits nets marginaux sociaux égales partout. D'après ces suppositions, il est facile de démontrer que cet aménagement de ressources, rendra le dividende national plus grand qu'il ne le serait par quelque autre aménagement...

La valeur du produit net marginal social de ressources dans quelque emploi, est la mesure monétaire de la satisfaction que donne l'augmentation marginale de ressources dans cet emploi. Donc, toutes les fois que la valeur du produit net marginal social de ressources est moindre dans un emploi quelconque, qu'elle ne l'est dans quelque autre, la mesure en monnaie de la satisfaction dans son ensemble, peut être augmentée en transférant des ressources de l'emploi où la valeur du produit net marginal est moindre, à l'emploi où elle est plus grande. Il s'ensuit que, puisque par hypothèse il n'y a qu'un seul aménagement de ressources qui rende les valeurs des produits nets marginaux sociaux égales dans tous les emplois, cet aménagement est nécessairement le seul qui porte le dividende national... au maximum » (12).

Mais, en fait, le transfert des ressources productives d'un emploi ou d'une place à un autre emploi ou à une autre place, impose des coûts.

« Supposez », dit le Prof. Pigou, « qu'entre deux points A et B, le mouvement d'une unité de ressources puisse être effectué à un coût de capital équivalent à une charge

(12) *Id.*, p. 136.

annuelle de n shillings pour chaque année pendant laquelle une unité que l'on déplace continue le travail productif dans sa nouvelle demeure...

Lorsque les coûts de mouvement entre A et B sont équivalents à n shillings, le dividende national est mieux servi par le maintien de la distribution existante, quelle qu'elle soit, pourvu que cette distribution n'implique pas une divergence dans les valeurs des produits nets marginaux sociaux plus grande que n shillings, et si la distribution existante implique une divergence plus grande que n shillings par une nouvelle distribution amenée par le transfert de suffisantes ressources pour réduire la divergence à n shillings » (13).

« Compte étant tenu des coûts de mouvement », conclut par ailleurs le Prof. Pigou, « il est vrai que le dividende ne peut parvenir au montant maximum à atteindre, à moins que les valeurs des produits nets marginaux sociaux de ressources ne soient égales dans tous les emplois. Car, si elles ne sont pas égales on peut toujours augmenter le dividende par un transfert de ressources de la marge de certains emplois à la marge d'autres » (14).

Ainsi, la distribution idéale des ressources productives de la société parmi différents emplois et places, la distribution qui porterait à son maximum le volume du dividende national, la somme des valeurs d'échange, est celle qui égaliserait, dans la mesure où les coûts de mouvement le permettent, les valeurs des produits nets marginaux sociaux de diverses espèces de ressources productives dans différents emplois et places ; puisque la valeur d'échange, comme nous l'avons vu, mesure le volume du dividende

(13) Id., p. 138.

(14) Id., p. 140.

national et que, si la valeur du produit net marginal social d'une unité de ressource est moindre dans un emploi que dans un autre, on peut augmenter la valeur du produit net marginal social de cette unité, et partant la somme des valeurs d'échange, donc le volume du dividende national, en transférant cette unité de l'emploi où sa productivité spéciale en valeur sociale est moindre à l'emploi où elle est plus grande, pourvu que la quantité des ressources productives employées soit donnée, pourvu qu'il n'y ait qu'un seul aménagement possible des ressources productives égalisant les valeurs des produits nets marginaux sociaux, et que l'on puisse transférer les ressources productives d'un emploi à l'autre (15).

Si le critérium de la distribution idéale des ressources productives de la société, parmi différents emplois et places, est ainsi l'égalité — dans la mesure où les coûts de mouvement le permettent — dans les valeurs des produits nets marginaux sociaux, toutefois ce critérium, et partant, toute la théorie de la distribution des ressources productives du Prof. Pigou repose sur un certain nombre de suppositions qu'il importe de bien souligner :

1. — Toutes les ressources productives de la société sont pleinement employées ;
2. — On peut les transférer d'un emploi ou d'une place à un autre emploi ou un autre place, elles sont mobiles ;
3. — Chaque espèce de ressources productives se compose d'unités semblables, d'unités homogènes ; de sorte qu'elles sont interchangeables ;

(15) Soulignons, en passant, que l'œuvre du Prof. Pigou, est pleine de nuances. Ainsi, selon notre auteur, bien que le critérium de la distribution idéale des ressources productives, parmi différents emplois et places, soit l'égalité dans les valeurs des produits nets marginaux sociaux, toutefois, la réalisation de cette égalité n'exclurait nullement l'intervention de l'Etat dans la distribution des ressources productives ! V. infra, p. 61.

4. — On peut les diviser en très petites unités ; elles sont divisibles à l'infini (16).

II. — De la distribution naturelle des ressources productives

Nous venons de voir que la distribution idéale des ressources productives, la distribution qui porterait à son maximum le volume du dividende national, la somme des valeurs d'échange, est celle qui égaliserait — dans la mesure où les coûts de mouvement le permettent — les valeurs des produits nets marginaux sociaux de diverses espèces de ressources productives dans tous les emplois et places.

Or, la question de savoir si le libre jeu de l'intérêt personnel porte ou non à son maximum le volume du dividende national, la somme des valeurs d'échange en fonction des ressources productives de la société, se ramène donc à la question de savoir si le libre jeu de l'intérêt personnel distribue ou non les ressources productives de la société : La terre, le Capital, le travail, de façon à égaliser — dans la mesure où les coûts de mouvement le permettent, — les valeurs des produits nets marginaux sociaux dans tous les emplois et places, « si le gouvernement s'abstenait simplement d'intervenir » (17). La réponse de notre auteur est négative.

« Le taux de rendement par unité en monnaie », écrit le Prof. Pigou, « obtenu de quelque quantité de quelque genre de ressource productive dans quelque emploi, est en général égal à la valeur du produit net marginal privé de

(16) Cf. *Economics of Welfare*, p. 150-166.

(17) Id., p. 127.

cette quantité de ce genre de ressource dans cet emploi » (18).

« Celui qui a le contrôle de quelque quantité de quelque espèce de ressource productive, tâchera de la distribuer parmi les différents emplois de manière qu'elle lui rapporte la plus grande recette monétaire possible. S'il croit qu'indépendamment du coût de transport, etc... il peut obtenir plus de monnaie en transférant une unité d'un emploi quelconque à quelque autre emploi, il le fera. Il s'ensuit que le libre jeu de l'intérêt personnel, tant qu'il n'est pas empêché par l'ignorance, tend, dans l'absence de coûts de mouvement, à distribuer les ressources parmi différents emplois et places, de manière à rendre les taux de rendement égaux partout... là où il y a des coûts de mouvement, le libre jeu de l'intérêt personnel, encore tant qu'il n'est pas empêché par l'ignorance, tend non à égaliser les taux de rendement, mais à empêcher toutes divergences d'égalité excédant celles qui relativement au fait qu'il y a des coûts de mouvement, permettent à la somme totale des rendements, d'atteindre à un maximum.

Il s'ensuit que, si les produits nets privés et sociaux coïncident partout, le libre jeu de l'intérêt personnel, tant qu'il n'est pas empêché par l'ignorance, tendra à amener une telle distribution de ressources parmi différents emplois et places, qu'elle élèvera à un maximum le dividende national, et avec lui la somme de bien-être économique...

Lorsque les produits nets marginaux privés et les produits nets marginaux sociaux coïncident, tous obstacles qui empêchent le libre jeu de l'intérêt personnel nuiront, en général, au dividende national (19).

(18) Id., p. 142.

(19) Id., p. 142-143.

« Lorsqu'il y a une divergence entre ces deux sortes de produits marginaux, l'intérêt personnel ne tendra donc pas à porter à un maximum le dividende national » (20).

Ainsi, selon le Prof. Pigou, le libre jeu de l'intérêt personnel tend à distribuer les ressources productives, les facteurs de la production de la société, parmi différents emplois et places, non de façon à égaliser — dans la mesure où les coûts de mouvement le permettent — les valeurs des produits nets marginaux sociaux, les valeurs de ce que rapportent à la société les dernières unités, les unités marginales de diverses espèces de ressources productives dans différents emplois et places, mais de façon à égaliser — dans la mesure où l'ignorance et les coûts de mouvement le permettent — les valeurs des produits nets marginaux privés, les valeurs de ce que rapportent aux entrepreneurs, d'une façon plus précise, aux personnes qui entreprennent le risque d'investissement, les dernières unités, les unités marginales de diverses espèces de ressources productives dans différents emplois et places.

Car, ceux qui contrôlent les ressources productives, ceux qui entreprennent le risque d'investissement des facteurs de la production, ne s'intéressent qu'à la quantité de monnaie que leur rapportent ces ressources productives et ils peuvent l'augmenter — dans la mesure où l'ignorance et les coûts de mouvement le permettent — toutes les fois que la valeur du produit net marginal privé d'une unité de ressource productive est plus grande dans un emploi que dans un autre, en transférant cette unité de l'emploi où sa productivité spéciale en valeur privée est moindre, à l'emploi où sa productivité spéciale en valeur privée est plus grande, — puisque le rendement en monnaie

(20) Id., p. 172

d'une unité de ressource productive dans un emploi, c'est-à-dire la quantité de monnaie qu'elle rapporte à l'entrepreneur, à la personne qui investit cette unité dans cet emploi, est en général égal à la valeur du produit net marginal privé de cette espèce de ressource productive dans cet emploi, — de sorte que, non seulement lorsque le produit net privé et le produit net social d'une unité de ressource productive coïncident, tous les obstacles qui empêchent l'égalité des valeurs des produits nets marginaux privés nuiront au volume du dividende national, mais encore, lorsque le produit net privé et le produit net social d'une unité de ressource productive divergent l'un de l'autre, le libre jeu de l'intérêt personnel ne tendra plus à égaliser les valeurs des produits nets marginaux sociaux, et partant, à porter à son maximum le volume du dividende national en fonction des ressources productives de la société ; d'où l'importance des obstacles qui empêchent l'égalité dans les valeurs des produits nets marginaux privés, et celle des cas de divergence entre les valeurs des produits nets privés et des produits nets sociaux des ressources productives, lorsqu'on se pose la question de savoir si le libre jeu de l'intérêt personnel porte ou non à son maximum le volume du dividende national, en fonction des ressources productives de la société.

Dans ce paragraphe, nous exposons d'abord les obstacles au mouvement des ressources productives qui empêchent l'égalité dans les valeurs des produits nets marginaux privés de diverses espèces de ressources productives, et ensuite, les cas de divergence entre les valeurs des produits nets privés et sociaux des ressources productives, dont notre auteur soutient l'existence.

A. — DES OBSTACLES AU MOUVEMENT
DES RESSOURCES PRODUCTIVES

Si le jeu de l'intérêt personnel tend à distribuer les ressources productives de la société — ressources conçues comme un courant, un flux qui se forme sans cesse — parmi les différents emplois et places de façon à égaliser les rendements, les valeurs des produits nets marginaux privés, toutefois, cette tendance est entravée, d'une part par l'ignorance de l'importance relative des rendements, des valeurs des produits nets marginaux privés de diverses espèces de ressources productives, de la part de ceux qui contrôlent les diverses branches de ce courant, de ce flux ; d'autre part, par les coûts de mouvement que nécessitent les transferts des ressources productives, de l'emploi ou place où leur productivité spécifique en valeur privée est moindre, à l'emploi ou place où elle est plus grande.

A. — *De l'ignorance*

Si l'ignorance empêche la tendance de l'intérêt personnel à égaliser les valeurs des produits nets marginaux privés, les rendements de diverses espèces de ressources productives, dans différents emplois et places, c'est parce que les entreprises individuelles, en vue d'éviter la concurrence, essaient de dissimuler, par de nombreux moyens, leur situation et partant, l'importance relative des produits nets marginaux privés, des rendements. Elles y parviennent avec succès.

« Les rendements qui sont importants », écrit le Prof. Pigou, « tel un guide pour la bonne distribution des res-

sources, sont ceux qui proviennent, dans différents usages, des ressources qui y sont dirigées à chaque moment successif.

Le quotient obtenu en divisant le revenu net d'une affaire par la somme de tout l'investissement monétaire, dans le passé, dans cette affaire, offrirait dans un état stationnaire, une vraie mesure des rendements de l'investissement courant dans cette affaire. Mais, dans les conditions actuelles, la mesure ainsi obtenue, sera souvent désespérément trompeuse » (21).

Selon notre auteur, si les entreprises individuelles arrivent à dissimuler avec succès leur situation, cependant les industries, dans leur ensemble, y parviennent à peine. Toutefois, la publicité commerciale laisse beaucoup à désirer et il voit dans des actes législatifs interdisant l'émission des actions à valeur nominale très basse, réprimant l'exploitation frauduleuse par des financiers malhonnêtes, des personnes incompetentes à investir les ressources productives et réservant aux banques le lancement des sociétés, etc... des mesures tendant à diminuer le nombre des investissements faits sous l'impulsion de l'ignorance, dans des entreprises à rendement extrêmement bas, et par conséquent, à augmenter indirectement le dividende national (22).

B. — Des coûts de mouvement

Le second obstacle qui empêche la tendance de l'intérêt personnel à égaliser les valeurs des produits nets marginaux privés, les rendements de diverses espèces de ressource-

(21) Id., p. 149.

(22) V. Id. part. II, Chap. VI, p. 149.

ces productives, dans différents emplois et places, ce sont des coûts de mouvement.

« Certaine partie de ce coût », écrit le Prof. Pigou, « est naturellement représentée par les paiements à faire aux divers agents sur le marché du capital : Lanceurs d'affaires, syndicats financiers, trusts d'investissements, sollicitateurs, banquiers et autres, qui, à divers degrés, selon la nature de l'investissement considéré, aident dans le travail de transport du capital de ses lieux d'origine à ses lieux d'emploi » (23).

Si le terme de coûts de mouvement semble consister ainsi en coûts monétaires que nécessiterait le transfert matériel de l'unité de ressource productive d'un emploi ou d'une place, à un autre emploi ou à une autre place, d'une façon plus précise, en la somme annuelle (ou journalière) que l'on obtiendrait en répartissant le coût total de transfert de l'unité de ressource, sur la période pendant laquelle l'unité que l'on déplace peut espérer trouver profit à rester dans la nouvelle place ou occupation ; toutefois notre auteur lui donne un sens plus large, surtout lorsqu'il s'agit du transfert du travail d'un emploi ou d'une place à un autre emploi ou à une autre place, de façon à y comprendre, non seulement la somme consacrée au transfert matériel de l'ouvrier, ou de la famille ouvrière, mais encore les coûts que nécessite l'apprentissage d'un nouveau métier, les sacrifices qu'implique l'abandon du foyer, des amis, du pays natal, etc... (24).

Il est à noter que les obstacles au mouvement des ressources productives que nous venons de voir, sont ceux qui empêchent le libre jeu de l'intérêt personnel de distribuer

(23) Id., p. 158.

(24) V. Id., part. III, Chap. IX, p. 488 et Chap. XIV, p. 549.

les ressources productives de la société parmi divers emplois et places, de façon à égaliser non les valeurs des produits nets marginaux sociaux mais les valeurs des produits nets marginaux privés.

Si ces obstacles trouvent place dans l'étude du problème du bien-être, lorsqu'il s'agit de savoir si le libre jeu de l'intérêt personnel distribue ou non les ressources productives de la société d'une façon idéale, de façon à égaliser — dans la mesure où les coûts de mouvement le permettent, — les valeurs des produits nets marginaux sociaux de diverses espèces de ressources productives, dans différents emplois et places, c'est que « bien que des obstacles particuliers au mouvement », écrit le Prof. Pigou « puissent empêcher l'égalité entre les valeurs des produits nets marginaux privés de manière à favoriser l'égalité entre les valeurs des produits nets marginaux sociaux, il n'y a pas de raison de supposer que les obstacles au mouvement agissent en général de cette manière. Il convient de regarder les divergences entre les produits nets sociaux et privés comme un facteur contribuant à l'inégalité dans les valeurs des produits nets marginaux sociaux, et les obstacles au mouvement, comme un second facteur qui lui est superposé... » (25).

Ainsi, si les obstacles au mouvement des ressources productives trouvent place dans l'étude du problème du bien-être, c'est parce qu'on suppose que ces obstacles agissent, en général, dans le même sens sur l'égalité des valeurs des produits nets marginaux privés et sociaux.⁶

C'est en s'appuyant sur cette supposition, comme nous le verrons par la suite, que notre auteur essaie de déterminer l'effet, sur le volume du dividende national, des obstacles au mouvement des ressources productives (26).

(25) *Id.*, p. 144.

(26) *V. infra.*, p. 55.

B. — DES DIVERGENCES ENTRE LES PRODUITS NETS
SOCIAUX ET PRIVÉS

Nous venons de voir que le libre jeu de l'intérêt personnel tend à distribuer les ressources productives de la société, de façon à égaliser — autant que les obstacles au mouvement le permettent, — les valeurs des produits nets marginaux privés de diverses espèces de ressources productives, dans différents emplois et places.

Or, lorsque les produits nets privés et sociaux coïncident, si le libre jeu de l'intérêt personnel tend à distribuer les ressources productives de la société, de façon à égaliser — dans la mesure où les obstacles au mouvement le permettent, — les valeurs des produits nets marginaux privés, ainsi que celles des produits nets marginaux sociaux de diverses espèces de ressource productives dans différents emplois et places, de façon à porter à son maximum le volume du dividende national, la somme des valeurs d'échange ; cependant lorsque les produits nets privés et sociaux divergent les uns des autres, le libre jeu de l'intérêt personnel, bien qu'il tende encore à égaliser — autant que les obstacles au mouvement le permettent — les valeurs des produits nets marginaux privés de diverses espèces de de ressources productives, dans différents emplois et places, il ne tendra pourtant pas à égaliser les valeurs des produits nets marginaux sociaux, de façon à porter à son maximum le volume du dividende national ; puisque les entrepreneurs, d'une façon précise, ceux qui entreprennent le risque d'investissement des ressources productives ne s'intéressent en général qu'aux produits nets privés de leurs entreprises.

« Il devient donc important de rechercher dans quelles conditions les valeurs du produit net social et du produit net privé de quelque (r^{me}) augmentation donnée d'investissement dans une industrie, sont sujettes à diverger l'une de l'autre, dans l'une ou l'autre direction » (27).

Que signifie donc la r^{me} augmentation donnée d'investissement ?

« Si la r^{me} augmentation d'investissement doit avoir un sens précis », écrit le Prof. Pigou, « elle doit être interprétée comme la r^{me} augmentation (physique) d'une certaine sorte de ressource productive (par exemple : travail d'une qualité donnée), plus les additions quelles qu'elles soient, aux quantités des autres sortes de ressources productives, qui conviennent exactement à cette augmentation. Ces quantités sont parfaitement définies, étant déterminées par la condition que, par rapport à quelque quantité donnée de rendement, les divers facteurs de la production doivent être combinés de manière à réduire à un minimum leur coût total monétaire » (28).

Ainsi, suivant cette interprétation, si la r^{me} unité d'investissement est, en général d'une constitution physique différente de celle de la $(r+h)^{\text{me}}$ unité — puisque la quantité des autres facteurs varie — toutefois, selon notre auteur, cette différence importe peu puisqu'il ne s'agit que de comparer les deux sortes de produits nets — privé et social — de la même unité de ressource productive, et non les produits nets de différentes unités de ressources productives.

Quant à la cause des divergences générales entre les produits nets privés et sociaux, c'est que « dans certaines

(27) *Id.*, p. 172.

(28) *Id.*, p. 173.

occupations », écrit le Prof. Pigou, « une partie du produit d'une unité de ressources consiste en quelque chose, laquelle au lieu de revenir au premier abord à la personne qui investit cette unité, revient au premier abord (c'est-à-dire avant de vendre si la vente a lieu), comme un article positif ou négatif, à d'autres personnes » (29).

Quelles sont donc ces autres personnes ?

Selon notre auteur, elles peuvent être :

a) « Les propriétaires des instruments durables de production dont la personne qui investit (investor) est le locataire » ;

b) « Des personnes ne produisant pas la marchandise dans laquelle la personne qui investit fait l'investissement » ;

c) « Des personnes produisant cette marchandise » (30).

*A. — Des divergences dues à la location
des instruments durables de production*

Si la location des instruments durables de production donne lieu à des divergences entre les produits nets privés et sociaux des ressources productives investies dans ces instruments, c'est parce que, pour des raisons techniques ou autres, les propriétaires de ces instruments de production abandonnent souvent à des locataires la tâche de les entretenir et de les améliorer ; si bien qu'une partie de l'investissement destiné à maintenir, à améliorer ces instruments de production est souvent faite par des personnes autres que leurs propriétaires.

« Toutes les fois que cela arrive », écrit le Prof. Pigou,

(29) Id., p. 174.

(30) Id., p. 174.

« cette divergence entre le produit net privé et social de cet investissement, est sujette à se produire » (31), et il fait dépendre l'importance de cette divergence des clauses du contrat de bail, ainsi que de sa durée :

« Le produit net social d'une dose déterminée d'investissement étant donnée », écrit le Prof. Pigou, « le produit net privé tombera au-dessous de ce produit par une quantité particulièrement importante, dans un système stipulant simplement la remise au propriétaire, à la fin du bail, de l'instrument dans l'état où il se trouve. D'après cet arrangement, le produit net privé de quelque ^me augmentation d'investissement tombera au-dessous du produit net social, presque par la totalité du bénéfice différé qui serait conféré à l'instrument » (32).

Des contrats de ferme dans lequel rien n'est spécifié sur la condition de restitution des terres à la fin du bail, des contrats de concessions stipulant la remise de l'outillage de la compagnie concessionnaire à la fin de la concession, sans compensation, à la ville qui lui accorde la concession, sont des exemples cités pour illustrer ces cas de divergence.

B. — Des divergences dues aux services et aux desservices accidentels, pour lesquels aucun paiement n'est exigible

Quant aux divergences entre les valeurs des produits privés et sociaux provenant du fait que, dans certaines occupations une partie du produit net d'une unité de ressource productive revient à des personnes ne produisant pas la marchandise dans laquelle la personne qui investit fait

(31) Id., p. 174.

(32) Id., p. 175.

l'investissement, si elles se produisent sous un régime de libre concurrence, c'est parce qu' « une personne A », écrit le Prof. Pigou, « en rendant à une seconde personne B, quelque service pour lequel le paiement est fait, sert ou dessert également d'une manière incidente d'autres personnes (non productrices de semblables services), de telle sorte qu'on ne peut pas exiger de paiement des parties avantagées ou de compensation au profit des parties lésées » (33).

Ainsi, selon notre auteur, y a-t-il bien des cas d'investissements où le produit net marginal privé tombe au-dessous du produit net marginal social parce qu'on rend, d'une manière incidente, des services à des tiers, desquels il est techniquement difficile d'exiger des paiements.

Des ressources investies dans les parcs privés des grandes cités, dans des lampes accrochées aux portes des maisons privées, dans des recherches scientifiques d'où naissent souvent, d'une manière imprévue, des découvertes de haute utilité pratique, sont des exemples cités à l'appui des cas d'investissement où le produit net marginal privé tombe au-dessous du produit net marginal social ; puisque ces ressources, outre leurs produits nets privés, donnent des produits nets sociaux sous forme de l'amélioration de l'air du voisinage, de l'éclairage des rues, de la réduction des prix, services impayés rendus à des tiers.

Aussi y a-t-il plusieurs autres cas d'investissement où le produit net marginal privé est plus grand que le produit net marginal social, à cause de la difficulté technique d'exiger des compensations pour des préjudices portés d'une manière incidente à des tiers.

Des ressources consacrées à la construction des bâtiments dans des centres encombrés, à la fabrication des au-

(33) Id., p. 183.

tomobiles, à la production et à la vente de boissons alcooliques, sont quelques exemples de cas d'investissement où le produit net marginal social tombe au-dessous du produit net marginal privé, parce que ces investissements, en réduisant le volume d'air et les lieux de récréation du voisinage, en usant la surface des routes, en nécessitant des dépenses supplémentaires en agents et en prisons, portent des préjudices non compensés à des tiers (34).

C. — Des divergences dues à l'action des lois de rendements non proportionnels

Quant aux divergences entre les valeurs des produits nets privés et sociaux, qui proviennent du fait que, dans certaines occupations, une partie du produit net d'une unité de ressource productive revient à des personnes produisant la marchandise dans laquelle la personne qui investit (investor) fait l'investissement, elles doivent leur existence à l'action des lois de rendements non-proportionnels.

Pour simplifier l'étude de ces divergences, notre auteur imagine qu'il existe « une industrie prototype où les valeurs du produit net marginal privé et du produit net marginal social de l'investissement, sont à la fois égales entre elles et se trouvent aussi à une sorte de niveau central représentatif des industries en général » (35).

« Dans toute industrie existant en fait, écrit-il, dirigée dans des conditions de concurrence simple... l'investissement et le rendement doivent être portés à un point où la valeur du produit net marginal privé de l'investissement, dans cette industrie, se conforme à la valeur centrale. Il

(34) C'est dans l'étude de ces divergences, que le Prof. Pigou abandonne l'étalon monétaire comme critérium du dividende national, pour employer ce dernier dans le sens de flux annuel total de biens et services.

(35) Id., p. 213.

s'ensuit que la valeur du produit net marginal social de l'investissement, dans l'industrie, ne peut diverger de cette valeur centrale, que si et pour autant qu'elle diverge de la valeur du produit net marginal privé » (36).

« Imaginons-nous un pays, continue-t-il par ailleurs, où le flux de ressources produit annuellement sera régulièrement distribué parmi une variété d'occupations; il est supposé que lorsque quelque quantité donnée de ressources est consacrée à une occupation donnée, la forme concrète assumée par ces ressources — par exemple leur distribution à beaucoup ou peu de firmes individuelles, etc... — est la forme la plus économique disponible (au point de vue du laps de temps relatif à notre problème) pour cette quantité de nouvelles ressources, et que lorsqu'une quantité légèrement plus grande est consacrée à l'occupation, la forme concrète assumée est la forme la plus économique disponible (au même point de vue), pour cette quantité. Lorsque cette supposition est faite, il est évident que si une unité est ajoutée aux ressources de quelque sorte donnée, qui affluent normalement dans une occupation quelconque, cette unité donnera le même produit net que chacune des autres unités du flux. Toutes les unités, dans ce sens, sont interchangeables. Mais néanmoins, la présence d'une unité supplémentaire peut modifier le rendement des autres unités de façon telle, que l'addition faite au rendement total soit plus ou moins proportionnelle à la différence faite à la quantité de ressources investies. Dans la mesure où les autres unités appartiennent à la personne qui investit cette unité donnée, et la différence faite au rendement des autres unités lui revient au premier abord, cette différence entre dans le produit net privé aussi bien que dans le pro-

(36) Id., p. 213.

duit net social de l'unité supplémentaire. Mais, en tant que les autres unités appartiennent à des personnes autres que celle qui investit l'unité donnée, la différence faite au rendement de ces unités entre dans le produit net social, mais non dans le produit net privé de cette unité donnée. Les deux sortes de produit net marginal, dans l'industrie particulière, différent, et par conséquent leurs valeurs aussi. Or, puisque dans les conditions de concurrence, l'investissement est porté au point où la valeur du produit net marginal privé des ressources placées dans cette industrie est égale à la valeur centrale, la valeur du produit net social dans cette industrie doit diverger de la valeur centrale, et le dividende national n'est pas porté à son maximum » (37).

Mais comment la présence d'une unité supplémentaire peut-elle modifier le rendement des autres unités, comment l'addition d'une nouvelle unité à une industrie peut-elle augmenter ou diminuer le rendement des autres unités de la même espèce, employées dans cette industrie ?

« Lorsque l'échelle d'une industrie augmente, écrit le Prof. Pigou, ce changement conduit souvent à des changements dans la structure interne et dans les méthodes de travail des firmes qui y sont engagées, ou dans les proportions dans lesquelles sont employés les divers facteurs de la production, d'un genre qui abaisserait le coût de production par unité, même si les prix par unité de tous les facteurs de production employés, n'étaient pas modifiés. Ainsi, bien des auteurs ont-ils attiré l'attention sur le fait que, lorsqu'une industrie est sur une petite échelle, les firmes lui appartenant s'engagent toutes à produire un nombre de différents types ou variétés de leur marchandise, elles sont plus ou moins des firmes « à tout-faire ». Il n'y a pas un

(37) Id., p. 214.

marché suffisamment grand et assuré permettant une étroite spécialisation.

Cependant, à mesure que la demande générale augmente, il vaut de plus en plus la peine, pour les firmes, de se spécialiser dans des genres particuliers... La spécialisation croissante des firmes la composant, rendue possible par un développement dans une industrie dans son ensemble, implique souvent une grande réduction des coûts » (38).

Si l'addition d'une nouvelle unité à une industrie peut augmenter le rendement des autres unités de la même espèce, employées dans la même industrie, c'est parce qu'elle peut augmenter l'efficacité déterminant une meilleure division du travail, une meilleure combinaison des facteurs de la production dans l'ensemble de l'industrie, c'est parce qu'elle peut déterminer une baisse dans le coût de production réel de l'industrie dans son ensemble.

Il s'agirait, en somme, des variations dans le coût de production, bien que notre auteur fasse très peu de cas de ces variations, des économies et des « diséconomies » externes, déterminées exclusivement par l'augmentation de la production réelle de l'industrie qui tiennent à son développement ultérieurs (39).

Ainsi, selon le Prof. Pigou, le libre jeu de l'intérêt personnel tendant à distribuer les ressources productives, les facteurs de la production de la société, parmi différents emplois et places, de façon à égaliser — dans la mesure où les obstacles au mouvement le permettent — les valeurs des produits nets marginaux privés, les valeurs de ce que rapportent à l'entrepreneur, d'une façon précise, à la personne qui entreprend le risque d'investissement les dernière-

(38) Id., p. 219.

(39) Cf. A. MARSHALL, *Principes d'économie politique*, trad. franç., 1907, p. 459 et suivantes.

res unités, les unités marginales de diverses espèces de ressources productives, dans différents emplois et places, les ressources productives produites dans l'année se dirigeront normalement vers différentes industries de façon à égaliser — dans la mesure où les obstacles au mouvement le permettent — les valeurs des produits nets marginaux privés de diverses espèces de ressources productives dans ces industries et l'industrie prototype centrale, industrie où les valeurs du produit net marginal privé et social de diverses espèces de ressources productives, de facteurs de la production coïncident et elles représentent le niveau, en quelque sorte idéal, des valeurs.

Or, pourvu que la forme concrète que prennent les diverses espèces de facteurs de la production, soit toujours la forme la plus économique dont on dispose, si on augmente la quantité de l'une des diverses espèces de facteurs de la production employés dans une industrie, par exemple : facteur A par une petite quantité, la quantité des facteurs autres que A employés dans cette industrie restant constante, cette unité additionnelle donnera à la firme où elle se trouve employée le même produit net que chacune des autres unités du même facteur, investies dans la même industrie, puisqu'elles sont interchangeables.

Mais, l'addition de cette unité du facteur A à l'industrie, selon notre auteur, peut augmenter ou diminuer le rendement des autres unités du même facteur A investies dans les autres firmes de la même industrie, en donnant lieu à des économies ou à des « diseconomies » externes, de sorte que, dans la mesure où l'addition de l'unité du facteur A à l'industrie augmente ou diminue le rendement des autres unités du même facteur A, investies dans la même industrie, et dans la mesure où ces autres unités appar-

tiennent à des entrepreneurs autres que celui qui investit cette unité additionnelle, le produit net social de l'unité du facteur A, ajoutée à l'industrie, divergera de son produit net privé, et par conséquent, sa valeur aussi.

Ainsi, dans l'état de libre concurrence, dans les industries obéissant à la loi des rendements croissants, l'addition d'une unité d'une espèce de facteur augmentant le rendement des autres unités de la même espèce de facteur, investies dans la même industrie, appartenant à des entrepreneurs autres que celui qui investit cette unité additionnelle, la valeur du produit net marginal social de l'unité additionnelle dépassera la valeur de son produit net marginal privé; et dans les industries obéissant à la loi des rendements décroissants, l'addition d'une unité d'une espèce de facteur augmentant le rendement des autres unités de la même espèce de facteur, investies dans la même industrie, appartenant à des entrepreneurs autres que celui qui investit cette unité additionnelle, la valeur du produit net marginal social de l'unité additionnelle tombera au-dessous de la valeur de son produit net marginal privé.

Or, le libre jeu de l'intérêt personnel ne tendant qu'à distribuer les facteurs de la production de la société, de façon à égaliser — dans la mesure où l'ignorance et les coûts de mouvement le permettent — les valeurs des produits nets marginaux privés de diverses espèces de facteurs de la production dans différentes industries et l'industrie prototype centrale, il ne distribuera pas les facteurs de la production de la société entre les industries obéissant aux lois des rendements non proportionnels d'une façon idéale, de façon à égaliser — dans la mesure où les coûts de mouvement le permettent — les valeurs des produits nets marginaux sociaux, dans ces industries et l'industrie prototype

centrale, et il ne portera donc pas à son maximum le volume du dividende national, la somme des valeurs d'échange, en fonction des facteurs de la production de la société.

3. — Des ajustements

Nous venons de voir que la distribution naturelle des ressources productives de la société, parmi différents emplois et places, s'écarte, pour les raisons que nous venons de donner, de sa distribution idéale, que le libre jeu de l'intérêt personnel ne tend pas à distribuer les facteurs de la production de la société, parmi différents emplois et places, de façon à porter à son maximum le volume du dividende national, la somme des valeurs d'échange, en fonction des facteurs de la production de la société.

Pour clore ce chapitre, il ne nous reste plus qu'à soulever la question de savoir s'il est possible, pour les gouvernements, d'intervenir dans la distribution naturelle des ressources productives, de façon à la rapprocher de la distribution idéale, à ajuster, pour ainsi dire, le réel à l'idéal et d'exposer la solution qu'elle reçoit dans l'œuvre du Prof. Pigou.

Selon notre auteur, on peut intervenir dans la distribution naturelle des ressources productives de façon à la rapprocher de la distribution idéale en éliminant, d'une part, les obstacles au mouvement des ressources productives, d'autre part, les divergences entre les produits nets privés et sociaux.

A. — DE L'ÉLIMINATION DES OBSTACLES AU MOUVEMENT
DES RESSOURCES PRODUCTIVES

Nous avons vu que, si les obstacles au mouvement des ressources productives trouvent place dans l'étude du problème du bien-être, c'est parce qu'on suppose que ces obstacles agissent, en général, dans le même sens sur l'égalité des valeurs des produits nets marginaux privés et sociaux. (40).

C'est en s'appuyant sur cette supposition que notre auteur essaie de déterminer l'effet, sur le volume du dividende national, des mesures tendant à éliminer, à réduire les obstacles au mouvement des ressources productives, dressés par l'ignorance et les coûts de mouvement; et il fait une distinction entre l'effet sur le volume du dividende national de l'élimination de la réduction des obstacles au mouvement des ressources productives, selon qu'elle est effectuée « sans frais », c'est-à-dire par une baisse réelle des coûts, ou bien par des « primes d'Etat », par un transfert d'une partie des coûts de la réduction à l'Etat.

« Il semblerait, à première vue, qu'une réduction effectuée sans frais dans l'une ou l'autre sorte d'obstacle », écrit le Prof. Pigou, « dût nécessairement rendre les taux de rendement, dans différents emplois et places, c'est-à-dire les valeurs des produits nets marginaux, moins inégaux, et, par conséquent, elle doit rendre le dividende plus grand (41); et il cherche à déterminer l'effet, sur le volume du dividende national, de la réduction de l'un de ces obstacles, pendant que l'autre reste constant.

(40) V. supra, p. 42.

(41) Id., p. 144.

En envisageant l'effet sur le volume du dividende national de la réduction des coûts de mouvement, pendant que l'ignorance reste constante, « si on croit que l'on peut obtenir un plus grand rendement en envoyant des ressources de A pour l'emploi à B », écrit-il, « une diminution des coûts occasionnera l'envoi des ressources, lesquelles auraient été en fait plus productives si elles étaient laissées là où elles étaient.

« Ainsi, est-il certainement possible », conclut-il, « qu'une réduction de coûts dans la vie réelle puisse rendre les valeurs des produits nets marginaux plus inégales et diminue ainsi le dividende national » (42).

Ainsi, si l'effet sur le volume du dividende national de la réduction des coûts de mouvement pendant que l'ignorance reste constante, est de diminuer le volume du dividende national, la réduction effectuée sans frais dans les obstacles dressés par l'ignorance pendant que les coûts de mouvement restent constants, augmentera toujours, selon notre auteur, le dividende national, bien qu'elle ne favorise pas toujours l'égalité parmi les valeurs des produits marginaux.

« Car, supposez que les conditions soient telles », écrit le Prof. Pigou, « que si la connaissance parfaite prévalait, la valeur du produit net marginal des ressources à un point A excéderait la valeur correspondante à un autre point B de n shillings, et que le coût du mouvement d'une unité de ressource B à A balancerait exactement cet avantage. Mais, en fait, supposons encore que la connaissance est imparfaite, on croit que la valeur du produit net marginal à A est plus élevée qu'elle n'est en réalité, on envoie donc de B à A plus de ressources que l'on en enverrait si l'on

(42) *Id.*, p. 145.

était mieux informé, et par conséquent l'excédent de la valeur du produit net marginal à A sur celle à B se trouve moindre que *n* shillings. Dans ces conditions, le développement d'un jugement plus exact augmenterait évidemment le degré d'inégalité prévalant entre les valeurs des produits nets marginaux de ressources à A et B. Cependant, en même temps, il augmenterait certainement aussi le volume du dividende national » (43).

Quant à l'effet sur le volume du dividende national de la réduction des obstacles au mouvement des ressources productives, effectuée par des primes d'Etat, cette sorte de réduction, selon notre auteur, nuîtra vraisemblablement au dividende national; car, si la réduction effectuée sans frais ou par des primes d'Etat, dans les obstacles au mouvement des ressources productives, dressés par l'ignorance et les coûts de mouvement, a pour effet d'augmenter l'égalité parmi les valeurs des produits nets marginaux à différents points, cependant lorsque la réduction est effectuée par des primes d'Etat, une partie du coût de la réduction est transférée à l'Etat, de sorte que l'augmentation d'égalité qui en résulte est une augmentation au delà de ce qui est le plus avantageux par rapport aux conditions existantes (44).

B. — DE L'ELIMINATION DES DIVERGENCES

ENTRE LES PRODUITS NETS PRIVÉS ET SOCIAUX

Lorsque les produits nets marginaux privés et sociaux coïncident, si les mesures tendant à éliminer, à réduire sans frais les obstacles au mouvement des ressources pro-

(43) Id. p. 146.

(44) Id., p. 147-148.

ductives ont, en général, pour effet d'augmenter le volume du dividende national, lorsque ces deux produits nets divergent, « certains actes spécifiques d'intervention dans le processus économique normal (45) » tendant à éliminer ces divergences, pour ainsi dire, à les fusionner, auront également pour effet d'augmenter le volume du dividende national, puisque ces mesures en éliminant, en réduisant les divergences, en fusionnant pour ainsi dire, les produits nets privés et sociaux, permettront au libre jeu de l'intérêt personnel de distribuer les diverses espèces de ressources productives, parmi les différents emplois et places, suivant leur productivité en valeur sociale, donc d'une façon idéale.

Quels sont donc ces actes spécifiques d'intervention ?

Ils sont de deux sortes :

- a) D'ordre législatif ;
- b) D'ordre fiscal.

a De l'intervention législative

Les actes spécifiques d'intervention législative qui sont de nature à éliminer les divergences entre les valeurs des produits nets privés et sociaux des ressources productives se produisant dans l'état de libre concurrence, sont nombreux et très variés.

Une grande partie de la législation ouvrière nous semble pouvoir trouver sa justification dans le principe même de l'élimination des divergences entre les valeurs des produits nets privés et sociaux.

Ici, nous nous bornerons à citer, à titre d'exemple, quelques-uns de ces actes signalés par notre auteur, renvoyant le lecteur pour plus de détails à son ouvrage : *The Economics of Welfare*.

(45) Id., p. 172.

Le Prof. Pigou voit, par exemple, dans les actes législatifs imposant au fermier sortant, l'obligation de dédommager le propriétaire foncier pour des dommages qu'il a occasionnés à la terre pendant la durée du bail, ou bien au propriétaire foncier celle d'indemniser le fermier sortant pour des améliorations apportées à la terre par ce dernier et qui sont de nature à profiter au propriétaire foncier, des mesures tendant, sinon à éliminer, du moins à réduire les divergences entre les valeurs des produits nets privés et sociaux des ressources productives investies dans un genre d'instrument durable de production : La terre, par une personne autre que le propriétaire : Le fermier.

Les lois sur les brevets d'invention, selon notre auteur, sont également de nature à rapprocher le produit net marginal privé et social des ressources investies dans les recherches scientifiques conduisant à des découvertes ou à des inventions d'une grande utilité pratique (46).

b *De l'intervention fiscale*

Si certains actes spécifiques d'intervention législative peuvent ainsi éliminer, réduire les divergences entre les valeurs des produits nets privés et sociaux, ajuster pour ainsi dire le réel à l'idéal, toutefois le moyen d'ajustement par excellence, dans l'œuvre du Prof. Pigou, est d'ordre fiscal.

Il consiste à imposer les industries où le produit net privé d'une unité de ressource dépasse son produit net social, telles que les distilleries, et à donner des primes aux industries où le produit net privé d'une unité de ressource tombe au-dessous de son produit net social, telle que l'agricul-

(46) Id., p. 177-183, 185.

ture qui rend le service indirect de préparer des hommes particulièrement aptes à la formation militaire, impôts et primes qui, encourageant ou restreignant l'investissement des ressources productives dans les industries où ils sont appliqués, auront pour effet d'éliminer les divergences entre les valeurs des produits nets marginaux privés et sociaux, pour ainsi dire de fusionner ces deux sortes de produits nets, et partant, de permettre au libre jeu de l'intérêt personnel de distribuer les ressources parmi différents emplois et places d'une façon idéale (47).

Cette politique d'intervention fiscale trouve son application la plus intéressante dans l'œuvre du Prof. Pigou, lorsqu'il s'agit des industries obéissant aux lois des rendements non proportionnels.

« Dans des conditions de concurrence simple, pour chaque industrie où la valeur du produit net marginal social est plus grande que celle du produit net marginal privé, écrit-il, il y aura certains taux de prime, dont l'octroi par l'Etat modifierait le rendement de manière à rendre la valeur du produit net marginal social dans cette industrie de plus près égale à la valeur du produit net marginal social de ressources en général, — pourvu que les fonds pour la prime puissent être levés par un simple transfert n'infligeant aucun dommage indirect à la production, — augmentant ainsi le volume du dividende national et la somme de bien-être économique ; et il y aura un taux de prime dont l'octroi aurait l'effet le plus favorable à cet égard.

De même, pour chaque industrie où la valeur du produit net marginal social est moindre que celle du produit net marginal privé, il y aura certains taux de taxe dont l'im-

(47) Id., p. 192-193.

position par l'Etat augmenterait le volume du dividende national et le bien-être économique ; et un taux de taxe qui aurait l'effet le plus favorable à cet égard » (48).

Ajoutons, d'ailleurs, que les primes, dans l'œuvre du Prof. Pigou, sont loin d'être simplement un instrument d'ajustement ; elles sont aussi un instrument de progrès économique.

« Lorsque les valeurs des produits nets marginaux sociaux, écrit-il, sont égales dans tous les emplois, le dividende peut ne pas atteindre un maximum non équivoque. Car, si plusieurs aménagements sont possibles, dont tous rendent les valeurs des produits nets marginaux sociaux égales, chacun de ces aménagements implique, en effet, ce qu'on peut appeler un maximum relatif pour le dividende ; mais seulement l'un de ces maxima est le maximum non-équivoque ou absolu... De plus, il n'est pas nécessaire que toutes les positions de maximum relatif représentent des dividendes plus grands que toutes les positions qui ne sont pas maxima. Au contraire, un plan de distribution s'approchant de celui qui donne le maximum absolu, mais ne remplissant pas lui-même la condition de rendements marginaux égaux impliquerait probablement un plus grand dividende que la plupart des plans qui remplissent cette condition et constituent ainsi des maxima relatifs d'un caractère secondaire » (49) ; et il soutient la possibilité, pour l'Etat, d'augmenter le volume du dividende national, et partant, le bien-être économique, par des primes temporaires ou permanentes savamment dosées, à des industries, même si les valeurs des produits nets marginaux sociaux étaient égales partout ou différeraient seulement dans la mesure justifiée par les coûts de mouvement.

(48) *Id.*, p. 224.

(49) *Id.*, p. 140-141.

Tel est le rôle attribué à l'Etat, en matière de politique économique, rôle important sur lequel nous reviendrons par la suite (50).

Il ressort de ce que nous venons d'exposer que, sous un régime de libre concurrence, l'intérêt personnel ne tend pas à porter à son maximum le revenu réel de la société en fonction de ses facteurs de la production.

Car, le libre jeu de l'intérêt personnel tend à distribuer les facteurs de la production de la société, parmi différents emplois et places, de façon à égaliser — dans la mesure où les obstacles au mouvement le permettent — les valeurs des produits nets marginaux privés, tandis que la distribution idéale — distribution qui porterait à son maximum le revenu réel de la société en fonction de ses facteurs de la production — est celle qui égaliserait — dans la mesure où les coûts de mouvement le permettent — les valeurs des produits nets marginaux sociaux de diverses espèces de facteurs de la production dans différents emplois et places.

Or, il y a non seulement des obstacles au mouvement des facteurs de la production, mais encore, bien des cas où les produits nets privés et sociaux des mêmes unités de facteurs, divergent ; d'où la nécessité et la justification de l'intervention de l'Etat visant à éliminer ces obstacles, ces divergences, pour permettre au libre jeu de l'intérêt personnel de distribuer les facteurs de la production de la société, parmi différents emplois et places, suivant leur productivité spécifique en valeur sociale, pourvu que les facteurs de la production soient homogènes, mobiles, divisibles et pleinement employés.

Telle est dans ses lignes essentielles la théorie de la distribution des ressources productives, exposée dans le magistral ouvrage du Prof. Pigou.

(50) V. infra., p. 135.

CHAPITRE III

De la technique (suite)

Dans le chapitre précédent, nous avons exposé la technique dont se sert le Prof. Pigou pour résoudre le problème du maximum de volume du dividende national, d'une façon plus précise, le problème de la distribution des ressources productives de la société parmi différents emplois et places.

Dans ce chapitre, nous ferons l'exposé de la technique qu'il emploie pour résoudre le problème du maximum de la part absolue de revenu réel des pauvres, le problème de la distribution du dividende national parmi les riches et les pauvres.

Suivant l'argumentation générale du Prof. Pigou, si toute cause augmentant le volume du dividende national devait, en même temps, augmenter la part absolue de revenu réel des pauvres, et s'il était impossible d'augmenter la part absolue de revenu réel revenant aux pauvres, sans diminuer le volume du dividende national, il n'y aurait pas un problème de distribution du dividende national parmi les riches et les pauvres, à côté du problème du volume du dividende national, lorsqu'il serait question de porter à son maximum le bien-être de la société en fonction de ses ressources productives.

Tout le problème du maximum de bien-être de la Société

en fonction de ses ressources productives, se réduirait au problème du maximum de volume du dividende national, au problème de la production des biens et services.

Lorsqu'on se propose de porter à son maximum le bien-être de la société en fonction de ses ressources productives, et qu'on se pose la question de savoir si le libre jeu de l'intérêt personnel porte ou non à son maximum le bien-être de la société en fonction de ses ressources productives, la nécessité s'impose donc de soulever, à côté du problème du volume du dividende national, celui de sa distribution et de « découvrir... si les causes agissant d'une manière discordante sur le dividende dans son ensemble et sur la part absolue des pauvres, sont fréquentes ou rares » (1), de rechercher, d'une part, si toute cause qui augmente le volume du dividende national augmente nécessairement la part absolue de revenu réel des pauvres, d'autre part, s'il est impossible d'augmenter la part absolue de revenu réel revenant aux pauvres sans diminuer le volume du dividende national ; puisque toute cause qui augmente la part absolue de revenu réel des pauvres, sans diminuer le volume du dividende national, augmentera en général le bien-être de la société.

Dans ce chapitre, nous exposerons les principales questions que soulève la distribution du dividende national dans ses rapports avec le maximum de bien-être de la société et les solutions qu'elles reçoivent dans l'œuvre du Prof. Pigou.

Dans un premier paragraphe portant le titre : « De la distribution idéale du dividende national », nous essaierons de dégager l'idée de la distribution idéale du dividende

(1) *Economics of Welfare*, p. 646.

national parmi les riches et les pauvres, impliquée dans l'œuvre de notre auteur.

Le paragraphe 2, intitulé : « De la distribution naturelle du dividende national », sera consacré à l'exposé de ces analyses concernant la question de savoir si « la discordance entre les mouvements du dividende national dans son ensemble et ceux de la part absolue revenant aux pauvres » (2) est quelque chose d'impossible, lorsque la distribution du dividende se fait naturellement, lorsque le gouvernement s'abstient simplement d'intervenir.

Quant à la question de savoir s'il est impossible pour le gouvernement d'augmenter la part absolue de revenu réel revenant aux pauvres sans diminuer le volume du dividende national, en transférant aux pauvres une partie du revenu réel des riches, de façon à augmenter le bien-être économique de la société dans son ensemble, à ajuster pour ainsi dire, dans la mesure du possible, le réel à l'idéal, elle fera l'objet du paragraphe 3 sous le titre : « Des ajustements ».

I. — De la distribution idéale du dividende national

La notion de la distribution idéale du dividende national qui se dégage de l'argumentation générale du Prof. Pigou, relative aux relations entre le bien-être économique et le dividende national, peut être formulée de la façon suivante :

La distribution idéale du dividende national, parmi les riches et les pauvres, est celle qui porterait à son maximum la part absolue de revenu réel des pauvres, leur pouvoir

(2) Id., p. 655.

d'achat réel, sans diminuer le volume du dividende national, la somme des valeurs d'échange ; puisque toute cause qui augmente la part absolue de revenu réel des pauvres sans diminuer le volume du dividende national, augmente en général le bien-être économique (3).

Si telle est la notion, disons, objective de la distribution idéale du dividende national qui se dégage de l'argumentation générale du Prof. Pigou, cependant lorsqu'il envisage l'effet, sur le bien-être économique de la société dans son ensemble, de certaines causes qui augmentent la part absolue de revenu réel des pauvres, en diminuant le volume du dividende national, « lorsque ce genre de discordance existe », écrit-il, « l'effet total sur le bien-être économique produit par quelque cause responsable de cet effet, ne peut être déterminé qu'en contre-balançant en détail le préjudice (ou bénéfice) au dividende dans son ensemble, par le bénéfice (ou préjudice) aux rémunérations réelles des classes pauvres » (4) ; il reconnaît que la misère des individus résultant de l'extrême besoin ainsi que le bien qui résulte de sa suppression ne sont pas mesurables (5) ; et il abandonne l'étalon monétaire, en tant que mesure du bien-être économique, pour se rattacher à une nation subjective de la distribution idéale du dividende national, selon laquelle la distribution idéale du dividende national serait celle qui porterait la part absolue de revenu réel des pauvres à un point tel où le bénéfice procuré aux pauvres contre-balancerait exactement le préjudice porté au dividende national, où le bien direct résultant de l'augmentation de la part absolue de revenu réel des pauvres, compenserait

(3) V. *supra*, p. 22.

(4) *Id.*, p. 645.

(5) *Id.*, p. 761.

juste le mal indirect résultant de la diminution du dividende national.

Telles sont les deux notions de la distribution idéale du dividende national qui se dégagent de l'œuvre du Prof. Pigou, deux notions dont la première étant objective, plus précise, mais moins souple, rendant donc moins bien la réalité ; tandis que la seconde étant subjective, plus vague, mais moins rigide, et partant, s'adaptant mieux au but de l'Economie du bien-être.

Quant à la raison d'être de cette dualité de notions, elle ne peut s'expliquer que par l'inaptitude de la monnaie à mesurer le bien-être économique, inaptitude sur laquelle nous reviendrons plus tard, lorsque nous exposerons les critiques adressées à la notion du bien-être économique, telle qu'elle est conçue par notre auteur (6).

II. — De la distribution naturelle du dividende national

Nous venons de voir que, selon l'argumentation générale du Prof. Pigou, lorsqu'on se pose la question de savoir si la distribution naturelle du dividende national s'identifie avec sa distribution idéale, si le libre jeu de l'intérêt personnel distribue le dividende national parmi les riches et les pauvres, de façon à porter à son maximum le bien-être économique de la société en fonction de ses ressources productives, la nécessité s'impose de rechercher, d'une part, s'il est impossible d'augmenter la part absolue de revenu réel revenant aux pauvres sans diminuer le volume du dividende national.

Lorsque le Prof. Pigou envisage la question de savoir si

(6) V. infra., p. 106. 110.

toute cause qui augmente le volume du dividende national augmente nécessairement la part absolue de revenu réel des pauvres, s'il n'y a pas de discordances entre les variations du dividende national et celles de la part absolue de revenu réel des pauvres, lorsque la distribution se fait naturellement, sans que le gouvernement intervienne, il limite ses recherches aux « effets comparés de certaines causes sur le volume du dividende national et sur sa distribution parmi les riches et les pauvres » (7) ; et il se contente d'une « méthode d'approximation quelque peu grossière » (8).

Les causes, dont les effets comparés sur le volume du dividende national et sur sa distribution parmi les riches et les pauvres intéressent notre auteur, sont d'une part : celles qui agissent sur l'offre du capital en général, et celles qui agissent sur l'offre du travail en général ; d'autre part, les inventions et les perfectionnements dans les procédés ou méthodes de fabrication.

Quant à la méthode d'approximation dont il se sert, elle consiste à identifier les pauvres avec les salariés, la rémunération des salariés avec celle du facteur travail, et à appliquer la théorie de la distribution des revenus parmi les divers facteurs de la production, à la distribution du dividende national parmi les riches et les pauvres.

« De beaucoup, la plus grande partie des classes pauvres dans ce pays, écrit le Prof. Pigou, se compose d'ouvriers salariés... Mais la situation dominante des salariés parmi les pauvres est illustrée par le fait que, tandis qu'ils se chiffraient avant la guerre par quelque quinze millions et demi, les personnes autres que les salariés et dont le revenu au-dessous de 160 £ par an, se chiffraient, mettons, par

(7) *Id.*, p. 656.

(8) *Id.*, p. 656.

trois millions et demi. De plus, il est raisonnable de supposer qu'un grand nombre de personnes gagnant de petits salaires ou de petits revenus par le travail pour leur propre compte, sont affectés à peu près de la même manière que les salariés proprements dits, par le grand ensemble des causes économiques s'y rapportant » (9).

Telles sont les raisons que donne le Prof. Pigou pour justifier l'identification des pauvres avec les salariés.

Si elles semblent justifier cette identification lorsqu'il s'agit de la Grande-Bretagne, elles restreignent toutefois beaucoup la portée générale des analyses de notre auteur, puisque ces raisons ne sont valables que pour les conditions particulières de la Grande-Bretagne ; et la question de savoir si toute cause qui augmente le volume du dividende national augmente nécessairement la part absolue de revenu réel des pauvres, s'il n'y a pas de discordances entre les variations du dividende national et celles de la part absolue de revenu réel des pauvres, se ramène donc, dans l'œuvre du Prof. Pigou, à celle de savoir si et dans quelle mesure les causes économiques qui effectent dans un sens le dividende national dans son ensemble peuvent affecter les recettes du facteur travail dans le sens opposé.

Si c'est en identifiant les pauvres avec les salariés que le Prof. Pigou simplifie le problème de la distribution du dividende national parmi les riches et les pauvres, c'est en s'appuyant sur la loi des rendements décroissants des facteurs individuels de la production des revenus parmi les divers facteurs de la production, loi qu'il précise de la façon suivante :

(9) Id., p. 657.

« Chaque facteur de la production y compris le travail des entrepreneurs, tend à être rémunéré à un taux équivalant à son produit net marginal en marchandises en général... Toutes choses étant égales, le produit net marginal, dans ce sens, de chaque facteur, diminue à mesure que l'offre du facteur augmente au delà d'un assez bas minimum » (10).

C'est en s'appuyant sur cette loi, que notre auteur essaie de déterminer les effets comparés, sur le volume du dividende national et sur la part absolue de revenu réel des pauvres, d'une façon plus précise, sur les recettes du facteur travail, des causes agissant sur l'offre du capital en général d'une part, des inventions et des perfectionnements dans les procédés ou méthodes de fabrication d'autre part.

A. — DE L'OFFRE DU CAPITAL ET DU TRAVAIL

A. — *De l'offre du Capital*

Lorsque le Prof. Pigou envisage l'effet, sur le volume du dividende national et sur la part absolue de revenu réel des pauvres, d'une façon plus précise, sur les recettes du facteur travail, des causes qui augmentent l'offre du capital, une cause de ce genre, écrit-il, contribuera à une augmentation du dividende national dans son ensemble ; et il fait dépendre son effet sur la part absolue de revenu réel des pauvres, de la relation de coopération ou de concurrence qui existerait, en fait, entre le capital en général et le travail en général ; relation qui dépendrait donc de la nature des

(10) *Id.*, p. 658.

choses que l'on est capable de créer en combinant le travail avec le capital (11).

S'appuyant toujours sur la loi des rendements décroissants des facteurs individuels de la production, « si la quantité de quelques facteurs de production est augmentée, écrit-il, la rémunération par unité d'efficacité retirée par tous les facteurs entièrement rivaux de ce facteur (dans le sens d'être de parfaits succédanés) sera diminuée, et la rémunération par unité d'efficacité retirée par tous les facteurs coopérant avec lui, et à aucun degré succédané, sera augmentée... Puisque chaque unité du facteur augmenté doit être payée au même taux, et que le taux pour les unités nouvelles est moindre que l'ancien taux, une partie du produit des anciennes unités aussi bien que des nouvelles, est cédée aux facteurs coopérants » (12); et il soutient que, si on envisage d'une manière réaliste la nature des choses que l'on est capable de créer en combinant le travail avec le capital — chemin de fer, bateaux, fabriques, automobiles, maisons, etc..., la relation entre le capital dans son ensemble et le travail dans son ensemble est, d'une manière prédominante celle de coopération, puisque ces choses sont, en général, des instruments qui aident l'ouvrier dans la production et non des rivaux qui le supplantent.

S'appuyant sur ces arguments, « dans les conditions présentes, il est pratiquement impossible, écrit notre auteur, qu'une cause (autre que les inventions et les perfectionnements...) ayant pour effet d'augmenter le volume du dividende national en augmentant l'offre du capital en général

(11) Id., p. 658-661.

(12) Id., p. 659, 660.

diminue, en même temps, le revenu réel du travail. On peut, bien entendu, démontrer de la même manière qu'une cause ayant pour effet de diminuer le volume du dividende, en diminuant l'offre du capital en général, ne peut pas, en même temps, augmenter le revenu réel du travail » (13) ; et il conclut ainsi à l'impossibilité de discordance entre les variations du volume du dividende national et celles de la part absolue de revenu réel des pauvres, de la rémunération réelle totale du travail, déterminées par les variations de l'offre du capital en général.

B. — De l'offre du travail

Lorsque le Prof. Pigou envisage l'effet sur le volume du dividende national et sur la part absolue de revenu réel des pauvres, sur la recette du facteur travail, des causes qui agissent sur l'offre du travail en général », si cette offre est augmentée », écrit-il, « que l'augmentation provienne d'une addition au nombre des ouvriers ou d'une addition à leur capacité moyenne, le dividende national doit augmenter (14) » ; et pour déterminer son effet sur la rémunération réelle du travail, il fait une distinction entre la rémunération réelle « par unité » du travail et la rémunération réelle « totale » du travail.

« Le produit net marginal du travail en terme de choses en général, et par conséquent sa rémunération réelle par unité doivent diminuer » (15) ; et il fait dépendre son effet sur la rémunération réelle totale du travail, de l'élasticité de la demande pour le travail en général.

« Si cette élasticité est plus grande que l'unité écrit-il, le travail dans son ensemble recevra une quantité absolue

(13) Id., p. 662.

(14) Id., p. 664.

(15) Id., p. 664.

de dividende national plus grande qu'avant ; tandis que si l'élasticité est moindre que l'unité, il recevra une quantité absolue plus petite » (16).

Or, selon notre auteur, il est probable que l'élasticité de la demande pour le travail dans son ensemble soit plus grande que l'unité pour les raisons que voici :

I. — « Il y a un certain domaine de service personnel où le travail fonctionne pratiquement sans l'aide d'autres facteurs où, par conséquent, sa productivité par unité ne tomberait pas d'une façon appréciable avec une augmentation dans sa quantité, et où une grande quantité pourrait être absorbée sans réduire beaucoup la valeur de son produit, en terme d'autres choses » (17).

II. — « Lorsque la quantité de travail augmente, et par conséquent le rendement par unité de capital s'est indirectement élevé... on sera en général disposé à épargner plus qu'avant et à créer ainsi une plus grande quantité de capital. De plus, grâce à un plus grand volume du dividende national, la capacité d'épargner sera augmentée.

L'augmentation résultante dans l'offre du capital réagira pour augmenter la productivité marginale de quelque quantité donnée de travail » (18).

III. — « Le capital est si mobile, qu'une petite augmentation dans le rendement par unité que l'on peut en obtenir dans n'importe quel pays, doit inévitablement... provoquer un grand flux de pays étrangers ou, ce qui revient au même, une grande contraction du flux qui allait antérieurement aux pays étrangers » (19).

(16) Id., p. 665.

(17) Id., p. 665-666.

(18) Id., p. 666.

(19) Id., p. 666.

S'appuyant sur ces raisons, « une augmentation dans l'offre du travail, soit par une augmentation dans le nombre d'unités de travail d'une efficacité donnée que fournit l'ouvrier moyen, ou par une augmentation dans le nombre d'ouvriers fournissant en moyenne un nombre donné d'unités de travail », écrit le Prof. Pigou, « doit augmenter le quantum absolu de dividende que reçoit le travail dans son ensemble » (20) ; et il conclut ainsi à la concordance entre les variations du volume du dividende national et celles de la part absolue de revenu réel des pauvres, de la rémunération réelle totale du travail, déterminées par les variations de l'offre du travail en général.

B. — DES INVENTIONS ET DES PERFECTIONNEMENTS

Lorsque le Prof. Pigou envisage l'effet des inventions et des perfectionnements dans les procédés ou méthodes de fabrication sur le volume du dividende national et sur la part absolue de revenu réel des pauvres, du revenu réel du travail, « tous les développements de ce genre », écrit-il, « doivent augmenter le dividende national, puisqu'ils permettent de produire quelque chose que l'on ne produirait pas avant ou bien permettent de produire plus facilement quelque chose que l'on produisait avant » (21).

Si l'effet des inventions et des perfectionnements sur le volume du dividende national, est ainsi de l'augmenter, leur effet sur la part absolue de revenu réel des pauvres, d'une façon plus précise, sur le revenu réel du travail, selon notre auteur, dépend :

(20) Id., p. 667.

(21) Id., p. 671.

1. — De leur effet sur la proportion entre la quantité de travail et la quantité de capital employées dans les industries autres que l'industrie (et ses auxiliaires) à laquelle s'applique l'invention ou le perfectionnement ;

2. — De l'importance, dans la consommation des pauvres, de la marchandise à laquelle se rapporte l'invention ou le perfectionnement ;

3. — De leur effet sur l'épargne.

« Chaque invention ou perfectionnement, écrit le Prof. Pigou, ou bien facilite la fabrication de certaine marchandise ou service qui est déjà produit, ou bien rend possible la fabrication de quelque marchandise ou service nouveau, il est par conséquent certain qu'ils conduisent à une diminution du prix et à une augmentation de la consommation de la marchandise affectée par eux. Avec le rendement différemment fait et augmenté, une différente quantité de travail et aussi une différente quantité de capital... seront employées dans l'industrie et dans les industries auxiliaires engagées à fabriquer des machines pour elle. Supposons que les ouvriers n'achètent absolument pas le produit que l'invention a rendu meilleur marché.

Or, l'effet de l'invention sur leur revenu réel dépend de son effet sur le produit net marginal en choses dont le travail est responsable dans d'autres industries ; car lorsque l'équilibre est établi, il obtiendra dans l'industrie où l'invention a eu lieu le même salaire réel qu'il obtient dans ces industries... Il s'ensuivra donc que si, comme un résultat de l'invention, la quantité de travail dans des industries autres que l'industrie perfectionnée et ses auxiliaires, est diminuée dans une plus grande proportion, ou augmentée dans une plus petite proportion que la quantité de capital, le produit

net marginal du travail en terme de choses que les ouvriers achètent, et par conséquent le revenu réel total des ouvriers doit être augmenté. Dans le cas inverse, ce revenu réel total doit être diminué. Si les deux proportions de changement sont égales, il doit rester inchangé » (22) ; et il appelle respectivement les inventions qui ont ces divers effets :

1. — Inventions économisant le capital ;
2. — Inventions économisant le travail ;
3. — Inventions neutres.

« Il est facile d'appliquer cette analyse à la pratique », écrit le Prof. Pigou, « pourvu que nous ayons à faire à une industrie dans laquelle (ainsi que dans ses auxiliaires) la proportion du travail total employé du pays, est égale à la proportion de son capital total.

Dans cette classe d'industrie, tout ce qui change dans une direction la proportion entre le travail et le capital employés dans cette industrie doit changer dans la direction opposée la proportion du dehors.

Donc... une invention ou perfectionnement qui réduit la proportion du capital au travail, dans l'industrie où il s'applique, économisera le capital ; celui qui l'augmente économisera le travail ; et celui qui la laisse inchangée, sera neutre »(23) ; et il reconnaît la possibilité des inventions économisant le travail, des inventions qui augmentent la proportion du capital au travail dans l'industries, de manière à déprécier le travail et par conséquent la proportion du capital au travail dans les autres industries, de manière à déprécier le travail et par conséquent sa rémunération réelle totale, son revenu réel total.

(22) Id., p. 673-674.

(23) Id., p. 674.

Si le Prof. Pigou reconnaît la possibilité des inventions qui sont de nature à diminuer le revenu réel total du travail, il nie cependant leur importance, s'appuyant sur l'importance, dans la consommation des pauvres, des marchandises auxquelles se rapportent les inventions, et sur l'effet des inventions sur l'épargne, sur la quantité du nouveau capital que l'on est disposé à créer annuellement.

« Plus est important le rôle joué par la marchandise à laquelle se rapporte l'invention dans la consommation des pauvres, écrit le Prof. Pigou, plus leur sera vraisemblablement favorable l'effet net de l'invention » (24) ; et il soutient que les pauvres dépensent en général une plus grande proportion de leurs revenus que les riches pour des produits les produits achetés principalement par les pauvres étant dont la fabrication se prête particulièrement à l'invention, des produits relativement bruts, se fabriquant donc facilement en série par des machines, tandis que les produits achetés principalement par les riches, étant de qualité supérieure, nécessitant par conséquent un emploi plus grand du travail humain (25).

Quant à l'effet des inventions sur l'épargne, sur la quantité de capital que l'on est disposé à créer annuellement, « lorsque l'effet indirect d'une invention est de diminuer l'épargne », écrit-il, « elle peut nuire au travail, même si elle économisait le capital ; et lorsque l'effet indirect est d'augmenter l'épargne, elle peut avantager le travail, même si elle économisait à la fois le travail et concernait aussi quelques produits qui n'entrent nullement dans la consommation des ouvriers » (26).

(24) Id., p. 676.

(25) Id., p. 677-678.

(26) Id., p. 679.

Or, selon notre auteur, la plupart des inventions ont eu l'effet d'augmenter et non pas de diminuer l'épargne, bien que certaines d'entre elles — invention des automobiles de luxe, inventions rendant meilleur marché les biens de consommation dont la demande est très élastique etc... — en offrant aux riches un champ nouveau de dépenses, les aient probablement poussés à moins épargner et à fournir ainsi moins de capital pour aider le travail dans la production » (27).

« Bien que des inventions et perfectionnements préjudiciables au revenu réel des classes ouvrières puissent se produire », conclut notre auteur, « néanmoins ils ne se produiront pas souvent. La grande majorité des inventions et des perfectionnements augmentera le revenu réel du travail, aussi bien que le dividende national.

La discordance, comme un résultat des inventions, est une éventualité possible, mais positivement improbable » (28).

Ainsi, selon le Prof. Pigou, les variations du revenu réel de la société et celles du revenu réel total des pauvres, déterminées par les variations dans l'offre du capital en général, dans l'offre du travail en général, ainsi que par les inventions et les perfectionnements dans les procédés ou méthodes de fabrication, s'effectuent en général dans la même direction, et ne comportent pas de discordance.

Car, si la rémunération de chaque facteur de la production tend à égaliser à la productivité spécifique en valeur de ce facteur, et si la productivité spécifique en valeur d'un facteur, et partant sa rémunération individuelle diminue à mesure qu'augmente sa quantité — la quantité des autres

(27) Id., p. 679.

(28) Id., p. 679-680.

facteurs restant constante — cependant, les causes qui augmentent l'offre du capital en général, et l'offre du travail en général, ainsi que les inventions et les perfectionnements dans les procédés ou méthodes de fabrication, doivent en général augmenter la productivité globale en valeur, et partant la rémunération réelle totale du travail ; parce que la relation entre le travail et le capital en général est plutôt une relation de coopération qu'une relation de concurrence, parce que la demande pour le travail en général, est très élastique, parce que la plupart des inventions sont plutôt de nature à économiser le capital, à augmenter l'épargne et elles se rapportent aux marchandises jouant un grand rôle dans la consommation des pauvres.

Or, l'augmentation de la rémunération réelle totale du travail impliquerait également l'augmentation du revenu réel total des pauvres, pourvu que l'on puisse identifier les pauvres avec les salariés et le revenu réel total des pauvres avec la rémunération réelle totale du facteur travail.

III. — Des ajustements

Nous venons de voir comment, dans l'œuvre du Prof. Pigou, la question de savoir si toute cause qui augmente le volume du dividende national, augmente nécessairement la part absolue de revenu réel des pauvres, se résout en celle de savoir si les causes qui augmentent l'offre du capital et l'offre du travail, en général, ainsi que les inventions et les perfectionnements dans les procédés ou méthodes de fabrication — causes qui augmentent le volume du dividende national, — augmentent ou non la rémunération réelle totale du travail, et d'enregistrer ses conclusions.

Pour compléter l'exposé de la solution que reçoit, dans l'œuvre de notre auteur, la question de savoir si le libre jeu de l'intérêt personnel distribue le dividende national parmi les riches et les pauvres de façon à porter à son maximum le bien-être économique de la société en fonction de ses ressources productives, il ne nous reste plus qu'à exposer ses analyses concernant la question de savoir s'il est impossible pour les gouvernements d'augmenter la part absolue de revenu réel des pauvres sans augmenter en même temps le volume du dividende national en intervenant dans la distribution naturelle du dividende national, par une politique de hauts salaires, et par une politique de transferts directs de revenus des relativement riches aux relativement pauvres, de façon à accroître le bien-être économique de la société dans son ensemble.

Si ces analyses semblent ainsi n'être que la suite de celles exposées dans le paragraphe précédent — puisqu'elles cherchent à résoudre la même question : Celle de savoir si le libre jeu de l'intérêt personnel distribue le dividende national de façon à porter à son maximum le bien-être économique de la société en fonction de ses ressources productives, si la distribution naturelle du dividende national s'identifie avec sa distribution idéale — elles s'en séparent pourtant en ce que, tandis que les analyses exposées dans le paragraphe précédent fournissent une réponse partielle à la question de savoir si la distribution naturelle du dividende national s'écarte ou non de sa distribution idéale, celles que nous exposerons dans ce paragraphe cherchent non seulement à compléter cette réponse, mais de plus, à déterminer les limites de l'intervention du gouvernement dans la distribution naturelle du dividende national, pour ainsi dire, dans l'ajustement du réel à l'idéal.

A. — DE LA POLITIQUE DE HAUTS SALAIRES

Le soubassement sur lequel repose, dans l'œuvre du Prof. Pigou, la politique de hauts salaires — politique visant à élever les salaires dans quelque industrie ou dans quelque partie de l'industrie au-dessus du taux naturel, au-dessus du taux qui dominerait indépendamment de l'intervention par quelque personne ou groupe de personnes, en dehors des ouvriers et des employeurs directement intéressés (29) — est la notion de « juste salaire » ; le terme salaire étant employé dans le sens de salaire en argent, rectifié de manière à comprendre une estimation en monnaie de tous les paiements en nature qui peuvent exister (30).

Qu'est-ce donc que le juste salaire ?

« Pourvu que les salaires payés aux ouvriers, dans toutes les places et occupations », écrit le Prof. Pigou, « soient égaux aux valeurs du produit net marginal de leur travail — des divergences possibles entre le produit net privé et social sont, dans le but présent, ignorées — et pourvu que la distribution des ouvriers de tous rangs, parmi différentes places et occupations, soit telle qu'elle porte à son maximum le dividende national, au sens large du mot... il serait établi une certaine relation entre les salaires de différentes personnes. Cette relation, je la définis comme juste. Entre personnes similaires, elle est équivalente à la relation d'égalité, sujette à l'ajustement pour les différences dans les avantages et désavantages accessoires... Entre personnes qui ne sont pas exactement similaires, l'équité implique des salaires qui, après l'ajustement pour

(29) Id., p. 531.

(30) Id., p. 549.

les avantages et désavantages accessoires, sont proportionnels à l'« efficacité » ; l'efficacité d'un ouvrier étant mesurée par son produit net, conçu comme marginal, multiplié par le prix de ce produit » (31).

Selon le Prof. Pigou, le juste salaire signifie ainsi le salaire égal à la valeur du produit net marginal du travail, lorsque la distribution des facteurs de la production parmi différents emplois et places est idéale ; et il distingue deux sortes de salaires :

1° — Salaires injustement bas,

2° — Salaires non-économiquement élevés.

Or, selon notre auteur, les salaires dans quelque place ou occupation, peuvent être injustes, ou bien parce que les ouvriers y sont payés moins que la valeur qu'a leur produit net marginal pour les firmes les employant, ils y sont exploités par leurs employeurs, ou bien parce que, bien que les salaires payés aux ouvriers soient égaux à la valeur du produit net marginal du travail groupé dans cette place ou occupation, cette valeur n'est pas égale à la valeur du produit net marginal et par conséquent au taux de salaire du travail similaire groupé ailleurs (32).

Les salaires injustement bas doivent ainsi leur existence, ou bien à l'exploitation des ouvriers par leurs employeurs, — exploitation qui ne s'explique d'ailleurs que par l'imperfection de la concurrence, que par l'introduction d'un élément de monopole dans le marché de salaire par les obstacles dressés au mouvement des ouvriers : l'ignorance et les coûts de mouvement — ou bien à une mauvaise distribution du travail parmi différents emplois et places.

(31) Id., p. 549-550.

(32) Id., p. 551.

L'intervention dans le taux naturel des salaires visant à élever les salaires au juste niveau dans les places ou occupations où ils sont injustes, parce que les ouvriers y sont exploités par leurs employeurs, ne soulève aucun problème de discordance, son effet étant, selon notre auteur, d'augmenter aussi bien le volume du dividende national que la recette du facteur travail (33).

Quant à l'intervention dans le taux naturel des salaires, visant à élever au juste niveau les salaires dans les places ou occupations où ils sont injustes, parce que la distribution du travail parmi différents emplois et places n'est pas idéale, son effet sur le volume du dividende national et sur la recette du facteur travail, dépend de son effet sur la distributin du travail parmi différents emplois et places, et elle trouve donc son explication, ses limites, ainsi que sa justification dans la théorie de la distribution des ressources productives, théorie que nous avons exposée dans le chapitre précédent (34).

Ajoutons d'ailleurs, que l'équité dans un taux de salaire, selon le Prof. Pigou, n'est pas une raison décisive contre l'intervention dans le taux de salaire.

« Lorsqu'un grand changement soudain », écrit-il, « a lieu dans le coût de la vie, en monnaie, tel qu'il pourrait se produire par l'émission d'une grande quantité de papier-monnaie, les salaires en monnaie en général, ne répondront pas immédiatement, et par conséquent les salaires réels, pour quelque temps, de tous côtés tendront à être trop bas. Donc, une politique qui n'intervient que pour élever les salaires injustes, perdra les occasions de hâter l'ajustement nécessaire. Si une autorité extérieure pouvait

(33) Id., p. 556-563.

(34) Id., p. 553-556.

élever les salaires dans quelque industrie ou groupe d'industrie, de cet ancien niveau qui est, pour le moment encore juste, au nouveau niveau qui sera bientôt juste, cela profiterait au dividende national » (35) ; et il préconise ainsi dans l'intérêt même du dividende national, aussi bien que dans celui des ouvriers, une politique d'intervention dans les justes salaires visant à ajuster les salaires en monnaie au coût de la vie dans des cas de grands et soudains changements dans les conditions économiques, qui sont de nature à déterminer d'importantes variations dans le coût de la vie en monnaie.

Les salaires non-économiquement élevés sont ceux qui sont portés au-dessus du juste niveau, pour des raisons autres que celle qui consiste à ajuster les salaires en monnaie au coût de la vie.

L'intervention visant à imposer aux industries des salaires non-économiquement élevés, ne soulève non plus aucun problème de discordance, son effet étant en général de diminuer aussi bien le volume du dividende national que la recette du facteur travail, que la rémunération réelle totale des ouvriers.

C'est seulement l'intervention visant à imposer des salaires non-économiquement élevés, à des industries employant des ouvriers de bas degré, qui soulève un problème de discordance.

Dans ce qui suit, nous nous bornerons donc à l'exposé des analyses du Prof. Pigou, relatives à l'effet sur le volume du dividende national et sur la rémunération réelle totale du facteur travail, de l'intervention visant à élever les salaires au-dessus du juste niveau dans une industrie employant des ouvriers de bas degré où les salaires sont

(35) Id., p. 596.

déjà justes et ajustés au coût de la vie, mais trop bas pour procurer à l'ouvrier moyen employé dans cette industrie un salaire d'existence : Salaire qui permettra à la personne qui le reçoit, d'acquérir un revenu suffisant pour une bonne existence, si elle a une famille moyenne à soutenir et une bonne chance moyenne en matière de maladie ; les salaires payés aux ouvriers au-dessus et au-dessous de l'ouvrier moyen étant ajustés suivant l'efficacité comparée de ces ouvriers (36).

Le Prof. Pigou fait dépendre l'effet, sur le volume du dividende national, d'une telle intervention que nous nous permettons d'appeler : Politique de salaire d'existence à l'ouvrier moyen de bas degré, de son effet sur la technique et la méthode d'organisation des employeurs, ainsi que sur la capacité des ouvriers et « la technique des employeurs étant donnée, indépendamment des réactions sur la capacité des ouvriers, élever les salaires à un standard d'existence dans une industrie où le juste salaire est moindre qu'un salaire d'existence », écrit-il, « doit nuire au dividende national » (37).

Car, selon notre auteur, si le taux de salaire est élevé au niveau d'existence dans une industrie où le juste salaire est moindre qu'un salaire d'existence, les employeurs seront incités à renvoyer les ouvriers qui ne méritent pas ce nouveau salaire, de l'industrie où ils sont spécialement privilégiés, et à les remplacer par des ou-

(36) Id., p. 597 : Il y a lieu de distinguer cette politique de la politique de minimum salaire d'existence qui s'étendrait à tous les ouvriers et de celle de minimum de revenu d'existence.

Notre auteur est hostile à la politique de minimum salaire d'existence qui s'étendrait à tous les ouvriers, politique dont l'effet serait de diminuer le volume du dividende national et la part absolue de revenu réel des pauvres (V. *Economics of Welfare*, p. 613). Quant à ses vues sur la politique de minimum de revenu d'existence (V. *infra.*, p. 106).

(37) Id., p. 602.

vriers plus habiles ; de sorte qu'il n'en résultera qu'une nouvelle distribution des ouvriers de différents degrés parmi différentes occupations ; les ouvriers visés n'obtiendront pas de salaires plus élevés qu'auparavant, aucun effet important ne se produira sur le volume du dividende national ; bref la politique de salaire d'existence à l'ouvrier moyen de bas degré sera inefficace.

Dans le cas où on parviendrait à rendre efficace cette politique par quelque moyen empêchant cette nouvelle distribution, dans ce cas, à moins que la demande pour le travail ne soit tout à fait inélastique, certains ouvriers seront renvoyés de l'industrie où les salaires ont été augmentés, de sorte que, ou bien ils chômeront, ou bien ils seront employés ailleurs dans des conditions telles, que la valeur du produit net de leur travail sera moindre qu'elle ne l'était avant, et la politique de salaire d'existence à l'ouvrier moyen de bas degré portera alors préjudice au volume du dividende national (38).

Si la politique de salaire d'existence à l'ouvrier moyen de bas degré, dans le cas où elle est efficace, diminue ainsi le volume du dividende national, elle peut cependant, selon notre auteur, l'augmenter indirectement en agissant sur la capacité des ouvriers. « Il existe certaines industries », écrit-il, « dont les opérations exigent peu d'habileté ou pas du tout et dans lesquelles, même les ouvriers normaux soi-disant valides sont d'un degré extrêmement bas. Dans ces industries... même un juste taux de salaires, et plus encore un taux injuste est nécessairement un taux extrêmement bas. Dans de telles industries, il semble *prima facie* probable que l'intervention destinée à élever les taux

(38) Id., p. 601, 610

de salaires réagisse sur la capacité des ouvriers et puisse augmenter indirectement le dividende national, même si les effets directs pris en eux-mêmes avaient été défavorables. La réaction à attendre est en partie physique, résultant de la force accrue due à une meilleure alimentation et à de meilleures conditions de vie. Elle est aussi en partie psychologique, résultant d'un sens de juste traitement, d'un sentiment accru d'espoir et de l'idée qu'avec le salaire augmenté, le travail relâché conduira plus vraisemblablement à une perte d'emploi » (39).

Le Prof. Pigou soutient ainsi la possibilité d'agir sur la capacité des ouvriers, par une politique de salaire d'existence à l'ouvrier moyen de bas degré, de manière à augmenter indirectement le volume du dividende national ; et il fait dépendre l'effet sur la capacité des ouvriers de la politique de salaire d'existence à l'ouvrier moyen de bas degré, de son effet sur la somme totale des salaires payés dans l'ensemble des industries.

« Il semble *prima facie* raisonnable de supposer », écrit-il, « que si, après l'augmentation du taux de salaire dans une industrie particulière, la somme totale payée en salaire dans l'ensemble des industries est moindre qu'avant, la capacité totale des ouvriers dans leur ensemble ne sera pas augmentée » (40) ; et il cherche à déterminer les conditions dans lesquelles la politique de salaire d'existence à l'ouvrier moyen de bas degré augmenterait la rémunération réelle totale du travail.

Le Prof. Pigou fait dépendre l'effet de la politique de salaire d'existence à l'ouvrier moyen de bas de degré sur la rémunération réelle totale du travail, de son effet sur

(39) Id., p. 607.

(40) Id., p. 610-611.

la rémunération réelle du groupe particulier d'ouvriers dont les salaires ont été augmentés, et de la politique de l'Etat relative à la protection des personnes dans la détresse.

Selon notre auteur, l'effet de la politique de salaire d'existence à l'ouvrier moyen de bas degré sur la rémunération réelle du groupe particulier d'ouvriers, et partant sur la rémunération réelle totale du travail, dépend de l'élasticité de la demande pour le travail dans l'industrie où le taux de salaire a été élevé.

Si cette élasticité est moindre que l'unité, la politique de salaire d'existence à l'ouvrier moyen de bas degré, aura pour effet d'augmenter la rémunération réelle du groupe particulier d'ouvriers dont les salaires ont été augmentés ; si cette élasticité est plus grande que l'unité, elle aura pour effet de la diminuer, pourvu que les produits fabriqués par ces ouvriers ne rentrent pas dans la consommation de la classe ouvrière.

Notre auteur soutient même la possibilité d'augmenter la rémunération réelle du groupe particulier d'ouvriers dont les salaires ont été augmentés, dans le cas où l'élasticité de la demande pour le travail, dans l'industrie dans laquelle le taux de salaire a été élevé, serait plus grande que l'unité, pourvu que les ouvriers y soient embauchés d'après la méthode d'embauchage de préférence — méthode selon laquelle à qualité égale, les ouvriers ne seront embauchés dans une industrie qui s'ils y ont déjà été employés, et cela d'après un tableau de préférence — en s'appuyant sur le raisonnement suivant :

« Ceux qui sont laissés dans l'industrie où le salaire est élevé », écrit-il, « gagneront plus qu'ils ne gagnaient avant ; et bien que tous les autres gagnent moins qu'avant,

cependant si la demande pour le travail dans d'autres industries est suffisamment élastique, leur perte ne sera pas nécessairement aussi grande que le gain des autres ouvriers » (41).

Si l'effet de la politique de salaire d'existence est d'augmenter ainsi — dans le cas où l'élasticité de la demande pour le travail dans l'industrie où le taux de salaire a été élevé est moindre que l'unité, — la rémunération réelle du groupe particulier d'ouvriers dont les salaires ont été augmentés, et partant la rémunération réelle totale du travail, lorsque les produits fabriqués par les ouvriers dont les salaires ont été élevés ne rentrent pas dans la consommation de la classe ouvrière, cependant, comme le fait très judicieusement remarquer le Prof. Pigou lui-même, non seulement, lorsque les produits fabriqués par ces ouvriers rentrent dans la consommation de la classe ouvrière, cette augmentation serait plutôt apparente, nominale que réelle — puisque le coût de cette augmentation retomberait sur la classe ouvrière — mais encore, même si on parvenait à augmenter la rémunération réelle totale du travail par la politique de salaire d'existence à l'ouvrier moyen de bas degré, la part disponible pour rémunérer les services du capital étant diminuée, cette politique déterminerait donc une baisse dans le taux réel de l'intérêt offert au nouveau capital, et par conséquent une diminution de l'épargne, et partant une diminution de la rémunération réelle totale du travail dans les années futures.

Or, notre auteur tout en soulignant la grande importance, dans la consommation de la classe ouvrière, des produits fabriqués par les ouvriers de bas degré, et l'effet res-

(41) Id., p. 688.

trictif sur l'épargne et par conséquent sur la rémunération réelle totale future du travail, de la politique de salaire d'existence à l'ouvrier moyen de bas degré, soutient cependant la possibilité d'augmenter par cette politique, la rémunération réelle totale du travail, s'appuyant sur la pratique courante dans les pays civilisés de la politique de secours aux pauvres, en considérant comme une partie du revenu réel des pauvres ce que l'Etat fournit aux assistés.

« Ainsi, la voie est-elle ouverte », conclut-il, « pour un argument quelque peu spécial en faveur de l'élévation des taux de salaire dans des occupations de bas degré. On peut accorder, qu'à la fois le dividende national et la rémunération réelle du travail dans son ensemble seront diminués. Mais on peut revendiquer, en tout cas si la méthode d'embauchage de préférence prévaut, qu'un nombre de personnes qui autrement auraient gagné trop peu pour maintenir indépendamment une vie décente, gagneront maintenant des rémunérations suffisantes. Un nombre d'autres personnes gagneront, en effet, moins qu'avant — probablement rien du tout — mais, grâce à l'action de l'Etat, elles ne seront pas obligées de recevoir moins qu'avant ; ainsi aurons-nous, à la place d'un grand groupe de personnes dont chacune soutenue occasionnellement ou partiellement par l'Etat, un groupe d'un volume modéré se suffisant pleinement, et un autre groupe modéré se suffisant à peine. Au point de vue du bien-être économique total, surtout si les conditions sont telles qu'elles rendent le groupe se suffisant pleinement beaucoup plus grand que l'autre, ce dernier état de chose peut sembler le meilleur, malgré le fait qu'il implique un dividende national plus petit » (42).

(42) *Id.*, p. 692-693.

Ajoutons, d'ailleurs, que notre auteur soutient la politique de hauts salaires, non seulement dans les industries employant des ouvriers de bas degré où les salaires justes et ajustés au coût de la vie sont beaucoup trop bas pour pouvoir procurer à l'ouvrier une subsistance décente, où il s'agit donc des réactions sur la capacité des ouvriers, mais encore, semble-t-il être enclin à une politique d'intervention visant à élever les salaires graduellement, par petites doses, dans toutes les industries, en s'appuyant sur le progrès que déclancherait une telle intervention dans la technique et la méthode d'organisation des employeurs (43).

Ainsi, selon notre auteur, on peut intervenir dans le taux naturel des salaires, on peut augmenter les salaires de manière à accroître le bien-être économique de la société, non seulement dans le cas où ils sont injustes, où ils ne sont pas ajustés au coût de la vie, mais encore dans le cas où ils sont justes et ajustés au coût de la vie, pourvu que cette augmentation puisse agir sur la capacité des ouvriers, ou bien déterminer des progrès techniques.

Tels sont, dans ses grandes lignes, les effets et les limites de la politique de hauts salaires, dans l'œuvre du Prof. Pigou.

B. — DE LA POLITIQUE DE TRANSFERTS DIRECTS OBLIGATOIRES
DE REVENUS DES RELATIVEMENT RICHES AUX RELATIVEMENT
PAUVRES.

Le second moyen important d'accroître le bien-être économique de la société en intervenant dans la distribution naturelle du dividende national, dans l'œuvre du

(43) Id., p. 593.

Prof. Pigou, est la politique de transferts directs obligatoires de revenus des relativement riches aux relativement pauvres, transferts de revenus qui sont impliqués dans les secours que reçoivent les pauvres dans les pays civilisés, par l'intermédiaire de l'Etat, aux dépens de leurs concitoyens riches, sous forme de pension pour la vieillesse, d'instruction, d'assurance contre le chômage, etc...

Lorsque notre auteur envisage l'effet sur la part absolue de revenu réel des pauvres et sur le volume du dividende national de ces transferts, « *prima facie*, le transfert qu'implique cette aide », écrit-il, « doit augmenter, et on peut certainement l'organiser de manière qu'il augmente le revenu réel disponible pour les pauvres » (44) ; et pour déterminer son effet sur le volume du dividende national, il fait une distinction entre l'« expectative de transferts » et le « fait de transferts ».

L'effet, sur le volume du dividende national, de l'expectative de transferts dépend, selon notre auteur, d'une part des impôts auxquels on aura recours dans la pratique pour obtenir des riches les fonds à transférer aux pauvres, d'autre part, des genres de transferts auxquels on aura recours dans la pratique pour secourir les pauvres.

« Les impôts auxquels on aura dans la pratique, le plus vraisemblablement recours », écrit le Prof. Pigou, « sont les impôts sur le revenu et les droits de succession » (45) ; et il limite ses recherches à l'effet sur le volume du dividende national, de l'expectative de la levée de ces impôts.

Les impôts dont il s'agit, sont d'ailleurs des impôts progressifs établis selon le principe de minimum sacrifice total, c'est-à-dire des impôts dont l'échelle de progression

(44) Id., p. 705.

(45) Id., p. 713.

est plus escarpée, plus accentuée que l'échelle de progression des impôts du même genre, procurant la même recette, établis selon le principe d'égal sacrifice.

Car, selon notre auteur, si un impôt proportionnel implique un sacrifice plus lourd pour les riches que pour les pauvres, un impôt progressif établi selon le principe d'égal sacrifice impliquerait plus de sacrifice total qu'un impôt progressif du même genre procurant la même recette, mais dont l'échelle de progression serait relativement plus escarpée, plus accentuée ; en d'autres termes, on peut obtenir la même recette fiscale avec moins de sacrifice total, pourvu que l'on accentue davantage le taux de progression vers le haut de l'échelle, pourvu que l'on frappe relativement plus fortement les grandes fortunes.

Lorsque le Prof. Pigou envisage l'effet sur le volume du dividende national, des impôts progressifs sur le revenu, établis selon le principe de minimum sacrifice total, il fait encore une distinction entre ces impôts, selon qu'ils différencient ou non contre l'épargne.

Selon notre auteur, un impôt sur le revenu dont les épargnes et leurs fruits ne sont pas exemptés, différencie contre l'épargne ; tandis qu'un impôt sur le revenu dont les épargnes et leurs fruits sont exemptés, est un impôt qui ne différencie pas contre l'épargne.

L'expectative d'un impôt progressif sur le revenu, établi selon le principe de minimum sacrifice total, et ne différenciant pas contre l'épargne, c'est-à-dire dont les épargnes et leurs fruits sont exemptés, peut agir, selon notre auteur, indirectement sur le volume du dividende national de trois façons :

1° En poussant les hommes capables de gagner de gros revenus par leur travail, à aller vivre et travailler à l'étran-

ger plutôt que dans le pays natal, dans le pays qui impose;

2° En poussant les hommes à grand pouvoir d'épargnes, à investir leurs capitaux à l'étranger plutôt que dans le pays natal;

3° En poussant les hommes capables de gagner de grands revenus par leur travail, à travailler moins qu'ils ne l'auraient fait s'il n'y avait pas d'impôt, tout en continuant à vivre dans le pays natal.

Si les effets directs possibles d'un impôt progressif sur le revenu, établis selon le principe de minimum sacrifice total, et ne différenciant pas contre l'épargne, sont ainsi : L'émigration des hommes capables de gagner de grands revenus par leur travail, l'émigration, la fuite des capitaux et la restriction du travail dans le pays, cependant notre auteur écarte la possibilité d'émigration des hommes capables de gagner de grands revenus par leur travail, en soutenant que, non seulement vivre dans le pays natal est si important qu'il faudrait un impôt progressif très lourd sur le revenu pour qu'il les pousse à émigrer, mais encore le mouvement vers l'impôt progressif sur les grands revenus étant général, celui qui envisagera de quitter son pays pour échapper à l'impôt devra penser que de semblables impôts pourront être établis dans le pays où il émigrera.

Quant à l'émigration, la fuite des capitaux, « sans doute est-il vrai qu'un impôt frappant les fruits du capital, dans la mesure où il frappe les investissements des étrangers en Angleterre », écrit-il, « diminue pour les étrangers l'avantage de l'investissement en Angleterre, et *pro tanto*, pousse les étrangers à retirer leur capital... Cependant, cela est de peu d'importance, car l'investissement étranger en Angleterre est reconnu être de petite quan-

tité » (46); et il écarte la possibilité d'émigration, de fuite des capitaux anglais à l'étranger, en soutenant que l'income tax anglais étant perçu sur les revenus en Angleterre, et non seulement sur ceux gagnés ou constitués en Angleterre, si les capitalistes anglais envoient leurs capitaux à l'étranger pour échapper à l'impôt, ils seront obligés de s'expatrier eux-mêmes; de sorte que les mêmes causes qui empêchent l'émigration des Anglais gagnant de grands revenus en Angleterre — c'est-à-dire le désir de vivre dans le pays natal et le caractère général, universel du mouvement vers de lourds impôts sur les grands revenus — empêcheront, limiteront également l'émigration, la fuite des capitaux anglais à l'étranger.

Il ne reste donc à envisager que la possibilité de restriction du travail dans le pays par l'expectative de l'impôt progressif sur le revenu établi selon le principe de minimum sacrifice total.

« Si le revenu d'une personne est réduit par l'imposition, l'addition d'une £ à son revenu », écrit le Prof. Pigou, « satisfera un plus pressant besoin qu'elle ne l'aurait satisfait si son revenu n'était pas réduit, et par conséquent bien que le travail supplémentaire donne un rendement net en monnaie moindre, il peut dans certains genres d'impôts donner un plus grand rendement net en satisfaction » (47); et tout en soulignant la possibilité d'imposer les classes aisées, selon le principe d'égal sacrifice, de façon à obtenir d'elles le revenu à transférer aux pauvres sans diminuer le volume du dividende national, il conclut toutefois à quelque influence restrictive sur la somme de travail à fournir dans le pays par les contribu-

(46) Id., p. 714.

(47) Id., p. 715.

bles — et par conséquent sur le volume du dividende national — de l'expectative d'un impôt progressif sur le revenu, établi selon le principe de minimum sacrifice total, et ne différenciant pas contre l'épargne — influence restrictive sur chaque contribuable dont la portée dépend, non du montant absolu ou du pourcentage absolu de son revenu qu'on lui demande de payer en impôts, mais de la relation entre ce montant ou pourcentage et le montant ou pourcentage qu'on lui demanderait de payer si son revenu était un peu plus grand ou un peu plus petit.

Quant à l'impôt progressif sur le revenu différenciant contre l'épargne, c'est-à-dire dont les épargnes et leurs fruits ne sont pas exemptés, s'il y a lieu de le distinguer de l'impôt progressif sur le revenu qui ne différencie pas contre l'épargne, lorsqu'il s'agit de déterminer son effet sur le volume du dividende national, c'est parce que, selon notre auteur, l'expectative d'un impôt progressif sur le revenu différenciant contre l'épargne diminuera le volume du dividende national plus que celle d'un impôt progressif sur le revenu du même genre, établi suivant le même principe, procurant la même recette fiscale, mais ne différenciant pas contre l'épargne. Voici pourquoi :

« L'impôt non différentiel », écrit le Prof. Pigou, « diminue à un degré donné l'avantage que donne le travail, quoique l'on fasse avec le fruit du travail; l'impôt différentiel diminue à un degré moindre l'avantage que donne la partie consacrée à la dépense, et à un plus grand degré l'avantage que donne la partie consacrée à l'épargne. L'effet net sur la quantité de travail fait, sera vraisemblablement de beaucoup le même dans les deux cas. On peut cependant s'attendre à ce que l'impôt différentiel décourage les épargnes plus sérieusement... que l'impôt non dif-

férentiel, et par conséquent qu'il contracte plus sérieusement le dividende des années futures » (48).

Le second instrument fiscal important dont on se sert dans la pratique pour obtenir des riches les fonds à transférer aux pauvres, sont les droits de succession.

Du point de vue de leur effet sur le volume du dividende national, le Prof. Pigou assimile les droits de successions aux impôts sur le revenu tiré de la propriété, actuariellement équivalents, différés et différenciant contre l'épargne. Toutefois, selon notre auteur, l'expectative des droits progressifs de succession aura une moindre influence restrictive sur la quantité de capital créé par les contribuables que celle d'un impôt progressif sur le revenu différenciant contre l'épargne, actuariellement équivalent ; car, non seulement les contribuables escompteront les impôts futurs comme ils escomptent tous les événements futurs, mais encore, une partie du stimulant de l'épargne réside dans le pouvoir et le prestige que procure la richesse ; de sorte qu'on pourrait probablement lever des droits de succession très lourds sur de grandes fortunes sans que leur expectative exerce quelque influence restrictive importante sur l'épargne des contribuables.

Tels sont, d'une façon détaillée, les effets comparés sur le volume du dividende national, de l'expectative des impôts progressifs sur le revenu et des droits progressifs de succession établis selon le principe de minimum sacrifice total.

La conclusion générale que le Prof Pigou tire de cette analyse, est la suivante :

« Il est probable que dans son ensemble... l'expectative des transferts obligatoires des riches par l'imposition nuise

(48) Id., p. 717.

au dividende national, surtout si la taxe imposée est lourde ou graduée d'une façon escarpée.

« Mais nous ne pouvons pas déterminer la grandeur de l'influence adverse... » (49); conclusion générale très vague que notre auteur lui-même qualifie de « nébuleuse ».

Quant aux genres de transferts auxquels on aura recours, dans la pratique, pour secourir les pauvres et dont dépend l'effet, sur le volume du dividende national, de l'expectative des transferts aux pauvres, le Prof. Pigou les réduit aux trois groupes suivants :

1° Les transferts différenciant contre la paresse et la prodigalité ;

2° Les transferts neutres ;

3° Les transferts différenciant pour la paresse et la prodigalité.

Le groupe de transferts différenciant contre la paresse et la prodigalité se compose de « transferts réservés aux assistés faisant provision pour eux-mêmes, suivant une échelle bien représentative de leur capacité individuelle » (50).

Pour l'organisation pratique de ces transferts, notre auteur suggère l'idée d'établir des standards de capacité de provision, de classer les pauvres suivant leur capacité présumée de provision, et de ne leur transférer le revenu que s'ils atteignent le niveau de capacité de provision qui leur est assigné.

L'effet, sur le volume du dividende national, de l'expectative des transferts de ce genre sera, selon notre auteur, d'augmenter le volume du dividende national, en pous-

(49) Id., p. 719.

(50) Id., p. 720.

sant les bénéficiaires éventuels de ces transferts à accroître leur contribution au dividende national.

Les transferts neutres consistent en ces « transferts qui dépendent de l'acquisition de quelque condition non susceptible de changer par l'action volontaire dans la sphère économique de la part de bénéficiaires éventuels » (51); tels que les transferts impliqués dans les projets d'universelle pension pour la vieillesse, d'universelle dotation à la maternité, etc...

L'effet, sur le volume du dividende national, de l'expectative des transferts neutres sera différent, selon que ces transferts seront faits en argent ou en nature.

Selon notre auteur, l'expectative de transferts neutres en argent aura pour effet de diminuer le volume du dividende national en réduisant la somme de travail que fournissent les bénéficiaires éventuels : « Car, si un homme de quelque capacité donnée présumée », écrit le Prof. Pigou, « sait qu'il recevra en don, mettons une £ par semaine, en dehors de tout ce qu'il peut gagner pour lui-même, son désir pour quelque n^{ème} unité de monnaie gagnée par lui-même, est diminuée. Mais, son aversion pour quelque r^{me} unité de travail qu'il peut faire, reste inchangée; ou puisque la monnaie supplémentaire crée de nouvelles occasions pour un agréable emploi des loisirs, elle peut même être augmentée. Par conséquent, s'il continuait à faire la même quantité de travail qu'avant, son aversion pour la dernière unité de travail fait excéderait son désir pour la monnaie reçue en échange de cette unité » (52).

Quant à l'effet sur le volume du dividende national de l'expectative des transferts neutres en nature, pour pou-

(51) Id., p. 722.

(52) Id., p. 725.

voir le déterminer, il y a lieu de faire une distinction selon que les articles transférés aux pauvres sont des articles convertibles en monnaie, ou des articles que l'assisté aurait acheté par sa propre rémunération, indépendamment du transfert; ou bien des articles non convertibles en monnaie et destinés à satisfaire aux besoins que l'assisté aurait laissés non satisfaits, indépendamment du transfert.

Car, tandis que l'expectative des transferts neutres des articles convertibles en monnaie ainsi que de ceux que l'assisté aurait achetés par sa propre rémunération indépendamment du transfert produira sur le volume du dividende national le même effet que celle des transferts neutres en argent, c'est-à-dire qu'elle diminuera le volume du dividende national; l'expectative des transferts neutres des articles non convertibles en monnaie et destinés à satisfaire aux besoins que l'assisté aurait laissés insatisfaits, indépendamment du transfert, ou bien elle n'aura aucun effet sur le volume du dividende national, en laissant intacte la contribution au dividende national sous forme de travail et d'épargne des bénéficiaires éventuels, puisque la dernière unité de monnaie qu'un homme gagne par lui-même dans l'industrie sera demandée pour satisfaire aux mêmes besoins, et par conséquent, sera désirée avec la même intensité qu'elle l'aurait été si aucun transfert n'avait été fait; ou bien, dans le cas des transferts neutres des biens et services pour lesquels la demande serait en corrélation avec celle de quelques autres biens et services de manière telle que leur don augmenterait le désir de l'assisté pour ces derniers, elle aura pour effet d'augmenter le volume du dividende national, en créant de nouveaux besoins chez l'assisté, en augmentant son désir pour quelque ^{re} unité de pouvoir d'achat et, partant, la

contribution qu'il est disposé à faire sous forme de travail et d'épargne au dividende national.

Les transferts qui différencient pour la paresse et la prodigalité, consistent en ces transferts qui rendent le secours donné plus grand, plus est petite la provision que les assistés font pour eux-mêmes (53).

Le meilleur exemple de ces transferts sont les secours réservés aux pauvres dont l'état de fortune est au-dessous d'un minimum déterminé, ce sont ces transferts qui sont le moins désirable, car c'est l'expectative de ces transferts qui a pour effet de diminuer le volume du dividende national. Voici la raison qu'en donne notre auteur :

« Quel que soit le standard au-dessous duquel l'Etat a décidé que personne ne devra tomber, toute personne qui ne pourrait pas se pourvoir d'autant que cela, mais qui pourrait se pourvoir de quelque chose, sera aussi avantageusement placée que si elle ne se pourvoyait de rien. Par conséquent, dans la mesure où ce dont une personne se pourvoit, correspond à ce qu'elle contribue au dividende national, les transferts différenciant en faveur de petites provisions menacent d'un grave préjudice le dividende national », (54) préjudice dont la grandeur dépend d'ailleurs, d'une part, de l'importance de la somme fixée comme minimum, et, d'autre part, de la quantité de personnes gagnant normalement par leur travail dans le pays moins que cette somme.

Ajoutons, d'ailleurs, que notre auteur est partisan d'accompagner les transferts différenciant pour la paresse et la prodigalité par des conditions décourageantes, sous forme de travail obligatoire, de mesures disciplinaires, pour mitiger dans la mesure du possible le préjudice porté au

(53) Id., p. 728.

(54) Id., p. 728.

volume du dividende national par l'expectative de ces transferts.

Tels sont, d'une façon détaillée, les effets sur le volume du dividende national, de l'expectative des transferts directs, obligatoires de revenus aux pauvres.

Pour compléter cet exposé, il ne nous reste plus qu'à donner les analyses du Prof. Pigou, relatives aux effets sur le volume du dividende national, du fait de transferts directs obligatoires de revenus des relativement riches aux relativement pauvres.

Selon notre auteur, s'il y a lieu de distinguer l'expectative de transferts du fait de transferts, lorsqu'il s'agit de déterminer l'effet sur le volume du dividende national des transferts directs obligatoires de revenus des relativement riches aux relativement pauvres, c'est parce que le fait de transfert d'une somme déterminée de revenu, dès qu'il se produit en fait, superpose aux effets produits sur le volume du dividende national par l'expectative du transfert de cette somme, une nouvelle série d'effets en déterminant des changements dans les emplois du dividende national.

Quels sont donc ces effets ?

Pour pouvoir les déterminer — et partant, pour déterminer l'effet sur le volume du dividende national du fait de transferts directs obligatoires de revenus des relativement riches aux relativement pauvres — notre auteur réduit les emplois « accessibles » au dividende national aux trois groupes suivants :

- 1° La provision des biens consommables par les riches ;
- 2° La provision des machines pour aider à la production future ;
- 3° La provision des biens consommables par les pauvres.

« Lorsqu'un transfert de ressources des riches aux pauvres a lieu », écrit le Prof. Pigou, « la troisième de ces divisions du dividende est augmentée aux dépens des deux autres » (55); et il réduit le problème de la détermination de l'effet du fait de transferts sur le volume du dividende national, au problème de la détermination de l'effet du changement déterminé par le fait de transferts dans la distribution, parmi ces emplois, du dividende national d'une année, sur le volume du dividende national des années ultérieures.

« Si aucun transfert ne s'était produit », continue-t-il par ailleurs, « la partie du dividende devant prendre la forme de machines aurait contribué à augmenter le dividende dans les années ultérieures. La partie consacrée à la consommation des riches, dans la mesure où elle servait à les rendre des agents de production plus efficaces, l'aurait fait aussi dans certaine mesure.

« Il est cependant improbable que quelque réduction praticable de consommation... diminue l'efficacité à un degré appréciable parmi les riches » (56); et il réduit ainsi la partie contribuant à augmenter le dividende national des années ultérieures, à cette partie de la somme transférée aux pauvres qui serait convertie en capital, si elle n'était pas transférée, partie qu'il appelle : « capital potentiel », et il fait dépendre la grandeur de cette partie — et partant l'effet, sur le volume du dividende national, du fait de transferts — d'une part, des méthodes d'imposition employées, d'autre part, du rendement procuré par l'investissement dans les pauvres en augmentant leur capacité industrielle.

(55) Id., p. 742.

(56) Id., p. 743.

En comparant les effets respectifs sur la grandeur du capital potentiel de l'impôt sur le revenu et des droits de succession actuariellement équivalents, « les ressources transférées au moyen de ces droits », écrit notre auteur, « seront vraisemblablement retirées du capital potentiel, plus largement que ce ne serait le cas, si d'égales ressources étaient perçues par l'impôt sur le revenu » (57); car non seulement à mesure que la quantité de ressources retirée de quelque année augmente, on sera de moins en moins disposé à la prendre à la consommation, à cause de l'entorse menaçant les habitudes, et que les droits de succession consistent en importantes levées à de longs intervalles, mais encore, les droits de succession étant levés à un moment où l'héritier entre en possession d'une nouvelle fortune, il ne considère comme son héritage que ce qui lui reviendra après le paiement des droits de succession, et il ne sera donc pas tenté de combler cette brèche par de nouvelles épargnes.

Quant au rendement procuré par l'investissement dans les pauvres en augmentant leur capacité industrielle, « tout transfert donné de ressources des riches aux pauvres », écrit-il, « doit... augmenter le dividende national du futur, pourvu que le rendement procuré par l'investissement dans les pauvres, en augmentant leur capacité industrielle, ne soit pas moindre que le rendement procuré par l'investissement dans le capital matériel — c'est-à-dire approximativement, que le taux normal de l'intérêt » (58); et il le fait dépendre, d'une part, des pauvres auxquels on transfère les ressources, d'autre part, des formes sous lesquelles on les leur transfère.

(57) Id., p. 744.

(58) Id., p. 744-745.

Notre auteur, tout en soulignant l'existence des pauvres, auxquels aucun transfert de ressources ne pourrait augmenter leur capacité industrielle, tels que ceux qui sont moralement, mentalement ou physiquement dégénérés, ou bien ceux dont les forces sont épuisées par l'âge, ou ruinées par de graves accidents, « le rendement marginal des ressources investies... dans un grand nombre de pauvres et de leurs enfants », soutient-il, « est plus grand que le rendement marginal des ressources investies dans des machines » (59); car, selon notre auteur, le jeu ordinaire des forces économiques tend à contracter l'investissement d'une façon excessive dans la personne des pauvres normaux : les pauvres étant empêchés d'investir des fonds dans leur capacité ou dans celle de leurs enfants, parce qu'ils n'en ont pas assez; et les capitalistes étant empêchés d'investir des fonds dans la capacité des pauvres, parce qu'il est pour eux, sinon impossible, du moins très difficile de s'assurer tout ou partie du rendement des fonds qu'ils investiraient dans la capacité des pauvres.

Quant aux formes sous lesquelles on transfère les ressources aux pauvres et dont dépend, dans certaine mesure, le rendement de l'investissement dans les pauvres, notre auteur, tout en soulignant — vu l'ignorance des pauvres à investir les fonds dans leur capacité industrielle ou dans celle de leurs enfants de la façon la meilleure, la plus productive — la nécessité de contrôler les transferts en argent, les transferts effectués sous forme d'empire sur le pouvoir d'achat, il soutient que les transferts en nature, les transferts effectués sous forme d'instruction et d'éducation industrielle à des personnes triées parmi les ouvriers valides, de soins médicaux et traitements à des pauvres souffrant

(59) Id., p. 746.

de maladies passagères, d'instruction et d'éducation ainsi que d'alimentation à des enfants normaux de pauvres, s'ils sont aménagés par des autorités compétentes, auront pour effet d'augmenter le volume du dividende national.

Tels sont, d'une façon détaillée, les effets, sur le volume du dividende national, du fait de transferts directs obligatoires de revenus des relativement riches aux relativement pauvres.

La conclusion générale que notre auteur tire de l'ensemble de ces analyses subtiles est la suivante :

« Il n'y a guère de doute que l'on pourrait imaginer des plans qui permettraient de faire des transferts impliquant une très grande quantité de ressources avec des résultats avantageux à la production. Puisque la plupart de ces transferts augmenteront également les revenus réels des relativement pauvres, ils doivent contribuer d'une façon tout à fait nette à l'avantage du bien-être économique » (60).

Ajoutons, d'ailleurs, que notre auteur reconnaît explicitement que la misère des individus résultant de l'extrême besoin est infiniment grande, que le bien de l'abolition de l'extrême besoin n'est pas commensurable avec tous les maux qui pourraient résulter d'une diminution du dividende national en conséquence de cette abolition, et il semble être partisan d'une politique de minimum de revenu d'existence, sous forme de minimum objectif de conditions, politique en vertu de laquelle l'Etat se refuse de permettre à aucun citoyen, en aucun cas, de tomber au-dessous de ce minimum.

Quant à la grandeur de ce minimum, selon notre auteur, au-dessus du niveau d'extrême besoin, les augmentations

(60) Id., p. 758.

du revenu impliquant des augmentations limitées de satisfaction, le bien direct résultant de transferts et le mal indirect résultant d'un dividende diminué, sont tous les deux des quantités limitées, de sorte que le bien-être économique serait mieux servi par un minimum porté à un niveau tel que le bien direct résultant du transfert de la Livre marginale aux pauvres, contrebalancerait exactement le mal indirect résultant de la réduction du dividende national en conséquence de ce transfert, et il semble ainsi abandonner la notion objective du bien-être économique dont le critérium est la mesurabilité en monnaie, pour s'attacher à une notion subjective du bien-être économique dont le critérium consisterait en une confrontation vague du bien et du mal.

Il ressort de ce que nous venons d'exposer que, sous un régime de libre concurrence, si l'intérêt personnel ne tend pas à distribuer les facteurs de la production de la société parmi différents emplois et places de manière à porter à son maximum le revenu réel et, partant, le bien-être économique de la société en fonction de ses facteurs de la production, il ne tend pas non plus à distribuer le revenu réel de la société parmi les riches et les pauvres, de façon à porter à son maximum le revenu réel total des pauvres et, partant, le bien-être économique de la société, en fonction de ses facteurs de la production.

Car, si les causes agissant sur l'offre du capital en général et sur l'offre du travail en général, ainsi que les inventions et les perfectionnements dans les méthodes ou procédés de fabrication, agissent d'une façon concordante, harmonieuse, sur le revenu réel de la société et sur le revenu réel total des pauvres, cependant, on peut augmen-

ter, par une politique de minimum salaire d'existence à l'ouvrier moyen de bas degré, et par une politique de transferts directs obligatoires de revenus des relativement riches aux relativement pauvres, le revenu réel total des pauvres sans diminuer le revenu réel de la société, en agissant sur la capacité industrielle des pauvres et sur la technique des employeurs.

Telle est, dans ses lignes essentielles, la théorie de la distribution du dividende national dans l'œuvre du Prof. Pigou, théorie qui, avec la théorie de la distribution des ressources que nous avons exposée dans le chapitre précédent, constituent la théorie du bien-être économique de notre auteur.

CHAPITRE IV

Des critiques

Nous venons d'exposer la théorie du bien-être économique du Prof. Pigou et nous avons vu que, selon cette théorie, le but que contrôle l'Economique, l'idéal auquel elle vise, est de porter à son maximum le bien-être de la société en fonction de ses ressources productives, que le libre jeu de l'intérêt personnel ne réalise pas cet idéal ; car, le bien-être économique — partie mesurable du bien-être total — dépend du volume du dividende national et de la part absolue de dividende national des pauvres et le libre jeu de l'intérêt personnel ne tend à distribuer, ni les ressources productives de la société, parmi différents emplois et places, de manière à porter à son maximum le volume du dividende national, ni le dividende national, parmi les riches et les pauvres, de manière à porter à son maximum la part absolue du dividende national des pauvres, et qu'il est possible à l'Etat d'augmenter, aussi bien le volume du dividende national que la part absolue de dividende national des pauvres, en intervenant par certains actes spécifiques dans la distribution naturelle des ressources productives, parmi différents emplois et places, et du dividende national, parmi les riches et les pauvres.

Pour compléter cet exposé, il ne nous reste plus qu'à présenter les diverses critiques que suscite cette théorie.

Ces critiques, nous les grouperons de la façon suivante :

1° Les critiques visant les deux notions qui sont fondamentales dans l'œuvre du Prof. Pigou — à savoir : Le bien-être économique et le dividende national — ainsi que les relations que notre auteur essaie d'établir entre elles ;

2° Les critiques adressées à l'application même qu'il fait de la technique marginale.

Dans un premier paragraphe, nous examinerons les objections qu'ont soulevées les notions, l'étude des critiques que suggère l'application de la technique marginale, faisant l'objet du paragraphe 2.

I. — De la critique des notions

Les critiques visant les notions dont se sert le Prof. Pigou pour résoudre le problème du maximum de bien-être en fonction des ressources productives, peuvent à leur tour être groupées de la façon suivante :

A. — Les critiques adressées à la notion du bien-être économique.

B. — Les critiques qui visent la notion du dividende national.

C. — Les critiques suscitées par les relations que notre auteur établit entre ces deux notions.

A. — DE LA CRITIQUE DE LA NOTION DU BIEN-ÊTRE ÉCONOMIQUE

Si l'idéal impliqué dans l'œuvre du Prof. Pigou est de porter à son maximum le bien-être de la société en fonc-

tion de ses ressources productives, cependant comme nous l'avons vu l'importance des problèmes du bien-être, ainsi que le souci de mesure, d'une façon plus exacte, le souci d'objectivité, oblige notre auteur à limiter ses recherches à cette partie du bien-être social qui peut être mise en relation avec l'étalon monétaire, partie qu'il appelle : « Bien-être économique » et qui la distingue, qui la sépare, du bien-être « non-économique », de la partie du bien-être social qui échappe à la mesure monétaire.

Le bien-être économique lui-même se réduit dans l'œuvre du Prof. Pigou, à une balance de satisfactions et de dissatisfactions, mesurables en monnaie, à une balance de satisfactions et dissatisfactions qu'impliquent respectivement l'emploi et la production du dividende national, du flux annuel de services objectifs mesurables en monnaie, tel qu'il est augmenté par le revenu tiré de l'étranger (1).

Or, non seulement la ligne de démarcation ainsi tracée entre le bien-être économique et le bien-être non économique en se servant de l'étalon monétaire, est vague — puisque le bien-être économique est lié au flux annuel des services objectifs mesurables en monnaie, et que la détermination de ces services offre de sérieuses difficultés — mais encore l'étalon monétaire, d'une façon plus précise la valeur d'échange, ne mesure que l'importance du désir, tandis que le bien-être économique est une question de satisfactions et dissatisfactions.

La valeur d'échange ne peut mesurer le bien-être économique que si l'importance du désir que l'on éprouve pour quelque bien ou service, est quantitativement lié à l'importance de la satisfaction que procurerait l'obtention de ce bien ou service.

(1) V. *supra.*, p. 12.

Or, il y a nombre de motifs pour le scepticisme à cet égard.

Le Prof. Pigou lui-même reconnaît la réalité et l'importance théorique des discordances entre les désirs et les satisfactions, mais il nie leur importance pratique en supposant que la plupart des marchandises qui sont demandées pour l'usage personnel seront désirées comme un moyen de satisfaction, et par conséquent avec des intensités proportionnelles aux satisfactions que l'on espère qu'elles donneront (2).

Par cette supposition, la théorie du bien-être économique du Prof. Pigou semble s'écarter de la réalité; l'ignorance souvent constatée chez les acheteurs du degré de convenance pour leurs buts projetés, des marchandises qu'ils achètent, la pratique assez fréquente des fraudes, des ruses des dénaturations de la part des vendeurs et l'importance des mesures législatives visant à les réprimer, en étant la meilleure preuve (3).

D'ailleurs, même si la valeur d'échange mesurait les satisfactions, elle ne mesurerait que les satisfactions présentes, les satisfactions futures lui échappant totalement.

Car, pour que la valeur d'échange mesure les satisfactions, il faut que les mêmes quantités de satisfactions soient désirées avec la même intensité.

Or, les mêmes quantités de satisfactions sont désirées avec différentes intensités, selon qu'elles sont présentes ou futures.

D'une façon générale on préfère les satisfactions présen-

(2) V. supra., p. 14.

(3) Pour ces critiques, nous sommes particulièrement redevable à l'article de M. J. VINER : *The utility concept in value theory and its critics*, *Journ. of Pol., Ec.* 1925, vol. 32, p. 369 ; V. aussi R. G. HAWTARY, *The economic problem*, p. 184 ; BENHAM, *Economic Welfare*, *Ec.* 1930, vol. 10, p. 173.

tes d'une grandeur donnée, aux satisfactions futures de la même grandeur.

On déprécie les satisfactions futures.

Le Prof. Pigou reconnaît la réalité des discordances entre les désirs et les satisfactions, par conséquent, l'inaptitude de la valeur d'échange à mesurer le bien-être économique lorsqu'il s'agit des satisfactions futures, essayant de l'expliquer par la défectuosité de notre faculté télescopique et la durée limitée de notre vie, qui nous font distribuer les ressources dans le temps — entre le présent, le proche futur et le futur éloigné — sur une base de préférence irrationnelle (4).

S'il est irrationnel de préférer une satisfaction présente à une satisfaction future, il n'est pas moins irrationnel de substituer à sa valeur entière une satisfaction future qui est beaucoup trop éloignée dans le temps pour pouvoir être la nôtre, à une satisfaction présente qui est la nôtre.

C'est peut-être là le raisonnement le plus contestable dans la théorie du bien-être économique du Prof. Pigou (5).

Même si la valeur d'échange mesurait la satisfaction, les variations du revenu monétaire ne peuvent pas mesurer les variations du bien-être économique, puisque l'unité monétaire est une mesure qui varie, pour ainsi dire, dans sa longueur, de temps à autre.

Or, le Prof. Pigou essaie d'éliminer les variations annuel-

(4) V. *Economics of Welfare*, p. 24-30. Selon notre auteur, ces discordances entre le désir et la satisfaction agissent au détriment du bien-être économique en arrêtant la création du nouveau capital, et en incitant les individus à utiliser le capital existant, de manière à sacrifier les avantages futurs plus grands à des avantages présents moindres, et on peut atténuer dans une certaine mesure l'influence sur le bien-être économique de cette double action, par des taxes différenciant en faveur de l'épargne et par l'intervention de l'Etat sous forme législative visant à protéger les intérêts des générations futures, contre les effets des préférences irrationnelles des générations actuelles.

(5) V., dans le même sens, F. H. KNIGHT, *Economics at its best*, Am. Ec. Rev., 1926, vol. 16, pp. 51-59.

les dans la longueur de l'unité monétaire, en se servant d'un nombre indice idéal, de sorte qu'il ne reste en fait, comme la mesure des variations du bien-être économique, que les variations du revenu réel, du flux annuel de biens et services — l'addition de divers éléments hétérogènes du revenu réel de la société, étant faite en terme de leurs prix relatifs — que les variations de la somme des valeurs d'échange, en quelque sorte pures (6).

Or, non seulement la construction d'un nombre indice idéal se heurte à des difficultés insurmontables (7), mais encore même si on parvenait à éliminer les variations annuelles dans la longueur de l'unité monétaire de manière à obtenir la somme des valeurs d'échange pures, les variations de la somme des valeurs d'échange pures ne peuvent pas mesurer celles du bien-être économique, puisque la valeur d'échange ne mesure que l'importance marginale des biens et services, tandis que le bien-être économique est une question de satisfactions totales et que la valeur d'échange diminue à mesure que la satisfaction totale approche de son maximum.

Bien que le Prof. Pigou essaie de tenir compte des variations dans l'importance totale des biens et services constituant le revenu réel de la société, en se servant d'un dénominateur commun, il n'arrive à tenir compte que des variations relatives dans leur importance totale, mais il ne parvient pas à tenir compte des variations absolues dans leur importance totale, occasionnées par des changements dans l'attitude des individus pour le revenu matériel, par suite des progrès de l'éducation, de l'hygiène, etc...

(6) V. supra. p. 17.

(7) Pour les difficultés auxquelles se heurte l'établissement d'un pareil nombre indice idéal, et pour la mesure dans laquelle il est réalisable, V. *Economics of Welfare*, p. 69-81.

V. aussi A. AFTALION, *Cours de statistique*.

ainsi que par les changements dans la distribution relative du revenu réel, parmi différentes classes de la société.

La théorie du bien-être économique du Prof. Pigou en supposant les goûts des individus, et la distribution du pouvoir d'achat rester constants, ne fait que négliger ces variations, de façon à s'écarter de la réalité.

Les variations du revenu réel, exprimées en valeur d'échange pure, ne pouvant pas refléter les variations du bien-être économique déterminées par les satisfactions et les dissatisfactions résultant des procédés de la production, ne peuvent donner qu'une image trop imparfaite de la réalité.

Une augmentation du revenu réel résultant d'une augmentation de la journée de travail, peut bien signifier une diminution du bien-être économique.

Un flux constant de revenu réel, s'il est accompagné par une diminution de la peine de la production et par une augmentation de la quantité de satisfaction retirée de l'effort productif, indépendamment de ses produits matériels, n'est pas incompatible avec une augmentation du bien-être économique.

Bien que le Prof. Pigou reconnaisse la validité de ces objections, il semble pourtant se sentir obligé de nier leur importance pour pouvoir construire sa théorie du bien-être économique.

Notre auteur lui-même, semble d'ailleurs reconnaître implicitement l'inaptitude sinon totale, du moins partielle à mesurer le bien-être économique des variations du revenu réel exprimées en valeur d'échange pure, puisque, comme nous l'avons déjà vu, lorsqu'il envisage la politique de minimum de revenu réel, il reconnaît l'incommensurabilité du bien résultant de l'extrême besoin, avec le mal pouvant

résulter d'une diminution possible du dividende national, en conséquence de cette abolition, et il abandonne l'étalon monétaire comme critérium du bien-être économique (8).

Même si les variations du revenu réel, exprimées en valeur d'échange pure, mesuraient celles du bien-être économique, les variations du bien-être économique n'impliqueraient pas nécessairement les variations, dans la même direction, du bien-être total : But de l'Economique.

Car, une cause qui agit dans un sens sur le bien-être économique peut agir en sens inverse sur le bien-être non-économique, de façon à annihiler son effet sur le bien-être total, de façon donc à invalider les conclusions de l'Economique relatives au bien-être.

Ainsi si les biens économiques devenaient des biens libres, en conséquence d'une plus grande abondance, la somme des valeurs d'échange pures ayant diminué, nous conclurions par là, que le bien-être économique, et partant le bien-être total, a diminué; tandis qu'en réalité le bien-être total a augmenté, puisque l'obtention des mêmes biens n'implique plus les dissatisfactions qu'elle impliquait avant.

Inversement, si des biens libres devenaient des biens économiques, en conséquence d'une plus grande rareté, la somme des valeurs d'échange pures ayant augmenté, nous conclurions par là, que le bien-être économique, et partant le bien-être total a augmenté; tandis qu'en réalité le bien-être total a diminué, puisque l'obtention des mêmes biens implique des dissatisfactions qu'elle n'impliquait pas avant.

« Les seuls aspects de la vie consciente, écrit le Prof. Pigou, qui en général peuvent être mis en relation avec une mesure monétaire, et qui, par conséquent, sont compris dans le bien-être économique, sont un certain groupe

(8) V. *supra*. p. 106.

limité de satisfactions et de dissatisfactions. Mais la vie consciente est un complexe de beaucoup d'éléments et comprend, non seulement ces satisfactions et dissatisfactions, mais aussi d'autres satisfactions et dissatisfactions...

Les causes ambiantes ayant pour effet de modifier les satisfactions économiques, peuvent par conséquent modifier, soit dans le même acte, soit comme sa conséquence, quelques-uns de ces autres éléments » (9).

Si le Prof. Pigou reconnaît ainsi la possibilité de conflits, de divergences, entre les effets des causes économiques sur le bien-être économique et sur le bien-être total — divergences qui sont de nature à invalider les conclusions de l'Economie, relatives au bien-être — toutefois il semble nier l'importance de ces divergences, essayant de tourner la difficulté en s'appuyant sur une présomption, sur une « probabilité non vérifiée ».

« Toute déduction rigide des effets sur le bien-être économique, aux effets sur le bien-être total », écrit-il, « est en dehors de la question. Dans certains domaines la divergence entre les deux effets sera insignifiante, mais dans d'autres, très importante. Je soutiens cependant qu'en l'absence de connaissance spéciale, il y a place pour un jugement de probabilité.

Quand on a constaté l'effet de quelque cause sur le bien-être économique, on peut considérer cet effet comme probablement équivalent dans sa direction, bien que non dans sa grandeur, à l'effet sur le bien-être total, à moins qu'il n'y ait une preuve spécifique contre; et quand on a constaté que l'effet d'une cause sur le bien-être économique est plus favorable que celui d'une autre cause, on peut en

(9) *Economics of Welfare*, p. 14.

conclure que l'effet de cette cause sur le bien-être total est probablement plus favorable.

Bref, il y a une présomption — ce que Edgeworth appelle une « probabilité non vérifiée » — que les conclusions qualitatives, relatives à l'effet d'une cause économique sur le bien-être économique, seront valables aussi pour l'effet sur le bien-être total » (10).

Si le Prof. Pigou, s'appuyant ainsi sur une présomption, sur une probabilité non vérifiée, soutient la validité des conclusions qualitatives, relatives à l'effet sur le bien-être économique, pour l'effet sur le bien-être total, cette probabilité semble être trop fragile pour pouvoir supporter le poids d'une politique d'intervention, dans la distribution naturelle des ressources productives, parmi différents emplois et places, et du revenu réel parmi les riches et les pauvres visant à augmenter le bien-être de la société, à ajuster le réel à l'idéal.

Pour que l'Economie puisse servir de base sûre à un art visant à favoriser, à accroître le bien-être de la société, ses conclusions qualitatives, relatives au bien-être total, semblent avoir besoin de s'appuyer sur quelque chose de plus solide qu'une simple présomption (11).

Telles sont les critiques justifiées auxquelles nous semble s'exposer la notion du bien-être économique, telle qu'elle est définie par le Prof. Pigou.

B. — DE LA CRITIQUE DE LA NOTION DU DIVIDENDE NATIONAL

Si la délimitation et la mesurabilité du bien-être économique, en se servant de l'étalon monétaire, s'exposent ainsi

(10) Id., p. 20.

(11) Cf. HOBSON, *Néo-classical economics in Great Britain* Pol. Sci. Quart. 1925, vol. 40, p. 346.

à des critiques justifiées, la notion du dividende national telle qu'elle est définie par notre auteur, ne manque pas non plus, de soulever de sérieuses objections.

D'abord, l'emploi du terme : Dividende national, est inconsistent.

Car, comme nous l'avons déjà vu, si le dividende national, dans l'œuvre du Prof. Pigou, se réduit au flux annuel de services objectifs mesurables en monnaie, tel qu'il est augmenté par le revenu tiré de l'étranger, cependant l'emploi exclusif de la valeur d'échange effective, comme critérium du dividende national, de façon à n'inclure dans le dividende national que les biens et services qui sont, en fait, vendus contre de la monnaie, conduisant à des paradoxes violents, notre auteur essaie de tourner la difficulté en recourant à un compromis et en incluant dans le dividende national les services des maisons habitées par leurs propriétaires.

Or, non seulement ce compromis ne permet pas de résoudre ces paradoxes, mais encore, même avec un tel compromis, notre auteur ne parvenant pas à saisir la réalité, se sent obligé d'abandonner la valeur d'échange comme critérium du dividende national, et à y inclure le flux total des biens et services produits dans l'année (12).

Ensuite, la notion du dividende national telle qu'elle est conçue par le Prof. Pigou semble particulièrement confuse lorsqu'il s'agit de mettre en rapport la valeur du dividende national évalué de façon à éviter les doubles emplois et à maintenir le capital intact, et le revenu monétaire de la société.

Car, ainsi que nous l'avons vu, pour que le revenu monétaire de la société s'approche de la valeur du dividende

(12) V. *supra*. p. 10.

national, il y a lieu d'en exclure certains revenus monétaires, et d'y inclure certains autres. Or, dans ce calcul, l'existence des revenus provenant des droits de douane, des accises, d'une façon plus générale, des impôts indirects, offre de sérieuses difficultés puisque ces impôts pouvant déterminer des hausses dans les prix des marchandises imposées et des diminutions dans leur production, on ne peut inclure qu'en partie les revenus provenant de ces impôts, dans le revenu monétaire de la société.

Or, il est sinon impossible, du moins très difficile de déterminer cette partie, puisqu'il est impossible de déterminer exactement dans quelle mesure ces impôts agissent sur les prix et la production.

Ce calcul présente pourtant une grande importance dans la théorie du bien-être économique du Prof. Pigou, puisque c'est en se servant du revenu monétaire que notre auteur essaie d'éliminer les fluctuations annuelles dans la valeur d'échange, imputables aux variations quantitatives de la monnaie, pour obtenir la somme des valeurs d'échange pures dont les variations mesurent, reflètent celles du bien-être économique (13).

Enfin, la notion du dividende national, telle qu'elle est conçue par notre auteur, semble dangereuse.

Car le Prof. Pigou envisage l'Economie au point de vue de la nation et se sert de la valeur d'échange comme critérium du dividende national.

Or, dans l'économie nationale, les soldats, les canons, jouent le même rôle que les agents de police, les armuriers, dans l'économie individuelle.

En additionnant les revenus des individus, pour arriver au dividende national, on n'exclut pas les revenus des

(13) V. supra. p. 12, note 21.

agents, des armuriers; ces personnes rendent des services qui rentrent dans le dividende national.

Or, le Prof. Pigou n'excluant pas les revenus monétaires des soldats, des fabricants de canons, dans le calcul du revenu monétaire, les services que ces personnes rendent rentrent donc dans le dividende national, de sorte que sa conception telle quelle, conduirait logiquement à considérer la guerre comme une industrie productive.

Telles sont les principales objections soulevées par la notion du dividende national, telle qu'on la trouve dans l'œuvre de notre auteur (14).

C. — DE LA CRITIQUE DES RAPPORTS DE DÉPENDANCE ENTRE LE BIEN-ÊTRE ÉCONOMIQUE ET LE DIVIDENDE NATIONAL

Si les notions du bien-être économique et du dividende national s'exposent ainsi à des critiques justifiées, les rapports de dépendance dont le Prof. Pigou soutient l'existence entre ces deux notions, ne manquent pas non plus de soulever certaines objections qu'il n'est pas sans intérêt de souligner en y joignant les arguments dont se sert notre auteur pour les réfuter.

D'abord, les variations du revenu réel ne peuvent pas déterminer des variations durables dans le bien-être économique, une augmentation du revenu réel dont jouit un groupe en augmentant le nombre de ce groupe, jusqu'à ce que le revenu réel par tête soit de nouveau réduit à son ancien taux ; objection qui trouve d'ailleurs son expression classique dans la « loi d'airain » des salaires.

« Pourvu que la famille ouvrière moyenne », écrit le Prof. Pigou, « atteigne dans la durée intégrale de la vie quelque surplus de satisfaction sur la dissatisfaction, une

(1) Voir p. 122.

augmentation de nombre implique en elle-même une addition au bien-être économique » (15) et s'appuyant sur les recherches du Prof. Brentano et de ses disciples — recherches selon lesquelles, si l'effet direct et immédiat de l'accroissement de la prospérité matérielle dans une classe de la société est d'augmenter le nombre des mariages et, par conséquent, le taux de natalité dans cette classe, toutefois l'accroissement de la prospérité y amènera à la longue le développement d'un niveau spirituel et culturel plus élevé par lequel s'exercera plus de prévoyance concernant les enfants et surgiront plus de satisfactions rivales de celle d'avoir des enfants, de sorte qu'une augmentation dans le revenu réel d'une classe conduira vraisemblablement à la longue, plutôt à une diminution qu'à une augmentation du taux de natalité, et partant du nombre de cette classe (16), — il soutient que l'augmentation du revenu réel d'une classe de la société peut déterminer une augmentation durable dans le bien-être économique de cette classe, parce que bien que le résultat direct et immédiat de l'augmentation du revenu réel d'une classe soit probablement une augmentation du nombre de cette classe, toutefois cette augmentation n'ira pas jusqu'à réduire le revenu réel, par tête de cette classe, à son ancien taux (17).

Ensuite, les variations du revenu réel, objecte-t-on, ne peuvent pas déterminer des variations durables dans le bien-être économique, car toute forme de bien-être dépend des forces générales gouvernant la sélection biologique; tandis que les changements économiques tels que les chan-

(14) Cette critique et la précédente ont été formulées par le Prof. E. CANNAN, *Economics of Welfare*, Ec. Journ., 1921, p. 208-213. Voir p. 121.

(15) *Economics of Welfare*, p. 99.

(16) Id., p. 100-103.

(17) Id., p. 110-117.

gements dans le volume ou dans la distribution du revenu réel n'affectent que le milieu.

Or, les conditions du milieu, bien qu'elles puissent influencer les personnes qui y sont immédiatement soumises, ces conditions étant incapables d'influencer les caractères innés, les propriétés génotypiques des générations futures ne pourront produire aucun résultat durable, parce qu'il n'y a que les caractères innés, les propriétés génotypiques qui sont transmissibles par hérédité, les caractères acquis par l'individu sous l'influence des conditions ambiantes ne sont pas transmissibles par hérédité, ils ne peuvent pas être incorporés au patrimoine héréditaire (18).

« Le milieu d'une génération, écrit le Prof. Pigou, peut produire un résultat durable, parce qu'il peut affecter le milieu des générations futures. Bref, les milieux, aussi bien que les individus, ont des enfants. Bien que l'éducation, etc..., ne puisse influencer les nouveau-nés dans le monde physique, elle peut les influencer dans le monde des idées; et les idées une fois produites ou acceptées par une génération particulière... peuvent, non seulement remodeler par sa base même le milieu dont jouiront les générations futures, mais encore frayer le chemin à de nouveaux progrès... De cette façon, un changement permanent ou plutôt progressif du milieu est amené, et puisqu'il est admis que le milieu est capable d'exercer une influence importante sur des personnes qui y sont soumises actuellement, un tel changement peut produire des effets durables » (19).

Enfin, une dernière objection :

Même si les variations de revenu réel déterminaient des

(18) Sur la base scientifique de la non-hérédité des caractères acquis, V. M. CAULLERY, *Les conceptions modernes de l'hérédité*, Paris, 1935.

(19) *Economics of Welfare*, p. 113-114.

variations dans le bien-être économique, ce ne serait qu'au détriment de la nation, car l'augmentation du revenu réel de la société en arrêtant le libre jeu de la sélection naturelle, en permettant de vivre à des enfants débiles, et l'augmentation du revenu réel des pauvres en différenciant en faveur des souches inférieures, conduiraient à la faiblesse nationale.

« Premièrement, d'après l'opinion biologique la plus récente, écrit le Prof. Pigou, la survivance des enfants débiles, si leur débilité est, pour ainsi dire, accidentelle et non due à une tare héréditaire, n'est pas finalement nuisible à la souche parce que les enfants de ces enfants débiles seront très probablement forts. Deuxièmement, la débilité dans l'enfance n'est pas nécessairement un bon indice de la faiblesse innée constitutionnelle... Si la richesse accrue écarte les influences qui contribuent à l'élimination de l'incapable, elle écarte aussi les influences qui contribuent à l'affaiblissement du capable. L'effet total de cette double action peut être plutôt avantageux que préjudiciable » (20). Quant à la revendication selon laquelle l'augmentation du revenu réel des pauvres constituerait un danger pour la force nationale en modifiant la proportion dans laquelle naissent respectivement les générations futures de bonnes et de mauvaises souches, c'est-à-dire des classes riches et des classes pauvres, notre auteur s'appuyant sur les recherches du Prof. Brentano dont nous venons de parler, soutient que la proportion des enfants nés de mauvaises souches, de souches inférieures, doit plutôt diminuer qu'augmenter, en conséquence d'une augmentation dans le revenu réel des pauvres, puisque, suivant ces recherches, l'accroissement de la prospérité matérielle dans une classe de la

(20) Id., p. 117-118.

société tend plutôt à diminuer qu'à augmenter la natalité dans cette classe et que cette tendance n'est pas contre-balancée par une diminution dans la mortalité infantile (21).

Telles sont les objections que soulèvent les rapports de dépendance dont notre auteur soutient l'existence entre le bien-être économique et le dividende national et les arguments dont il se sert pour les réfuter.

Quelques subtils que soient ces arguments, soulignons toutefois que les recherches du Prof. Brentano sur lesquelles s'appuie le Prof. Pigou ont été l'objet de très vives critiques (22).

II. — De la critique de la technique

Si les notions qui sont à la base du système du Prof. Pigou suscitent ainsi de très vives critiques, la technique dont se sert notre auteur, avec une subtilité d'ailleurs remarquable, soit pour démontrer l'impuissance du libre jeu de l'intérêt personnel à réaliser l'idéal auquel vise son système, soit pour déterminer les possibilités et les limites de l'intervention de l'Etat dans le processus économique normal pour ajuster le réel à l'idéal, elle ne nous semble pas très appropriée à l'Economie du bien-être.

Selon la théorie du bien-être économique du Prof. Pigou, le bien-être économique d'une société consistant en la balance de satisfactions tirées de l'emploi du dividende national et de dissatisfactions impliquées dans sa production, dépend du volume ainsi que de la distribution du dividende national, du revenu réel de la société

(21) Id., p. 117-122.

(22) V. A. YOUNG, PIGOU'S, *Wealth and Welfare*, Quart. Journ. of Ec. 1913, vol. 27, p. 674 et la note.

Or, le Prof. Pigou pour démontrer l'impuissance du libre jeu de l'intérêt personnel à réaliser l'idéal auquel vise son système ainsi que pour déterminer les possibilités et les limites de l'intervention de l'Etat dans le processus économique normal pour ajuster le réel à l'idéal, se pose d'abord le problème du volume du dividende national sous forme d'un problème de distribution des ressources productives, des facteurs de la production de la société — terre, travail, capital — essayant de démontrer, en se servant du principe de l'égalité des valeurs des produits nets marginaux sociaux, l'impuissance du libre jeu de l'intérêt personnel à porter à son maximum le volume du dividende national, la somme des valeurs d'échange, et partant la somme des satisfactions économiques, en fonction des ressources productives, des facteurs de la production de la société, et la possibilité d'augmenter le volume du dividende national, la somme des valeurs d'échange, en intervenant dans le processus économique normal par certains actes spécifiques d'ordre législatif ou fiscal, tels que : lois, primes et impôts. Ce problème une fois résolu, notre auteur se pose celui de la distribution du dividende national parmi les riches et les pauvres, essayant de démontrer l'impuissance du libre jeu de l'intérêt personnel à distribuer le dividende national parmi les riches et les pauvres de façon à porter à son maximum la part absolue de dividende national des pauvres, et partant le bien-être économique de la société, en fonction de ses ressources productives en faisant voir, d'une part, sinon l'impossibilité, du moins l'insignifiance des discordances entre les variations du volume du dividende national et celles de la part absolue de dividende national, du revenu réel total des pauvres, sans diminuer le volume du dividende national, la somme des valeurs d'échange, par

une politique rationnelle de hauts salaires et de transferts directs obligatoires de revenus des riches aux pauvres, de façon à augmenter la somme des satisfactions économiques, et partant, le bien-être total de la société.

Or, cette façon de traiter séparément les problèmes de bien-être soulevés par les variations du volume et de la distribution du dividende national, du revenu réel, ne reflétant pas d'une façon précise l'action réciproque de la production et de la distribution du dividende national, du revenu réel, ne nous met pas à même de saisir la réalité de façon à pouvoir justifier la politique d'intervention que soutient la théorie du bien-être économique du Prof. Pigou.

Même si on admettait la difficulté de trouver une méthode d'exposé plus satisfaisante — car tel est le motif allégué par notre auteur (23) — la pierre angulaire de la théorie du bien-être économique du Prof. Pigou, le principe de l'égalité dans les valeurs des produits nets marginaux sociaux, d'une très grande valeur théorique en tant que principe de maximum de valeur d'échange — puisqu'il nous permet de mieux saisir la portée du conflit entre l'intérêt pécuniaire privé et social en systématisant les cas de conflits, de divergences, entre ces deux intérêts — il nous semble défectueux dans son application et dangereux dans son implication logique, en tant que principe de maximum de bien-être économique.

Car ainsi que nous l'avons déjà vu, selon notre auteur, si le libre jeu de l'intérêt personnel ne porte pas à son maximum le volume du dividende national, la somme des valeurs d'échange, en fonction des facteurs de la production de la société, c'est parce que les entrepreneurs, les personnes qui entreprennent le risque d'investissement des facteurs de la

(23) *Economics of Welfare*, p. 123.

production ne s'intéressant qu'à la productivité spécifique en valeur privée de ces facteurs, le libre jeu de l'intérêt personnel ne tend qu'à distribuer les facteurs de la production de la société, parmi différents emplois et places, de façon à égaliser les valeurs des produits nets marginaux privés, tandis que l'idéal serait de les distribuer parmi différents emplois et places, de façon à égaliser les valeurs des produits nets marginaux sociaux, puisque c'est cette distribution qui porterait à son maximum le volume du dividende national, la somme des valeurs d'échange et partant, — si les différences dans l'utilité marginale de la monnaie pour différentes personnes, n'existaient pas — la somme du bien-être économique. Or, supposons que par les moyens indiqués par notre auteur, les facteurs de la production de la société soient distribués parmi différents emplois et places, de façon à égaliser les valeurs des produits nets marginaux sociaux, et que chaque agent de la production soit rémunéré suivant sa productivité spécifique en valeur sociale (24). Dans ce cas, s'il est exact de dire que le volume du dividende national, la somme des valeurs d'échange, est porté à son maximum, il serait cependant inexact de soutenir que le bien-être économique de la société est porté à son maximum.

Car le bien-être d'une société consistant en la balance de satisfactions tirée de l'emploi du dividende national et de dissatisfactions impliquées dans sa production, le principe de l'égalité dans les valeurs des produits nets marginaux sociaux impliquerait également la balance des satisfactions et des dissatisfactions, s'il n'y avait qu'une seule source de

(24) Cf. A. AFTALION, *Les trois notions de la productivité et les revenus*, Rev. d'Ec. Pol., 1911, vol. 25, p. 145 ; R. von STRIGL, *Einführung in die Grundlagen der Nationalökonomie*, Vienne, 1937, p. 54-60.

revenu : Le travail librement choisi. Alors le salaire se fixant au point où il y a égalité entre le fait matériel : productivité marginale, et le fait psychique : La peine du travail, la quantité de satisfaction que procure le salaire, équilibrerait la quantité de dissatisfactions qu'implique le travail, et, il n'y aurait pas de place pour une politique d'intervention de l'Etat dans la distribution naturelle du dividende national visant à augmenter la somme des satisfactions de la société par un transfert de pouvoir d'achat réel des riches aux pauvres, les grands revenus impliquant de grandes peines, et cela en vertu même du principe de l'utilité décroissante et de la peine croissante, de sorte que le principe de l'égalité dans les valeurs des produits nets marginaux sociaux, principe de maximum de valeur d'échange, serait également le principe de maximum de bien-être économique, pourvu que l'on accepte la valeur d'échange comme une mesure de satisfactions et de dissatisfactions.

Par sa façon de traiter le capital qui consiste à voir dans le capital une combinaison, dans diverses proportions, de deux facteurs, c'est-à-dire de l'attente — dans le sens : « ajourner la consommation dont on a le droit de jouir immédiatement » — et de la charge d'incertitude (25), le Prof. Pigou semble également supposer la balance des satisfactions tirées de l'emploi du dividende national et des dissatisfactions impliquées dans sa production, en ce qui concerne le revenu du capital, la quantité de satisfactions que procure le revenu provenant du capital, équilibrant la quantité de dissatisfactions qu'impliquent l'attente et la charge d'incertitude que comporte l'investissement du capital dans la production, de sorte que le principe de l'égalité dans les

(25) Id., p. 161, note, p. 771-781. Pour la critique de ce point de vue, v. E. VON BOHM-BAWERE, *Histoire critique des théories de l'intérêt du capital*, trad. franç., 1902, vol. I, p. 344-374, vol. II, p. 200-230.

valeurs des produits nets marginaux sociaux, principe de maximum de valeur d'échange, devient aussi un principe de maximum de satisfactions en ce qui concerne le revenu du capital, excluant ainsi la politique d'intervention de l'Etat dans la distribution naturelle du dividende national visant à augmenter la somme des satisfactions de la société par un transfert de pouvoir d'achat réel des riches aux pauvres, pour les mêmes raisons que nous venons d'alléguer.

Or, si on soutient que les satisfactions tirées de l'emploi du dividende national contrebalancent, équilibrent les dissatisfactions impliquées dans sa production, en ce qui concerne les revenus du travail et du capital, lorsque l'égalité dans les valeurs des produits nets marginaux sociaux est atteinte, il ne reste que la rente attaquable par une politique de transfert de revenus visant à augmenter le pouvoir d'achat réel total des pauvres au détriment de celui des riches, de façon à augmenter la somme de bien-être économique de la société, puisque ce ne sont que les satisfactions tirées de l'emploi du dividende national procurées par la rente qui n'implique aucune dissatisfaction équivalente, étant donné que la rente ne rentre pas dans le coût de production de la société (26).

La théorie du bien-être économique du Prof. Pigou, par l'idéal qu'elle implique, et par le critérium dont elle se sert pour mesurer le bien-être économique, nous conduirait ainsi à une politique de confiscation et de redistribution de la rente, puisque les satisfactions tirées de l'emploi du dividende national et les dissatisfactions impliquées dans sa

(26) Cf. J.-B. CLARKE, *Principes d'Economie*, trad. franç., 1911, p. 145-159 ; A. MARSHALL, *Principes d'Economie politique*, trad. franç., 1909, vol. II, p. 107-125 ; V. PARETO, *Manuel d'Economie politique*, trad. franç., 2^e édit., 1927, p. 338-342.

production s'équilibrant en ce qui concerne les revenus autres que la rente, le bien-être économique de la société ne serait porté à son maximum que lorsque la rente, dont l'acquisition n'a coûté aucune dissatisfaction, serait confisquée — sinon totalement, du moins dans la mesure où cette confiscation ne conduirait pas à une diminution du dividende national — et redistribuée de façon à satisfaire les besoins plus intenses au détriment de ceux moins intenses, de façon à augmenter la somme du revenu réel disponible pour les pauvres.

S'appuyant sur le même raisonnement, on pourrait également soutenir que la théorie du bien-être économique du Prof. Pigou nous conduirait à la confiscation de tous les revenus participant de la nature de la rente, ainsi qu'à l'abolition de l'héritage — dans la mesure, bien entendu, où cette politique ne diminuerait pas le volume du dividende national — puisque ces revenus ainsi que ceux provenant des biens transmis par héritage, ne représentent, pour celui qui les reçoit, que de pures satisfactions et que l'on peut augmenter le bien-être économique de la société par des transferts aux pauvres de quelque partie de ce revenu, puisque ces transferts permettront de satisfaire aux besoins plus intenses au détriment de ceux moins intenses.

La confiscation de la rente et des revenus participant de la nature de la rente, ainsi que l'abolition de l'héritage et le transfert des revenus ainsi obtenus aux pauvres, dans la mesure où cette politique ne conduirait pas à une diminution du volume du dividende national, telles semblent être les implications logiques de la théorie du bien-être économique du Prof. Pigou.

Si le principe de l'égalité dans les valeurs des produits nets marginaux sociaux est ainsi dangereux dans son im-

plication logique en tant que principe de maximum de bien-être économique, au même titre il est également défectueux dans son application.

Car notre auteur, lorsqu'il envisage la distribution du revenu réel parmi les riches et les pauvres, non seulement ne se pose pas la question de la confiscation et de la redistribution de la rente pour pouvoir déterminer la mesure dans laquelle une telle politique serait réalisable sans qu'elle conduise à une diminution du revenu réel de la société, mais encore en soutenant la possibilité d'augmenter le bien-être économique d'une société en levant des impôts progressifs très élevés établis suivant le principe de minimum sacrifice total sur des grands revenus provenant du travail et du capital, et en transférant aux pauvres les sommes ainsi obtenues par des transferts différenciant contre la paresse et la prodigalité ou bien par certains genres de transferts neutres en nature, de façon à augmenter leur revenu réel total, il semble compromettre les postulats de sa théorie, il semble se contredire ; puisque, quelle que soit la grandeur du revenu, la satisfaction que procure chaque unité de revenu autre que la rente équilibrant la dissatisfaction qu'implique sa production, son acquisition, il serait impossible de dissocier les satisfactions et les dissatisfactions des unités de revenus autres que la rente, de façon à soutenir, en s'appuyant sur la loi de l'utilité décroissante, que le gain de bien-être économique des pauvres serait plus grand que la perte de bien-être économique des riches, lorsqu'on parviendrait à transférer aux pauvres une partie du revenu réel des riches, sans diminuer le revenu réel de la société.

Par contre, la revendication selon laquelle on peut augmenter le bien-être économique de la société, en levant des

droits de succession progressifs très élevés, et en transférant aux pauvres les produits de ces droits sous forme de transferts différenciant contre la paresse et la prodigalité, ou bien de transferts neutres en nature, inconvertibles en monnaie et destinés à satisfaire aux besoins que le bénéficiaire du transfert laisserait non-satisfaits, indépendamment du transfert, si elle est en harmonie avec les postulats de la théorie du bien-être économique du Prof. Pigou, toutefois, l'impression que créent les analyses qui s'y rapportent est trop nébuleuse pour guider l'homme d'Etat.

Si la théorie du bien-être économique du Prof. Pigou est ainsi défectueuse dans sa structure logique, la revendication selon laquelle, sous un régime de libre concurrence, l'intérêt personnel ne tendrait pas à porter à son maximum le volume du dividende national dans les industries obéissant aux lois des rendements non-proportionnels, parce que les produits nets marginaux privés et sociaux divergent dans ces industries, ne nous semble pas justifiée. Car, bien qu'il soit exact de soutenir que si on ajoute une unité de facteur à quelque industrie, l'addition de cette unité peut augmenter ou diminuer le rendement des autres unités du même facteur investies dans les autres firmes de la même industrie, en donnant lieu à des économies ou à des « *dis-economies* » externes, et que dans la mesure où l'addition d'une nouvelle unité à une industrie augmente ou diminue le rendement des autres unités du même facteur investies dans la même industrie — et dans la mesure où ces unités appartiennent à des entrepreneurs autres que celui qui investit cette unité additionnelle — le produit net social et le produit net privé de l'unité ajoutée à l'industrie divergeront, et par conséquent, leurs valeurs aussi ; il est pourtant inexact de soutenir que le libre jeu de l'intérêt per-

sonnel ne porterait pas à son maximum le volume du dividende national dans cette industrie. Car, si par la suite de l'addition d'une unité de facteur à une industrie, le produit net social de cette unité dépasse son produit net privé en augmentant le rendement des autres unités de la même espèce de facteurs employées dans les autres firmes de cette industrie, en donnant lieu à des économies externes, cependant l'écart entre le produit net social et le produit net privé de l'unité ajoutée, vient grossir le produit net privé des autres unités de la même espèce de facteur, employées par les autres firmes de la même industrie, de sorte qu'il augmente le produit net marginal privé de cette espèce de facteur dans cette industrie, puisque chacune de ces unités est une unité marginale, par la raison qu'elles sont interchangeable.

Par conséquent, toutes les fois que l'addition d'une nouvelle unité de facteur à une industrie, augmenterait le rendement des autres unités de la même espèce de facteur, employées dans les autres firmes de cette industrie, par le fait même de cette augmentation, le produit net marginal privé de cette espèce de facteur dans cette industrie serait plus grand que dans d'autres, et partant, la valeur du produit net marginal privé de cette espèce de facteur dans cette industrie dépasserait la valeur du produit net marginal privé de la même espèce de facteur dans d'autres industries.

Or, le libre jeu de l'intérêt personnel tendant à égaliser — dans la mesure où les obstacles au mouvement le permettent — les valeurs des produits nets marginaux privés de diverses espèces de facteurs de la production dans différentes industries, on viendrait investir — dans la mesure où les obstacles au mouvement le permettent — dans notre industrie, jusqu'à ce que la valeur du produit net privé de

la dernière unité de facteur ajoutée à notre industrie, soit égale à la valeur des produits nets marginaux privés de la même espèce de facteur dans d'autres industries.

Mais, tant que l'addition d'une nouvelle unité de facteur augmentera le rendement des autres unités de la même espèce de facteur, employées dans la même industrie, plus que proportionnellement, c'est-à-dire tant que l'écart entre le produit net social et privé de l'unité ajoutée à notre industrie persistera, chaque addition nouvelle d'une unité de facteur augmentera la valeur du produit net marginal privé de la même espèce de facteur dans notre industrie, de sorte qu'on continuera à y investir jusqu'à ce que l'écart entre le produit net social et privé de la dernière unité ajoutée à notre industrie disparaisse et que la valeur du produit net arginal privé de cette espèce de facteur y soit égale, dans la mesure où les obstacles au mouvement le permettent, à la valeur du produit net marginal privé de la même espèce de facteur dans d'autres industries. Par conséquent, bien que l'action de la loi des rendements croissants détermine des divergences entre les valeurs des produits nets marginaux privés et sociaux des facteurs de la production dans les industries obéissant à l'action de cette loi, cependant le libre jeu de l'intérêt personnel tendra à éliminer ces divergences, de façon à porter à son maximum le volume du dividende national.

Par un raisonnement analogue, on pourrait également démontrer que, bien que l'action de la loi des rendements décroissants détermine des divergences entre les valeurs des produits nets marginaux privés et sociaux des facteurs de la production dans des industries obéissant à l'action de cette loi, le libre jeu de l'intérêt personnel tendrait cepen-

dant à éliminer ces divergences, de façon à porter à son maximum le volume du dividende national.

Le libre jeu de l'intérêt personnel tendant ainsi à éliminer les divergences entre les produits nets marginaux privés et sociaux, dans les industries obéissant aux lois des rendements non proportionnels, et à y porter à son maximum le volume du dividende national, la politique d'intervention dans le processus économique normal, sous forme de primes et d'impôts, visant à éliminer les divergences entre les produits nets privés et sociaux — politique qui tient une place importante dans l'œuvre de notre auteur — doit donc recevoir d'importantes restrictions dans son application ; sous un régime de libre concurrence, l'ajustement du réel à l'idéal dans les industries obéissant aux lois des rendements non-proportionnels, se faisant par le jeu même de l'intérêt personnel (27).

Telles sont les critiques que nous suggère la technique telle qu'elle est employée par notre auteur.

(27) Le Prof. Pigou essaie de démontrer la validité de cette revendication — revendication selon laquelle le libre jeu de l'intérêt personnel ne porterait pas à son maximum le volume du dividende national dans les industries obéissant aux lois des rendements non-proportionnels, — sous différentes formes. Dans cette thèse, nous nous sommes contenté d'exposer cette revendication sous sa forme qui nous a semblé essentielle, et de présenter la critique qu'elle nous a suggérée. Pour les autres formes de démonstration de cette revendication, nous renvoyons le lecteur à l'*Economics of Welfare*, p. 215-222 ; 789-807 ; et nous donnons dans la bibliographie, la liste des articles dans lesquels on trouvera les critiques qui s'y rapportent.

CONCLUSION

Nous avons essayé d'exposer aussi fidèlement que possible la partie la plus importante du système du Prof. Pigou : Sa théorie du bien-être économique, de dégager l'originalité qui la caractérise et de présenter les critiques que suggère cette théorie.

Pour compléter cette étude, il ne nous reste plus qu'à balancer les mérites et les démérites de cette théorie et de porter notre jugement sur sa valeur.

La théorie du bien-être économique du Prof. Pigou a deux grands mérites. En faisant du bien-être l'objectif de l'Économique, elle a d'abord celui de vouloir humaniser l'Économique, et partant, de ne pas exposer son auteur à l'accusation de matérialisme, portée quelquefois contre les économistes (1).

Elle a ensuite le mérite de donner une signification pratique à une conception subjective telle que le bien-être, essayant de l'objectiver, de la mesurer en se servant de la monnaie, de la valeur d'échange.

Si tels sont les doubles mérites de la théorie du bien-être économique du Prof. Pigou, toutefois notre auteur ne parvient à les concilier qu'en ayant recours à des compromis, pour ainsi dire, tels que : présomptions, suppositions, identifications.

S'il n'y avait pas de conflits possibles entre le bien-être économique et le bien-être non-économique, si la valeur d'échange mesurait les satisfactions et les dissatisfactions, si le chiffre de la population, les goûts des individus, la distribution du pouvoir d'achat restaient constants, si les

(1) Cf. F.-V. EDGEWORTH, *Wealth and Welfare*, Ec. Journ., vol. 23, p. 62.

individus avaient le même tempérament, si tous les facteurs de la production de la société étaient pleinement employés, si on pouvait identifier les pauvres avec les salariés... les conclusions de la théorie du bien-être économique du Prof. Pigou, relatives au bien-être, seraient incontestables, la théorie refléterait fidèlement la réalité et l'Economique pourrait remplir la mission que notre auteur veut bien lui réserver : Constituer la base d'un art, guider l'homme d'Etat. Quelque louable que soit l'effort de conciliation de ces deux mérites, de ces deux soucis — souci d'humanisation, souci d'objectivité, — la force avec laquelle le Prof. Pigou se pose lui-même les objections auxquelles s'expose sa théorie, pour ne les résoudre souvent qu'en adoptant des présomptions ou des suppositions, rend le lecteur quelque peu sceptique sur la valeur pratique que notre auteur semble vouloir attribuer à sa théorie.

Si les hypothèses peuvent servir le savant dans la construction des systèmes scientifiques cherchant à expliquer la réalité des choses, elles sont pourtant beaucoup trop fragiles, tant qu'elles restent des hypothèses, pour pouvoir justifier l'intervention dans le processus économique normal visant à augmenter le bien-être humain.

Si, dans la théorie du bien-être économique du Prof. Pigou, le statisticien peut trouver bien des suggestions intéressantes à contrôler, on peut cependant craindre que les mesures d'intervention basées directement sur les conclusions hypothétiques de la même théorie ne produisent souvent que des résultats décevants pour l'homme d'Etat. De sorte qu'en se plaçant à ce point de vue on peut contester la valeur pratique de la théorie du bien-être économique du Prof. Pigou.

Si la valeur pratique de la théorie de notre auteur est

ainsi contestable, la théorie elle-même est dangereuse dans ses implications et défectueuse dans sa structure logique, puisque, par l'idéal qu'elle implique et par l'emploi qu'elle fait de la valeur d'échange pour mesurer le bien-être économique, elle nous conduit, sinon totalement, du moins partiellement, à la confiscation de la rente et à l'abolition de l'héritage, et que notre auteur n'ayant pas envisagé la question sous cette forme, sa théorie de la distribution du dividende national présente quelque confusion, même quelque contradiction.

Si les démérites de la théorie du bien-être économique semblent ainsi l'emporter sur ses mérites, toutefois la théorie, dépouillée de sa notion du bien-être économique, présente une très grande valeur théorique et éducative. Sous cette forme — peut-être moins originale — la théorie du Prof. Pigou peut être rangée dans la lignée des courants classiques, et la distinction entre la productivité privée et sociale — distinction qui nous permet de mieux saisir la portée du conflit entre l'intérêt pécuniaire privé et social, en nous mettant à même de systématiser les cas de divergences entre ces deux intérêts — est une très grande contribution à la théorie économique.

Ainsi, ceux qui rangent l'élève d'A. Marshall dans la lignée des classiques, lui donnent, sans aucun doute, la place qu'il mérite dans l'histoire de la pensée économique.

VU,

Le Doyen :

G. RIPERT.

VU,

Le Président :

G. PIROU.

VU et permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

Une bibliographie des écrits du Prof. Pigou a été donnée par M. Balson dans son :

A Select bibliography of modern economic theory 1870-1929, London, C. Routledge, 1930.

On trouvera également une bibliographie très condensée des écrits du Prof. Pigou dans l'excellent article de Mr. Byé :

L'œuvre scientifique de quelques économistes étrangers, Rev. d'Ec. Pol., 1929, vol. 43, p. 1.515.

Ici, nous nous bornerons à ne citer que les ouvrages et les articles les plus importants de notre auteur.

D'abord ses ouvrages :

The economics of stationary states, London, Macmillan, 1933.

The economics of welfare, London, Macmillan, 4^e édit., 1932.

Industrial fluctuations, London, Macmillan, 2^e édit., 1929.

The theory of unemployment, London, Macmillan, 1933.

A study in public finance, London, Macmillan, 2^e édit., 1929.

Citons encore :

Economics in practice, London, Macmillan.

Economic science in relation to practice, London, Macmillan.

The problem of theism, and other essays, London, Macmillan.

Memorials of Alfred Marshall, London, Macmillan.

Parmi ses articles, nous retiendrons :

Some remarks on utility, Ec. Journ., 1903, vol. 13, p. 58.

Monopoly and consumers' surplus, Ec. Journ., 1904, vol. 14, p. 388.

Equilibrium under bilateral monopoly, Ec. Journ., 1908, vol. 18, p. 205.

Producers' and consumers' surplus, Ec. Journ., 1910, vol. 20, p. 358.

A method of determining the numerical value of elasticities of demand, Ec. Journ., 1910, vol. 10, p. 686.

Journ., 1913, vol. 23, p. 19.

Empty economic boxes : a reply, Ec. Journ., 1922, vol. 32, p. 458.

The laws of diminishing and increasing cost, Ec. Journ., 1927, vol. 37, p. 188.

An analysis of supply, Ec. Journ., 1928, vol. 38, p. 238.

The imperfection of the market, Ec. Journ., 1933.

Les ouvrages et les articles dont nous nous sommes servi au cours de cet exposé :

OUVRAGES

A. AFTALION, *Cours de statistique*, Paris.

E. VON BÖHM-BAWERK, *Histoire Critique des théories de l'intérêt du Capital*, trad. franç., Paris, 1902.

M. CAULLERY, *Les conceptions modernes de l'hérédité*, Paris, 1935.

J.-B. CLARK, *Principes d'Economie*, trad. franç., Paris, 1911.

- I. FISHER, *De la nature du revenu et du capital*, trad. franç., Paris, 1911.
 R.-G. HAWTREY, *The economic problem*.
 J.-M. KEYNES, *The general theory of employment interest and money*, London, Macmillan, 1936.
 A. MARSHALL, *Principes d'économie politique*, trad. franç., Paris, 1907.
 V. PARETO, *Manuel d'Economie politique*, trad. franç., 2^e édit., Paris, 1927.
 G. PIROU, *Les nouveaux courants de la théorie économique aux Etats-Unis*, Paris, 1939.
 H. SIDGWICK, *Principales of political economy*, London.
 R. VON STRIGL, *Einführung in die Grundlagen der Nationalökonomie*, Vien, 1937.
 T. SURANYI-UNGER, *Economics in the twentieth century*, trad. angl., London, 1931.

ARTICLES

- A. AFTALION, *Les trois notions de la productivité et les revenus*, Rev. d'Ec. Pol., 1911, vol. 25, p. 145.
 S. BALL, *Wealth and welfare*, Ec. Rev., 1913, vol. 23, p. 215.
 F. C. BENHAM, *Economic welfare*, Ec. 1930, vol. 10, p. 173.
 M. BYÉ, article précité.
 E. CANNAN, *Economics of welfare*, Ec. Journ., 1921, p. 206.
 Dr J.-H. CLAPHAM, *On empty economic boxes*, Ec. Journ., 1922, vol. 32, p. 305.
 F.-Y. EDGEWORTH, *Wealth and welfare*, Ec. Journ., vol. 23, pp. 62-70.
 HOBSON, *Néo-classical economics in Great Britain*, Pol. Sci. Quart., 1925, vol. 40.
 F.-H. KNIGHT, *Some books on fundamentals*, Journ. Of. pol., Ec. 1923.
 F.-H. KNIGHT, *Economics at its best*, Am. Ec. Rev., 1926, vol. 16, pp. 51-59.
 NICHOLSON, *The vagaries of recent political economy*, Quart. Rev., 1913, vol. 219, p. 415.
 J. VINER, *The utility concept in value theory and its critics*, Journ. of Pol. Ec. 1925, vol. 32, p. 369.
 A.-A. YOUNG, *Pigou's wealth and welfare*, Quart. Journ. of Ec. 1913, vol. 27, p. 672.
 J.-M. CLARK, *Wealth and welfare*, Am. Ec. Rev., 1913, vol. III, p. 623.
 Dans les articles précités, de MM. J.-M. CLARK, KNIGHT et YOUNG, ainsi que dans les suivants, on trouvera de très importantes critiques adressées à la théorie des rendements non-proportionnels du Prof. Pigou.
 F.-Y. EDGEWORTH, *Contribution to the theory of railway rates*, Ec. Journ., 1913, vol. 23, p. 206.
 F.-Y. EDGEWORTH, *The revised doctrine of marginal social net product*, Ec. Journ., 1925, vol 35, p. 30.
 R.-F. KAHN, *Some notes on ideal output*, Ec. Journ., 1935, vol. 45, pp. 1-35.
 F.-H. KNIGHT, *Some fallacies in the interpretation of social cost*, Quart. Journ. of Ec., 1924, vol. 38, p. 582.
 L. ROBBINS, *The representative firm*, Ec. Journ., 1928, vol. 38, p. 387.
 L. ROBBINS, *Certain aspects of the theory of costs*, Ec. Journ., 1934.
 P. SRAFFA, *The laws of returns under competitive conditions*, Ec. Journ., 1926, vol. 36, pp. 535-550.
 A. YOUNG, *Inereasing returns and economic progress*, Ec. Journ., 1928.

Table des Matières

Introduction	1
CHAPITRE I. — DES NOTIONS.....	7
1. Du bien-être et du bien-être économique.....	7
2. Du dividende national.....	10
3. De la nature du lien unissant le bien-être économique au dividende national	13
4. Des relations entre le bien-être économique et le dividende national	20
CHAPITRE II. — DE LA TECHNIQUE.....	25
1. De la distribution idéale des ressources productives.....	27
2. De la distribution naturelle des ressources productives.....	35
A. — Des obstacles au mouvement des ressources productives :	39
a) De l'ignorance	39
b) Des coûts de mouvement.....	40
B. — Des divergences entre les produits nets sociaux et privés	43
a) Des divergences dues à la location des instruments durables de production.....	45
b) Des divergences dues aux services et aux desservices accidentels pour lesquels aucun paiement n'est exigible	46
c) Des divergences dues à l'action des lois de rendements non proportionnels.....	48
3. Des ajustements	54
A. — De l'élimination des obstacles au mouvement des ressources productives	55
B. — De l'élimination des divergences entre les produits nets privés et sociaux	57
a) De l'intervention législative.....	58
b) De l'intervention fiscale.....	59
CHAPITRE III. — DE LA TECHNIQUE (suite).....	63
1. De la distribution idéale du dividende national.....	65
2. De la distribution naturelle du dividende national.....	67
A. — De l'offre du capital et du travail :.....	70

a) De l'offre du capital.....	70
b) De l'offre du travail.....	72
B. — Des inventions et des perfectionnements.....	74
3. Des ajustements	79
A. — De la politique de hauts salaires.....	81
B. — De la politique de transferts directs obligatoires de revenus des relativement riches aux relativement pauvres..	91
CHAPITRE IV. — DES CRITIQUES.....	109
1. De la critique des notions.....	110
A. — De la critique du bien-être économique.....	110
B. — De la critique du dividende national.....	118
C. — De la critique des relations entre le bien-être écono- mique et le dividende national.....	119
2. De la critique de la technique.....	125
Conclusion	137

